

DE
L'ÉVOLUTION ET DE L'AVENIR
DES
BANQUES POPULAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée le 7 juin 1941, à 14 heures

PAR

Paul SAUTY DE CHALON

JURY... {
Président : M. PIROU, professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Suffragants... { MM. MARCHAL, professeur à la Faculté de Droit de Nancy.
LHOMME, professeur à la Faculté de Droit de Lille.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1941



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE
L'ÉVOLUTION ET DE L'AVENIR
DES
BANQUES POPULAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée le 7 juin 1941, à 14 heures

PAR

Paul SAUTY DE CHALON

JURY...	{	<i>Président : M. PIROU, professeur à la Faculté de Droit de Paris.</i>	
		{	<i>MM. MARCHAL, professeur à la Faculté de Droit de Nancy.</i>
			<i>LHOMME, professeur à la Faculté de Droit de Lille.</i>

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot, PARIS (V*)

1941



MEIS, MAGISTRIS ET AMICIS

INTRODUCTION

Plusieurs raisons ont amené l'auteur à traiter de l'évolution et de l'avenir des banques populaires.

C'est d'abord un élément de notre vie économique, qui, ayant prêté à certaines déformations, n'a pas toujours été étudié avec l'impartialité désirable.

Ce sujet intéresse aussi une foule de producteurs indépendants : industriels, commerçants, artisans qui pourront saisir sur le vif l'œuvre que les banques populaires ont réalisée, et continuent d'accomplir en leur faveur.

L'évolution politique et économique provoquée par les événements actuels semble, en outre, ouvrir aux banques populaires certaines perspectives d'avenir.

Il est apparu, enfin, que les ouvrages qui ont précédemment traité ce sujet ont envisagé les banques populaires, beaucoup plus du point de vue théorique et juridique que sur le plan pratique et économique.

Evitant de présenter une compilation qui deviendrait vite, d'ailleurs, d'une lecture fastidieuse, mais, utilisant des faits précis appuyés sur des données comptables sincères, l'auteur s'est efforcé de « concrétiser » l'œuvre accomplie, notamment depuis dix ans, par les banques populaires et leur chambre syndicale.

*
* *

La première partie de cet ouvrage pose le problème du crédit populaire et indique sa solution par la coopérative.

Dans une seconde partie on étudie l'histoire des banques populaires françaises.

La troisième partie comprend l'étude de l'évolution du crédit populaire français de 1917 à 1940.

Tandis qu'une quatrième partie est consacrée à l'avenir réservé à cette institution.

On conclut en montrant quel pourrait être le rôle du crédit populaire dans une économie réorganisée.

PREMIÈRE PARTIE

**Le Problème du Crédit aux Producteurs
indépendants**

L'étude de cette matière comporte l'examen de la situation des classes moyennes de producteurs en face de la distribution du crédit.

Après avoir constaté les défectuosités de cette répartition, on montrera que la coopération peut apporter à ce problème une solution satisfaisante.

CHAPITRE PREMIER

LES DONNÉES

Section I.

Les personnes en cause : les clients, le banquier.

Il était une fois une fraction de la nation française dont ce tableau extrait de la statistique générale de la France en 1931¹ fera ressortir toute l'importance.

I. — REPARTITION DES ETABLISSEMENTS D'APRES LE NOMBRE DES SALAIRES

	<i>Industrie, Commerce, Professions libérales, etc. sauf les Artisans isolés</i>	<i>Agriculture et Pêcheries</i>	<i>Total</i>
Etab. sans salarié	225.000	1.342.000	1.567.000
— de 1 à 5 salariés ...	728.000	1.057.000	1.785.000
— de 6 à 10 — ...	73.750	24.250	98.000
— de 11 à 20 — ...	43.200	5.800	49.000
— de 21 à 50 — ...	29.755	2.245	32.000
— de 51 à 100 — ...	10.140	260	10.400
	1.109.845	2.431.555	3.541.400
— de 101 à 200 — ...	5.162	38	5.200
— de 201 à 500 — ...	2.896	4	2.900
— de 501 à 1.000 — ...	799	1	800
— de 1.001 à 2.000 — ...	300		300
— de 2.001 à 5.000 — ...	111		111
— de plus de 5.000 — ...	44		44
	1.119.157	2.431.598	3.550.755

1. Les chiffres des années suivantes ne sont pas encore publiés.

II. — REPARTITION DES ARTISANS ISOLÉS N'OCCUPANT AUCUN SALAIRE

Hommes.....	1.000.000
Femmes.....	700.000
	1.700.000

Ainsi les classes moyennes de producteurs non agricoles peuvent être évaluées à environ 3 millions d'individus, c'est-à-dire au quart de l'ensemble des travailleurs. Leur rôle, tant au point de vue de la production que des échanges, apparaît prépondérant, et cela d'autant plus qu'elles ont eu à affronter des difficultés, notamment d'ordre financier et économique, sans cesse accrues.

*
* *

L'intensification de la production résultat de la concentration des entreprises, les progrès continus de la technique entraînant une rapide dévalorisation de l'outillage, les caprices de la mode, les exigences de la clientèle qui souvent paie à crédit ce que le fournisseur a dû payer au comptant, le développement de la concurrence, tels sont les principaux facteurs qui, depuis cinquante ans, ont modifié les conditions d'existence des classes moyennes de producteurs jusqu'à les rendre essentiellement différentes de ce qu'elles étaient précédemment. D'après les statistiques officielles, néanmoins, seule la petite industrie se trouve en régression depuis le début du ^{xx}e siècle, tandis qu'au contraire le petit, le moyen commerce et la moyenne industrie accusent une progression, inégale sans doute selon les régions, mais dans l'ensemble régulière.

Or, à une époque où leur existence et leur développement sont indispensables au relèvement du pays, on doit envisager l'amélioration de leur situation par le crédit.

*
* *

Le producteur indépendant est souvent plus riche de qualités morales et techniques que de capital. Cependant,

ses traditions d'honnêteté et de travail, ses connaissances professionnelles, son ingéniosité ne lui permettent pas de lutter à armes égales avec les puissantes entreprises qui emploient des centaines ou des milliers de salariés, car le concours de cet élément indispensable, le crédit, lui manque trop souvent encore. Rien, en effet, ne peut suppléer le capital acquis ou gagné dans son rôle de création et de continuation, si ce n'est le crédit qui permet au producteur ou au commerçant d'attendre la fin de la production ou de l'échange comme si le capital nécessaire existait déjà.

Le producteur indépendant a besoin de capitaux sous deux formes distinctes. Tantôt les disponibilités qui constituent son fonds de roulement se trouvent insuffisantes par rapport au volume de ses affaires; cela proviendra souvent du retard que la clientèle met à régler ses factures, ce qui oblige le fournisseur à lui faire un crédit prolongé et forcé; ces immobilisations, pas toujours stériles, il faut le reconnaître, augmentent d'autant néanmoins les besoins de crédit du producteur. En effet, pour assurer la marche de son affaire, il compte bien sur ses ventes futures, mais en attendant de les réaliser, il faut vivre et acheter pour s'approvisionner. Il peut alors se procurer du crédit par deux moyens différents : il demandera à son fournisseur de lui vendre à terme, ce qui lui enlèvera son indépendance, ou bien il priera un banquier de lui escompter son papier, ou de lui accorder une facilité de caisse. Il s'agit alors de crédit à court terme¹.

En outre, le producteur a besoin de crédit à moyen ou à long terme¹. Parfois c'est un débutant qui veut compléter son installation; ses qualités morales et techniques le rendent digne de crédit et avec les capitaux qui lui sont avancés, il donnera à son affaire une profitable extension. Ainsi ont commencé de nombreux producteurs qui sont devenus ensuite les plus importants de leur place.

Grâce au crédit à moyen et à long terme, le producteur pourra également s'approvisionner en stocks, renouveler

1. Il est entendu que : Court terme signifie moins d'un an; — Moyen terme signifie de 1 à 10 ans; — Long terme signifie plus de 10 ans.

son matériel, agrandir ses locaux commerciaux ou industriels, créer des entreprises nouvelles.

*
* * *

Telle est la clientèle qui va s'adresser aux banques pour obtenir satisfaction.

Pendant longtemps, cette appellation a compris : soit les banquiers locaux ou les banques régionales, soit les grands établissements de crédit à succursales multiples.

Le banquier local constituait, jusqu'au début du ^{xx}e siècle, la principale ressource des classes moyennes de producteurs; connaissant bien ses clients il était le mieux placé pour leur venir en aide. Il en était de même de la banque régionale qui, en relations suivies avec les producteurs de sa région, accordait du crédit à ceux qui s'en montraient les plus dignes.

Mais l'anéantissement de ces banques par les grandes sociétés de crédit a été rendu inévitable par l'évolution de la situation économique en France. L'indépendance du banquier local ou régional faisait sa force, mais son isolement le rendait facilement vulnérable. De plus, une fois l'équipement économique de sa région achevé, ce banquier n'avait plus l'emploi de ses capitaux : il prenait alors des participations à long terme dans des entreprises, immobilisant ainsi des fonds qui auraient dû toujours rester liquides pour répondre aux demandes de retrait des déposants.

Par contre, les grandes sociétés de crédit disposant de capitaux importants pouvaient les orienter tant au point de vue technique, que sur le plan géographique vers les emplois les plus fructueux. Traitant d'égal à égal avec de puissants consortiums ou même avec des gouvernements en mal d'emprunts, elles ont été amenées à négliger peu à peu les classes moyennes de producteurs dont les opérations leur semblaient insuffisamment rémunératrices.

Dans l'ensemble, les établissements de crédit fournissent largement le crédit aux firmes importantes, mais accordent rarement le crédit personnel que mérite cependant une importante catégorie de producteurs.

Section II. — Les opérations traitées.

On peut trouver les raisons de leur attitude dans le caractère des opérations traitées par les producteurs indépendants.

Au point de vue technique, il s'agit d'un grand nombre d'opérations dont chacune revêt une importance minime : le banquier préférera évidemment escompter une traite de 100.000 francs, plutôt que 1.000 traites de 100 francs. Il évite ainsi un accroissement de travail matériel auquel il devrait pallier par une augmentation du nombre de son personnel, ainsi que des frais divers de renseignements, d'acceptation, d'affranchissement postal, etc., qui finissent par influencer sérieusement sur ses frais généraux.

Ces frais rendent les opérations traitées avec cette catégorie de clients faiblement rémunératrices.

En outre, cette clientèle, parfois difficile à suivre, ne peut pas toujours fournir des sûretés réelles suffisantes pour garantir ses engagements.

Dans ces conditions, les sociétés anonymes de crédit préfèrent traiter avec d'autres grandes sociétés, ou d'importants capitalistes.

CHAPITRE II

LA SOLUTION

Section I. — La coopérative de crédit.

Ainsi, ne trouvant plus chez les banques locales et régionales le concours indispensable à leur extension, sinon à leur existence, délaissés par les grandes banques privées, les producteurs indépendants ont été amenés à organiser le crédit coopératif.

Le crédit coopératif consiste dans l'institution d'une société de crédit à base mutualiste et coopérative. Le mutualisme permet de substituer le crédit personnel au crédit gagé sur des garanties réelles, et grâce à la coopération, le profit du banquier est ristourné aux clients de la coopérative au prorata de leurs opérations.

Ainsi la banque populaire peut être définie comme une société coopérative qui a pour objet de fournir le crédit aux classes moyennes de producteurs par des procédés plus souples et mieux adaptés à ce genre de clientèle que les grandes banques privées.

*
* *

Pourquoi la distribution du crédit a-t-elle été organisée d'après les principes mutualistes et coopératifs ?

On aurait pu, à la vérité, imaginer d'autres méthodes : l'Etat pourrait mettre directement des fonds à la disposition d'une certaine catégorie de clientèle, procédé utilisé en France à plusieurs reprises ; les Pouvoirs Publics pourraient obliger également les grandes banques à réserver aux crédits

populaires un certain pourcentage de leurs moyens d'action ; les grandes banques pourraient même le faire de leur propre initiative. Qu'on n'invoque pas l'impossibilité ou le miracle : cela s'est produit il y a quelques trente ans... en Allemagne¹.

Cependant ces procédés sont, généralement dans notre pays du moins, ou transitoires, ou d'une application extrêmement délicate.

Par contre, les avantages économiques et sociaux des principes mutualistes et coopératifs ont contribué à les faire adopter en France et dans la plupart des pays étrangers.

Section II.

Caractères de la coopérative de crédit.

§ 1. *Administratifs.*

La création d'une coopérative de crédit est généralement due à l'initiative des groupements de producteurs représentés par une chambre de commerce ou une chambre de métiers, ou simplement par un nombre suffisant d'usagers éventuels. Sans être indispensable, l'intervention de ces organismes assure un bon départ à la nouvelle entreprise, et constitue pour elle une garantie de sérieux et de vitalité.

Le fonctionnement de la coopérative de crédit est assuré par le mutualisme que l'on peut considérer comme l'opération passive, tandis que la coopération constitue la phase active et génératrice de profits : le mutualisme consiste dans les garanties que se font réciproquement les coopérateurs, compte tenu de leurs ressources et de leurs qualités morales et techniques. Aussi ils doivent avoir entre eux une confiance entière et une parfaite connaissance des ressources et des qualités de chacun, de manière que seuls ceux qui soient dignes de crédit en bénéficient.

1. En 1904, la Dresdner Bank, une des quatre Banques « D », ouvrit deux départements coopératifs, l'un à Berlin, l'autre à Francfort et plaça ainsi sous son influence 1.200 banques populaires installées sur 3.200 places, soit presque la moitié du crédit populaire allemand.

A cet effet, la circonscription territoriale de la société sera restreinte : un quartier de grande ville, une ville de moyenne importance (de 15.000 à 30.000 habitants), ou un arrondissement.

Le développement de la coopérative est laissé aux soins des coopérateurs qui jouissent d'une entière liberté.

§ 2. *Techniques et financiers.*

Les capitaux sont fournis par les intéressés eux-mêmes, et prennent la forme de parts cessibles et négociables sous certaines conditions en vue de sélectionner les coopérateurs ; la plupart des coopératives adoptent également la clause de variabilité de capital pour permettre à de nouveaux coopérateurs d'apporter en cours d'exercice leurs capitaux. La connaissance personnelle que chaque coopérateur a de son associé renforce la sécurité de toute l'institution.

C'est sur place, ou tout au plus dans la circonscription territoriale de la société, que sont investis les capitaux. Ces emplois sont faits au bénéfice des sociétaires qui s'en sont montrés les plus dignes ; à cet égard, leurs qualités morales et professionnelles peuvent constituer une garantie suffisante. La coopération évite ainsi le recours aux garanties réelles, permet d'accroître la sécurité des emplois par l'extrême division des risques, et met les services bancaires à la portée de tous les producteurs.

Il ne s'agit pas cependant d'une œuvre philanthropique, car la coopérative doit, pour subsister et se développer, réaliser des profits.

Schulze-Delitsch, le célèbre chef du coopératisme allemand, en a nettement précisé la nécessité¹. Les profits servent à payer les frais généraux et notamment un personnel technique qualifié, et à constituer des réserves. Ayant fait ces concessions au régime capitaliste, les coopérateurs limitent la rémunération des capitaux à un certain

1. Voir plus loin l'extrait d'un discours de Schulze-Delitsch à la Chambre prussienne, cité par M. Charles Rayneri.

pourcentage, et se partagent le surplus au prorata des opérations qu'ils ont traitées. Ce reliquat est d'autant plus important que les administrateurs de la coopérative ne sont pas rétribués, d'où suppression des tantièmes proportionnels, et que, notamment quand il s'agit d'une banque, ces coopérateurs évitent les frais d'une coûteuse administration centrale.

§ 3. *Sociaux.*

La coopération et le mutualisme développent la dignité humaine et la solidarité.

Ils permettent à ceux qui ne sont riches que de qualités morales et professionnelles de bénéficier d'avantages réservés jusque-là aux détenteurs de capitaux, et contribuent ainsi à lutter efficacement contre les idéologies marxistes. Ils font taire l'égoïsme, développent chez les hommes le sentiment de leur mutuelle dépendance, et, par une sélection naturelle, font apparaître les meilleurs.

C'est un fait bien souvent constaté que les sentiments d'honnêteté et de droiture sont plus répandus chez les artisans et les producteurs indépendants que chez les agents de direction et autres « animateurs » de grandes sociétés, de l'anonymat desquelles ils ont trop souvent profité.

Par contre, ces principes n'altèrent en rien l'esprit d'entreprise puisqu'ils sauvegardent le goût du profit individuel.

Les entreprises coopératives se soucient plus que les autres d'améliorer le sort de leur personnel¹, et subventionnent volontiers les œuvres sociales de leur voisinage.

Enfin, la coopérative développe heureusement dans la cité ce « lokal-patriotismus » qui apparaît dans la fierté dont témoignent les habitants d'avoir su créer une entreprise prospère.

1. On pourrait citer telles banques populaires où *tous* les employés touchent quinze mois de traitements chaque année.

*
* * *

Telles sont les applications les plus heureuses des principes coopératifs ; au contact des réalités, ils ont néanmoins profondément évolué ; ce sont ces transformations que les pages suivantes vont évoquer.

DEUXIÈME PARTIE

Histoire des Banques populaires **(1830-1917)**

Depuis fort longtemps les hommes ont eu l'idée de s'associer pour compenser, par leur union, l'absence ou l'insuffisance de capitaux. La plupart des auteurs font remonter le crédit mutuel à l'année 1596 où trois hommes se présentant ensemble dans une banque écossaise répondirent l'un pour l'autre en se cautionnant mutuellement.

En France, il faut attendre 1830 pour voir naître les premières institutions de crédit populaire.

CHAPITRE PREMIER

INSTITUTIONS DE CRÉDIT POPULAIRE EN FAVEUR DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS

Section I. — Prêts consentis par l'Etat.

L'Etat a effectué des prêts directs aux commerçants et industriels en 1830, 1860 et 1910.

La loi du 17 octobre 1830 destinée à compenser les effets de la crise commerciale et industrielle que la révolution de 1830 faisait craindre, ouvrit au ministre des Finances un crédit de 30 millions. Le compte de ces prêts disparut le 1^{er} janvier 1891 des comptes généraux annuels; à cette époque le prêt avait été remboursé à concurrence de 92 %, le reste fut considéré comme irrécouvrable.

Par la loi du 1^{er} août 1860, votée peu après le fameux traité de commerce avec l'Angleterre, dont nos industries continuaient à craindre la redoutable concurrence, l'Etat avança aux industriels 40 millions de francs. Les quatre cinquièmes de ce crédit avaient été remboursés en 1910; depuis cette date, il ne fut rien recouvré.

La loi du 18 mars 1910, votée à la suite des grandes inondations du début de 1910, autorisait l'avance aux industriels, commerçants et artisans d'une somme de 75 millions de francs. Mais les prêts définitivement accordés ne s'élèvent qu'à 5 millions de francs. Il n'a donc été utilisé que le quinzième de ce crédit.

Section II. — Les banques populaires.

On entend par là les établissements qui, devant se suffire avec leurs propres ressources, n'accordent que des crédits à la production, à l'exclusion des institutions philanthropiques alimentées par des dons, legs ou subventions, tels par exemple que la Société du Prince impérial pour les prêts au travail (1862).

De pair avec l'Etat, l'initiative privée avait dès 1830 suscité la création d'organismes destinés à venir en aide aux classes moyennes de producteurs et aux artisans.

Cette époque vit, en effet, la vogue des premières aspirations socialistes humanitaires célébrées par le comte de Saint-Simon, Fourier, Cabet, Proudhon qui avaient de nombreux et fervents disciples. Leur but était, d'abord, de réagir contre l'individualisme anarchique engendré par J.-J. Rousseau et la Révolution dont on n'avait que trop éprouvé les effets destructeurs puis, suivant une formule chère à la littérature de ce temps, de participer à l'extinction du paupérisme qui commençait à apparaître avec les premières grandes entreprises industrielles.

Il s'agissait, en outre, de pallier le manque de crédits et de débouchés dont souffraient les petits producteurs.

La première banque populaire française a été créée sous la dénomination de « Banque de Secours », en 1830 à Limoges, par François Alluaud, maire de cette ville et industriel. A Paris, Buchez (1796-1865) créa, la même année, une banque populaire. Cette banque, groupant des ouvriers qui ne disposaient d'aucun capital et ne pouvaient pratiquer l'épargne par retranchement sur la consommation, ne dura que quelques années.

Par contre, la Caisse fraternelle du petit commerce, fondée en 1848 à Cognac ne disparut en 1894 que pour être remplacée par la Banque populaire de Cognac finalement absorbée par la Banque populaire du Centre à Limoges toujours prospère; en 1849 Proudhon fonda la Banque du Peuple, mais presque aussitôt la condamnation du fondateur à trois ans de prison pour outrage envers le Prince-

Président, provoqua la dissolution de la banque. Il est permis d'ailleurs de rester sceptique sur les capacités bancaires de Proudhon. En 1864, fut fondée à Paris, l'Union de crédit mutuel et, à Alger, le Crédit mutuel d'Alger.

L'année 1875 vit la création de la Banque populaire de Cannes par le professeur Vigano de Milan. Cette banque devint quinze ans après une importante banque privée après avoir donné d'heureux résultats comme banque populaire.

Puis, jusqu'en 1878, le mouvement se ralentit. A cette époque, un religieux capucin, le R. P. Ludovic de Besse, qui avait étudié avec Schulze-Delitsch, Raffeisen et Luigi Luzatti la technique du crédit mutuel, donna aux banques populaires françaises une singulière impulsion; s'inspirant des statuts des caisses Raffeisen plus ou moins modifiés, il créa en 1878 la Banque populaire d'Angers qui devint ainsi la doyenne des banques populaires modernes de France.

Encouragé par ce succès, il propagea ses idées avec le concours des cercles catholiques d'ouvriers et créa, dans le Centre et l'Ouest de la France, dix-sept autres banques populaires, dont la plupart avaient malheureusement disparu en 1898. La principale cause de cet échec réside dans le caractère philanthropique de ces banques qui donna lieu à de nombreux abus. Le fondateur ne répétait-il pas dans son journal *l'Union Economique* que « la banque populaire n'est pas une affaire, mais une œuvre », conception qui, sans être foncièrement inexacte, appelle néanmoins de sérieuses réserves. Peu après, un autre élève de Luigi Luzatti, M. Charles Rayneri, apôtre du crédit mutuel dans le Sud-Est de la France, fondait en 1883 la Banque populaire de Menton dont les statuts servirent de modèle à un grand nombre de banques populaires. En 1889, il créait le Centre fédératif du crédit populaire, sous l'impulsion duquel une douzaine de banques populaires furent fondées dans le Midi dont plusieurs, parmi lesquelles la banque populaire des Alpes-Maritimes (ancienne banque populaire de Menton) et celle de Toulouse, n'ont jamais cessé de donner satisfaction. Pendant quarante ans (1889-1929), le Centre

fédératif a réuni en congrès les banques populaires tous les deux ans et publié un bulletin mensuel.

D'autre part, d'heureuses initiatives individuelles suscitaient la création de banques populaires de 1885 à 1914. Lyon, Bourges, Cagnes, Le Havre, Le Puy, Marseille, Dijon, Limoges, Paris, Nice, Brest, Lorient, virent à leur tour naître des établissements de crédit populaire. Ces banques eurent des fortunes diverses ; quelques-unes, comme Le Puy, Lorient, Nice, Paris et Toulouse donnèrent de bons résultats ; les autres, pour la plupart, disparurent. Au total, il fut créé de 1830 à 1914, 76 banques populaires dont 12 seulement fonctionnaient en 1914.

CHAPITRE II

INSTITUTIONS DE CRÉDIT POPULAIRE EN FAVEUR DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ET ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

Section I. — Prêts consentis par l'Etat.

Un décret voté le 5 juillet 1848 par l'Assemblée nationale a ouvert un crédit extraordinaire de trois millions en faveur des associations d'ouvriers ou des associations mixtes de patrons et d'ouvriers.

Le compte de ces prêts a disparu en 1899 de la comptabilité publique. Ce crédit ne fut recouvré qu'à concurrence de 36 % de son montant total.

D'autre part, l'Etat a accordé de nombreux encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit de 1893 à 1914.

Il fut réparti entre 1.230 sociétés, 4.000.000 de francs par le ministère des Finances, puis par celui du Travail, sous la dénomination de crédits sociaux.

Section II. — Banques coopératives.

En 1863, J.-P. Beluze, gendre de Cabet, créa à Paris la Société de Crédit au Travail qui fut liquidée en 1868 après une certaine période de prospérité; il est à remarquer notamment que, seules les opérations de commandite causèrent la ruine de cette société, car sur les 12 millions de francs avancés en escompte aux coopératives ouvrières de production pendant les cinq années de son existence, elle n'avait perdu que 20.000 francs, soit 0,18 %. Cette création

fut suivie de la fondation en province de plusieurs sociétés de Crédit au Travail dont celle de Lyon qui, fondée en 1865, fut la plus importante.

L'économiste Léon Walras créa, en 1865, la Caisse d'es-compte des associations populaires avec le concours de Léon Say, Benoit d'Azy, d'Haussonville et du duc Decazes, au capital de 200.000 francs. Cette société commit les mêmes erreurs que le Crédit au Travail en avançant à des sociétés coopératives de production composées d'ouvriers des sommes disproportionnées avec le capital souscrit. En 1866, fut créée, sur l'initiative de Napoléon III, la Caisse des associations coopératives. Le capital de la caisse fut fixé à 1 million et l'empereur souscrivit lui-même pour 500.000 francs; ainsi qu'un grand nombre d'autres moins connues, cette société se perdit par l'abus de la commande.

Jusqu'en 1880, aucune nouvelle tentative ne fut faite. Cette année vit la création de la Caisse centrale du travail et de l'épargne, devenue en 1882 Caisse centrale populaire. Fondée au capital de 50 millions par M. Donon, cette caisse ambitionnait de devenir un grand établissement de crédit populaire. Son conseil d'administration était composé de nombreuses célébrités de l'époque en vue de donner confiance aux classes laborieuses : Paul Bert, Labiche, de Hérédia, Nadaud, etc... Son but était de financer les vingt caisses populaires qui étaient à créer dans les vingt arrondissements parisiens; en fait quatre ou cinq seulement de ces caisses furent ouvertes. En outre, la Caisse centrale faisait toutes les opérations de banque et de bourse. Ce sont les bénéfices résultant de ce département qui lui permirent de végéter jusqu'en 1893, date de sa dissolution.

La Banque coopérative des sociétés ouvrières de production, constituée en 1893, au capital de 30.000 francs, puis de 130.000 francs, eut un meilleur destin, puisque sa situation continue à être satisfaisante. Son histoire est des plus instructives. Pendant les dix-huit premières années de son existence, elle a été amenée par l'expérience à transformer

presque complètement la nature de ses opérations qui avaient pour objet à l'origine les avances à plus ou moins long terme tandis qu'elle se consacre maintenant presque uniquement à l'escompte. Sans cette évolution, la Banque coopérative aurait vu ses avoirs immobilisés et subissait presque fatalement le sort de ses devancières.

Il convient, d'autre part, de remarquer que dès sa première année d'existence cette banque bénéficia d'une subvention gouvernementale de 50.000 francs, d'un don de 500.000 francs dû à la générosité de M. Faustin Moigneu, et qu'en 1912 sa direction fut confiée à un banquier professionnel.

Des neuf banques créées de 1860 à 1917 en vue de venir en aide aux coopératives ouvrières de production, la Banque coopérative des sociétés ouvrières de production, 19, rue du Renard, à Paris, 4^e, est la seule qui ait vu ses efforts couronnés de succès.

CHAPITRE III

Telle est l'histoire assez décevante des banques populaires; les initiatives, en cette matière, n'ont jamais manqué; elles ont toujours suscité les mêmes espoirs qui se sont ensuite régulièrement évanouis.

La viabilité d'une banque populaire ne serait-elle donc qu'une chimère? ou les banques populaires de cette époque n'étaient-elles pas plutôt « congénitalement » vouées à un échec, à peu près inéluctable pour des raisons d'ordre psychologique, économique et financier?

Tout d'abord, une constatation s'impose : le tempérament français extrêmement individualiste ne consent à se plier au minimum de discipline exigée par le mutualisme que lorsqu'il y a « péril en la demeure ».

La conservation intacte du secret professionnel et la concurrence « âme du progrès », telles sont, croyons-nous, les principales raisons de cette attitude.

Le producteur, surtout celui dont les affaires sont prospères, conserve jalousement ses secrets professionnels, qu'il considère avec raison comme la sauvegarde de son indépendance et de sa fortune; le fisc lui-même est loin de les connaître entièrement, malgré de minutieux contrôles. A plus forte raison l'industriel ou le commerçant ne tient-il pas à en faire connaître la plus minime partie à des concurrents. En outre, cette concurrence est une arme que le producteur emploie d'abord en vue d'obtenir un mouvement d'affaires intéressant, puis souvent aussi dans le secret espoir d'éliminer les entreprises rivales. Dès lors, à quoi bon

donner des armes à ses rivaux par le crédit mutuel, surtout à une époque où les affaires se développent régulièrement ? Par contre, un producteur dont la situation est mauvaise aura tout intérêt à solliciter les avantages du crédit mutuel. Excitant de sa qualité de moyen ou de petit producteur comme d'un « Sésame ouvre-toi », il signera tous les engagements voulus au grand dam de sa banque qui, si le fait se reproduit souvent, n'aura plus qu'à fermer ses guichets.

En outre, au point de vue économique, le *xix^e* siècle n'était pas à une époque des plus favorables à la prospérité des banques populaires.

Il n'existait nulle part des besoins pressants de capitaux : l'épargne française abondante et divisée était canalisée par les banques vers les investissements industriels et commerciaux qu'elle suffisait à assurer.

Les financiers du siècle dernier n'ont en effet réussi à asseoir la prospérité des grands établissements de crédit qu'ils ont fondés que grâce à leur sens du risque et à leur énergie. C'étaient des aventuriers, des hommes de premier plan, auxquels il serait injuste de ne pas rendre hommage malgré la dureté de leurs conceptions sociales et leur souci un peu large de l'honnêteté. Ils ont apporté leur importante contribution au développement de l'industrie, du commerce et de la science et laissé après eux, tel Henri Germain, fondateur du Crédit Lyonnais, d'imposantes réussites qui témoignent encore de la solidité de leurs conceptions.

Contre de tels adversaires, les banques populaires étaient vaincues d'avance, d'autant plus que les principes financiers qu'elles mettaient en œuvre n'étaient pas sans prêter à de vives critiques.

Déjà le fonctionnement du régime coopératif est en lui-même extrêmement délicat ; en effet, la coopération, tout en enlevant partiellement au banquier le profit personnel lui retire, dans la même proportion, l'esprit de risque et d'initiative qui font la prospérité d'une exploitation.

Aussi, si l'on avait recherché dans cette rapide rétrospective les causes de chute de bon nombre de banques

populaires, on aurait constaté qu'elles se débattaient dans l'angoissant dilemme suivant : ou le gérant était honnête mais incompetent, ou il était compétent mais malhonnête, ce qui, toute intervention de la morale mise à part, revient au même au point de vue économique : la liquidation plus ou moins onéreuse de la société. Les seules banques populaires qui aient prospéré sont celles auxquelles leurs fondateurs, hommes de valeur d'autre part, tels le R. P. Ludovic de Besse et Charles Rayneri se sont attachés comme à des affaires personnelles. A un tel désintéressement l'on doit rendre hommage, mais alors il s'agit presque d'un apostolat, sur lequel il est difficile, on en conviendra, de fonder la pratique des affaires.

En outre, les banques populaires étaient handicapées par le manque de directives, de capitaux, et de contrôle, alors qu'en raison de leur clientèle leurs risques étaient supérieurs à ceux d'une banque ordinaire.

L'isolement des banques populaires, résultat de l'autonomie locale joua d'autant plus à leur encontre, que n'ayant pas su tirer les avantages de leur indépendance, elles recueillirent dans l'opinion publique, lorsqu'une de leurs consœurs fermait ses guichets, tous les inconvénients de la solidarité.

Les banques populaires n'ont pas toujours manqué de capitaux ; ce sont ces capitaux qui ont fini par être épuisés en raison d'investissements anormaux, notamment de prêts à long terme qui constituaient de véritables commandites et dont le dénouement était généralement désastreux.

Elles ont en revanche toujours souffert d'un manque de contrôle. On n'a jamais remarqué que l'Etat se soit intéressé à cet aspect du problème qui, s'il avait été convenablement résolu en temps utile, aurait limité les nombres et l'importance des liquidations.

Aussi les banques populaires atteignent l'année 1917 qui clôt leur histoire dans une situation vraiment critique. Sur les douze banques qui subsistaient des 76 banques populaires créées depuis près d'un siècle, cinq ou six étaient dans une situation financière assez discutée.

Cinq banques seules fonctionnaient d'une manière satisfaisante : c'étaient les banques populaires de Paris, de Limoges, de Lorient et de Toulouse ainsi que la Caisse mutuelle du crédit commercial et industriel du Puy. Une telle situation nécessitait l'intervention du législateur, et ce fut la loi du 13 mars 1917.

TROISIÈME PARTIE

Évolution des Banques populaires (1917-1940)

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 13 MARS 1917

Section I. — Les origines.

Dès 1890, M. Jules Méline avait déposé à la Chambre des députés une proposition de loi qui avait pour but de créer non seulement le crédit agricole mais encore le crédit industriel et commercial aux classes moyennes de producteurs. La Chambre des députés l'avait acceptée mais le Sénat la disjoignit pour organiser seulement, par la loi du 5 novembre 1894, le crédit agricole. L'attitude du Sénat fut basée sur deux raisons, à vrai dire assez faibles.

1^o Le principe de la coopération industrielle et commerciale était susceptible de recevoir dans l'avenir des applications nouvelles impossibles à prévoir ;

2^o Il serait contraire à l'égalité civile de faire une loi en faveur de certaines catégories de citoyens.

La première raison serait de nature à faire ajourner indéfiniment la rédaction d'un texte quel qu'il soit. Puis, l'organisation du crédit agricole était faite précisément en faveur d'une certaine catégorie de citoyens.

En fait, le Sénat n'a pas voulu engager les finances publiques dans des dépenses trop considérables et a donné la préférence au crédit agricole dont les clients exploitant des biens « au soleil » jouissent d'une surface personnelle infiniment plus facile à apprécier que celle d'un commerçant ou d'un industriel. Est-il besoin de souligner, enfin, le rôle prépondérant joué par la clientèle électorale agricole aux élections sénatoriales ? Néanmoins, les défenseurs du crédit

coopératif urbain ne se tinrent pas pour battus. De nombreux groupements et congrès professionnels émettaient des vœux demandant l'intervention du Parlement. Le congrès des chambres syndicales commerciales et industrielles de France et des chambres de commerce françaises à l'étranger réuni à Paris en 1910 émettait le vœu que :

« ... la loi accorde autant de facilités aux commerçants et aux industriels de toutes professions qu'aux agriculteurs et aux marins par la formation et le fonctionnement des sociétés de crédit mutuel ».

Les chambres de commerce se prononçaient dans le même sens et protestaient contre la parcimonie avec laquelle était distribué le crédit à moyen et à long terme.

Ce mouvement d'opinion, auquel avaient pris part plusieurs économistes, allait faire surgir de nombreux projets, lorsque M. le député Codet déposa, le 15 avril 1907, une proposition de loi ayant pour objet l'extension du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives. Elu sénateur, il renouvelait sa proposition au Sénat le 17 novembre 1910.

Deux autres propositions tendant au même but furent déposées à la Chambre des députés : celle de M. Chaulet en 1911, celle de M. Siegfried en 1912.

Dans diverses circonstances, le gouvernement avait affirmé la nécessité de l'organisation du crédit industriel et commercial sur le modèle du crédit agricole. En 1911, le nouveau gouvernement inscrivait la question dans son programme.

On allait enfin entrer dans la voie des réalisations. Le 13 mai 1911, le ministre des Finances, M. Caillaux faisait signer par le président de la République un décret instituant à son ministère une commission qui étudierait l'organisation bancaire en France, et rechercherait les possibilités de la compléter en offrant des facilités plus grandes de crédit au moyen et au petit commerce, à la moyenne et à la petite industrie. Cette commission, placée sous la présidence du ministre, comprit, outre le gouverneur de la Banque de France, diverses personnalités que leur situation ou leur compétence désignait particulièrement pour

cette question. Réunie le 24 juillet suivant sous la présidence de M. Klotz, ministre des Finances, elle se divisa en trois sous-commissions :

La première, présidée par le doyen de la Faculté de Droit de Paris, M. Cauwes, devait étudier l'organisation bancaire et déterminer ses lacunes.

La deuxième, présidée par M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, devait faire une étude comparative des diverses institutions de crédit populaire et coopératif ayant fonctionné et fonctionnant en France et à l'étranger.

La troisième, présidée par M. Alexandre Rostand, président du Comptoir national d'escompte de Paris, avait pour tâche de tracer un programme d'exécution par la mise au point et la fusion des divers projets présentés.

Trois rapports furent rédigés. Dans sa séance du 5 juin 1912, la commission discuta et adopta les conclusions de ces rapports.

En définitive, la commission organisait le crédit populaire sur les mêmes principes le que crédit agricole : à la base, la société locale en relation directe avec l'emprunteur ; au-dessus, la société régionale escomptant les lettres de change et joignant sa signature à celle de la société locale et à celle de l'emprunteur pour rendre les effets de commerce bancables. Au sommet enfin, une banque centrale du crédit mutuel devait servir de chambre de compensation aux caisses régionales ; on imitait donc exactement le système allemand : les sociétés locales, les fédérations, la caisse centrale prussienne.

La proposition Codet, votée par la Chambre, allait être discutée par le Sénat, lorsqu'elle en fut retirée sur la demande du gouvernement qui, à son tour, déposait un projet de loi sur cette question.

Ce projet, malgré qu'il s'inspirât des conclusions de la commission bancaire instituée par M. Caillaux, rompait délibérément avec le système imité du crédit agricole préconisé par M. Codet. Visant à remédier tant à l'absence complète de crédit personnel aux petits et moyens producteurs qu'à l'insuffisance de crédit à moyen et à long

terme dont ils souffraient, il prévoyait le fonctionnement de quatre organismes :

D'une part, les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires distribuant le crédit à court terme.

D'autre part, un établissement central et des banques auxiliaires accordant le crédit à moyen et à long terme.

A la base, les sociétés de caution mutuelle qui, constituées par des commerçants et industriels « auront pour objet exclusif l'endos et l'aval des effets de commerce et billets créés, souscrits et endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles ».

Ces effets, endossés par les sociétés de caution mutuelle, pourront être présentés, soit aux banques ordinaires, soit plutôt aux banques populaires créées en vertu de la nouvelle loi pour faciliter les opérations des sociétés de caution mutuelle.

Les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires ne seront pas assujetties aux formalités de publicité ordinaires de la loi du 24 juillet 1867 et elles jouiront en outre de diverses immunités fiscales.

L'établissement central sera appelé le « Crédit industriel de France ». Il accordera le crédit à long terme. Pour fonctionner, il émettra des obligations qui pourront, comme celles du Crédit foncier, être acquises par le public.

Les banques auxiliaires, appelées « banques de participation industrielles et commerciales », pourront procurer des capitaux aux commerçants et industriels français, soit en souscrivant des actions, obligations ou parts commanditaires, soit en consentant des prêts à plus de deux ans d'échéance ou en cautionnant des emprunts d'une durée au moins égale.

Avant la discussion du projet par la Chambre, la Commission du commerce et de l'industrie avait remanié son projet pour défendre son œuvre contre l'auteur d'une proposition (Edouard Agostini) et contre un comité de propagande qui avait résolu de tenter la création d'un établissement unique appelé Crédit national coopératif de France, qui dispenserait le crédit à court, moyen et long terme aux industriels, aux commerçants et aux agriculteurs en

tant que ceux-ci peuvent se livrer à des opérations industrielles.

En outre, la commission avait modifié son texte au moyen d'amendements présentés par des personnalités compétentes en matière de crédit populaire et notamment par M. Boutaud, député de la Haute-Loire, fondateur de la Caisse mutuelle de crédit commercial et industriel du Puy, par M. Gavelle, industriel et par M. Sayous, directeur des services économiques de la Fédération des industriels et commerçants français.

Le projet de loi ainsi rectifié fut ensuite adopté par la Chambre des députés et parvint au Sénat le 27 mars 1914. Il fut l'objet d'un premier rapport le 29 janvier 1915 par M. Jean Codet, auteur des propositions de 1907 et 1910 qui regretta l'abandon des principes qui avaient fait la force du Crédit agricole en France et du crédit mutuel en général, établi à l'étranger, savoir de l'organisation du crédit populaire au moyen de caisses locales, de caisses régionales et d'une caisse centrale destinée à uniformiser le taux de l'intérêt et à servir de chambre de compensation, telle que l'avait prévue sa proposition. Néanmoins, dans le but d'aller vite, le projet ne fut pas modifié, la commission se proposant de revenir sur la question des caisses régionales dès que le Parlement aurait repris, à la fin de la guerre, le cours normal de ses travaux.

La Commission des finances du Sénat fut ensuite appelée à donner son avis sur le projet adopté par la Chambre, en raison principalement de ce qu'il intéressait les finances publiques par le bénéfice des immunités fiscales accordées aux établissements à créer et des avances de l'Etat à leur faire. Un rapport fut déposé au nom de cette commission par M. Perchot, sénateur, le 3 juin 1915.

Après avoir constaté que le crédit commercial avait un caractère plus personnel que le crédit agricole et que s'il était facile d'apprécier la solvabilité d'un cultivateur dont le crédit repose sur des bases réelles, sur des terres, des bestiaux, et sur des produits d'un écoulement certain, il en était autrement pour les commerçants dont les garan-

ties sont moins visibles et plus incertaines et que, par suite, il ne convenait pas que l'organisation du crédit commercial fût calquée sur celle du crédit agricole, le rapport approuve la constitution des sociétés de caution mutuelle et des banques populaires.

La même commission des finances estima que le système proposé par le gouvernement et la Chambre des députés ne présentait pas, au point de vue du crédit à moyen et à long terme, des garanties suffisantes pour assurer la sécurité des capitaux prêtés. Les garanties offertes par les emprunteurs auraient été, soit des usines sujettes en cas de liquidation à une forte dépréciation, soit des marchandises pouvant n'atteindre, en cas de réalisation forcée, qu'une minime partie de l'estimation de l'inventaire, soit des brevets ou marques de fabrique susceptibles de perdre toute leur valeur par la découverte de nouveaux procédés de fabrication.

De plus, la commission pensa qu'avec l'organisation projetée, le crédit de l'Etat était exposé à jouer pour des sommes considérables et sans limite.

Comme, en la matière, il s'agissait d'innover entièrement, et qu'aucun précédent en France et à l'étranger n'existait pour s'assurer de la bonne marche des organismes à créer, la commission jugea qu'il y avait lieu de procéder à une nouvelle étude de la question.

Pour ne pas retarder le vote de la loi, la commission proposa l'ajournement des titres III et IV relatifs au crédit à long terme.

Ainsi, adopté par le Sénat le 1^{er} février 1917, ce projet, après un nouveau rapport de M. Landry et un avis de M. Louis Dubois au nom de la Commission du budget de la Chambre des députés, devint la loi du 13 mars 1917.

Section II. — Economie de la loi du 13 mars 1917.

Cette loi institue le crédit à court terme, c'est-à-dire, d'après les travaux préparatoires, d'une durée inférieure à un an au moyen de deux organismes basés sur la mutualité.

§ 1. *Les sociétés de cautions mutuelles.*

Les sociétés de caution mutuelle constituent le premier organisme de ce vaste projet élaboré par la Commission de la réforme bancaire.

Elles ne font pas d'opérations de crédit, c'est-à-dire elles ne sont pas des banques.

Leur objet exclusif est d'avaliser ou d'endosser les effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles (art. 1 de la loi du 13 mars 1917).

Les deux procédés ne sont pas identiques.

« Au lieu que, dans le cas de l'aval, la société de caution mutuelle se bornera à donner sa garantie au sens propre de l'expression, dans l'autre cas, les effets, les billets seront d'abord créés au nom de la société de caution mutuelle, souscrits ou endossés à celle-ci pour être ensuite endossés par elle au tiers, en général, un établissement de crédit par qui le sociétaire cherche à faire escompter ou recevoir son papier. Mais, par l'une ou par l'autre méthode, on arrivera au même résultat : à savoir permettre au sociétaire de faire escompter son papier plus facilement ou de le faire recevoir plus facilement en paiement¹. »

Ainsi, les sociétés de caution mutuelle ne fournissent pas le crédit. Elles le renforcent, et comme leur nom l'indique, elles garantissent les engagements individuels des sociétaires au moyen d'un aval ou d'un endos. Elles facilitent l'entrée à la Banque de France des billets portant les

1. Rapport Landry du 6 mars 1913.

signatures du tireur et du tiré auxquelles vient s'ajouter celle de la société.

Les sociétés de caution mutuelle n'ont donc pas besoin de capitaux importants pour leurs opérations. Elles ne font ni avances ni escomptes.

§ 2. *Les banques populaires.*

Ce sont elles qui sont appelées à jouer le principal rôle dans l'organisation nouvelle. Il est même probable qu'elles suffiront, à elles seules, à créer le crédit populaire.

Sans elles, les sociétés de caution mutuelle sont vouées à un insuccès. Il faut que les membres de ces dernières trouvent du crédit dans des établissements créés spécialement pour leur fournir des fonds à un taux modéré. Aussi ces établissements que la loi appelle « banques populaires » seront constitués, comme d'ailleurs les sociétés de caution mutuelle, sous le régime coopératif.

Les banques populaires seront de véritables banques, faisant à peu près toutes les opérations des grands établissements de crédit. A la question posée par lui-même au Sénat (séance du 1^{er} février 1917) : « Qu'est-ce qu'une banque populaire ? », M. Perchot, rapporteur de la commission, répondit : « C'est une banque comme une autre, mais qui est fondée sur le principe de la mutualité, qui travaille exclusivement dans l'intérêt de ses adhérents, répartit entre eux tous ses bénéfices au delà d'une certaine rémunération accordée au capital et limite la nature de ses opérations ».

A la différence des établissements de crédit, les banques populaires présenteront un caractère de désintéressement qui permettra aux commerçants et aux industriels de trouver des prêts à un taux relativement bas. Cependant, les banques populaires ne sont pas des œuvres de bienfaisance. D'après Schulze-Delitsch « une banque populaire qui veut s'assurer un avenir durable, doit avoir soin de repousser toute apparence d'institution de bienfaisance. Sa mission n'est pas de distribuer des secours aux indigents, mais de

protéger contre l'indigence. Elle n'est pas un hospice d'incurables, mais une institution d'hygiène économique¹. »

Enfin, en contre-partie des obligations qui leur étaient imposées, la loi exonérait les banques populaires et les sociétés de caution mutuelle de l'impôt de la patente, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et leur octroyait, d'autre part, une avance sans intérêt, de 12 millions pour faciliter leur démarrage.

§ 3.

Le titre III de la loi prévoyait que les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires seraient constituées sous le régime des lois françaises, et que les souscripteurs du capital et les administrateurs devront être français.

En outre, ces sociétés étaient soumises aux vérifications des agents de l'Enregistrement.

Un décret du 31 janvier 1918, détermina les conditions d'application de la loi du 13 mars 1917.

Section III. — Critique de la loi du 13 mars 1917.

Cette loi apportait en la matière deux améliorations importantes :

D'abord le législateur reconnaissait officiellement la nécessité du crédit populaire, et en favorisait l'expansion.

Puis, dans ce but, il accordait à ces nouveaux organismes le privilège d'exonérations fiscales ainsi qu'une avance de 12 millions, mesures destinées à financer leur démarrage. Un point c'est tout. On avouera que pour une loi dont la préparation remontait à plus de vingt-cinq ans, c'est peu de chose.

Par contre, les erreurs ou les oublis du législateur n'allaient pas faciliter le développement des banques populaires.

La mise au point de la loi de 1917 fut, comme on l'a

1. Extrait du *Manuel des Banques Populaires* de M. Charles Rayneri.

vu, particulièrement pénible. Disjoint une première fois par le Sénat lorsqu'il faisait corps avec le crédit agricole, le projet fut tronqué ensuite, toujours par le Sénat, qui supprimant les organismes centraux, ne laissa subsister que les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires. Cette suppression entraîna, par le fait même, l'absence d'organismes de direction et de contrôle ; les banques populaires étaient lancées dans la nature comme une improvisation hardie ; une fois créées, le législateur s'en désintéressait ; elles devaient se suffire à elles-mêmes à tous égards : il est à peine vraisemblable que rien n'ait été prévu notamment concernant la direction de ces organismes qui était laissée à l'entière initiative individuelle : or, on ne s'improvise pas directeur de banque, surtout de banque populaire, du jour au lendemain, et en cette matière plus qu'en toute autre, les improvisations coûtent cher. De plus, la loi ne prévoyait aucune action coercitive pour sanctionner les infractions.

La vérification des banques populaires par les agents de l'Enregistrement fut bien organisée par l'article 14 du décret d'application du 31 janvier 1918 qui stipule :

« Qu'à la suite de chacune de ces vérifications et au moins une fois par an, chaque agent adresse à chacun de ces ministres (des Finances et du Commerce) un rapport contenant ses constatations et observations sur chacune des banques populaires soumises à son contrôle. Le ministre du commerce notifie à la banque un extrait de ce rapport ».

Cependant ces fonctionnaires n'étaient aucunement qualifiés pour donner aux banques populaires l'impulsion et les directives qui leur manquaient. Aussi, comme on pouvait le prévoir, ces dispositions restèrent lettre morte, sauf en ce qui concerne... les droits du fisc.

Pour pallier cette carence, le ministère du Commerce organisa, en 1922, un corps de contrôleurs conseils : sans être fonctionnaires, ces agents, placés sous l'autorité de l'inspecteur général du crédit au ministère du Commerce, commissaire du gouvernement près la Caisse centrale des banques populaires, étaient rémunérés par les cotisations des banques populaires. Cette situation hybride ne leur

permet pas de montrer beaucoup d'autorité dans l'accomplissement de leur mission, et leur intervention ne donna pas les résultats espérés.

Aussi, en pratique, les banques populaires disposaient librement des fonds publics et jouissaient d'une indépendance à peu près totale.

D'autre part, si le rôle de la société de caution mutuelle était exactement apprécié par rapport à la banque populaire, sa création s'avérait difficile, en raison de la responsabilité des membres.

Si l'on a prévu qu'il était nécessaire de compenser l'absence ou l'insuffisance de fortune de chaque membre par une responsabilité personnelle accrue, on a oublié d'en déduire que cette responsabilité croîtrait nécessairement en raison inverse de la fortune de chaque membre, c'est-à-dire, vu le genre de clientèle des banques populaires, aurait une fâcheuse tendance à devenir illimitée...

Ainsi, les seules personnes qui aient intérêt à faire partie d'une société de caution mutuelle sont celles qui n'ont rien à perdre; les détenteurs de capitaux, même modestes, s'en écartent instinctivement, mais comme cent fois zéro ne font pas une unité, la création des sociétés de caution mutuelle s'est vue singulièrement handicapée.

En outre, l'esprit individualiste des chefs d'entreprises ne les incitait aucunement à s'intéresser à cette sorte d'organisme. De telles imperfections étaient tangibles sans qu'il soit besoin d'une longue expérience pour les déceler; néanmoins les promoteurs de la loi de 1917, pressés d'aboutir d'une part, et d'autre part, séduits par les remarquables résultats des expériences allemande, belge, suisse et italienne, passèrent outre.

CHAPITRE II

LES BANQUES POPULAIRES DE 1917 A 1929.

Section I. — La période de 1917 à 1923.

Cependant, malgré les insuffisances et les omissions de la loi du 13 mars 1917, le mouvement ascensionnel des banques populaires reprit dès la cessation des hostilités; en 1918, trois banques populaires existaient : Paris, Le Puy, et Nantes.

Ce chiffre passe à 33 en 1919, 70 en 1920, pour aboutir à 84 banques disposant de 189 guichets en 1923. Dès juillet 1919, tant pour atténuer les insuffisances précédemment signalées, que pour assurer à la loi prévoyant l'octroi de prêts en faveur de petits industriels, commerçants et artisans démobilisés qui allait entrer en vigueur le 24 octobre 1919, une application uniforme, une union syndicale avait été constituée sous l'égide des trois banques les plus anciennes : Paris, Le Puy et Nantes.

Cette Union syndicale avait pour but, d'après l'ordre du jour du 8 mai 1920 :

1^o De donner des directives aux banques populaires naissantes.

2^o D'unifier les tarifs d'encaissement, et les conditions pour les relations entre banques populaires.

3^o De contrôler les comptabilités.

4^o De publier un bulletin mensuel.

Il s'agissait, en résumé, d'établir entre les banques populaires une solidarité réelle dont elles tireraient le plus grand profit. La loi du 24 octobre 1919 allait d'ailleurs per-

mettre aux banques populaires de faire leurs premières armes en matière bancaire.

§ 1. *La loi du 24 octobre 1919.*

Cette loi portait ouverture d'un crédit de 50 millions en faveur des petits et moyens industriels et commerçants, ainsi que des artisans démobilisés. De retour dans la vie civile, ils se trouvèrent, en effet, sans stocks, sans crédits, en face de concurrents nouveaux et bien achalandés. L'Etat avait précédemment demandé à la Banque de France, puis au Crédit foncier de se charger de la distribution de ce crédit. Ces deux établissements refusèrent, considérant que cette opération ne rentrait pas dans leurs attributions. Ainsi les banques populaires furent exclusivement chargées de la distribution de ces fonds qu'elles octroyèrent entièrement à un taux de 3%.

L'application de cette loi influa favorablement sur l'accroissement des banques populaires, dont un certain nombre même, d'après le rapport de M. Ginot en 1921, s'étaient créées, croyant que leur rôle se bornait à l'application de la loi du 24 octobre 1919. Par contre, des concurrents sans vergogne reprochaient aux banques populaires de faire des opérations autres que les prêts aux démobilisés alors qu'elles avaient été créées deux ans avant la parution de la loi ! En 1934, ce crédit était entièrement remboursé ; cette brillante réussite témoignait déjà de l'organisation et de la vitalité des banques populaires.

§ 2. *La loi du 7 août 1920.*

Leur succès s'annonçait même tel que le législateur résolut, par la loi du 7 août 1920 d'y mettre un frein et d'empêcher notamment que plusieurs banques populaires ne se fissent concurrence sur la même place : il arrivait, en effet, que des banques dites « populaires » étaient fondées par des particuliers qui voyaient uniquement là une veine à exploiter. Ces banques n'avaient de « populaire » que la dénomination. C'est pourquoi la loi précitée interdit l'usage des

mots « banque populaire » à toute entreprise qui n'aurait pas été autorisée par le ministre du Commerce (art. 3).

Elle fixait en même temps à 6 % la rémunération maximum des capitaux souscrits¹ et, en contre-partie, complétait leurs privilèges fiscaux en dispensant les banques populaires de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

L'objet de cette loi fut d'épurer les banques populaires sans nuire à leur développement.

§ 3. *La Caisse centrale des banques populaires.*

Il apparaissait néanmoins certain que le rôle de l'Union syndicale des banques populaires ne pouvait être que fort restreint. En effet, d'une part, la loi de 1919 était transitoire, d'autre part, l'Union ne pouvait compter que sur la bonne volonté de ses adhérents pour faire respecter ses décisions. L'important accroissement du nombre des banques populaires nécessitait enfin la création d'un organisme centralisateur qui fonctionnerait dans l'intérêt des banques populaires elles-mêmes. Aussi, le 2 juin 1921 l'Union syndicale, avec l'approbation du ministre du Commerce, fut remplacée par la Caisse centrale des banques populaires.

Aux termes de l'article 3 des statuts, l'objet du nouvel établissement, lui-même banque populaire, était :

1^o De veiller aux intérêts collectifs des banques populaires ayant qualité de sociétaires ;

2^o D'étudier, proposer et faire adopter toutes mesures ou réformes qui puissent leur être utiles ;

3^o D'établir un régime commun de relations ou de correspondance pour tout renseignement d'ordre juridique ou bancaire ;

4^o De faire toutes opérations de banque susceptibles de faciliter le fonctionnement et le développement des banques populaires sociétaires.

En outre, l'Etat se réservait le droit d'exercer son contrôle au moyen d'un commissaire du gouvernement

1. Cette rémunération avait été fixée à 5 % par la loi du 13 mars 1917.

nommé par le ministre du Commerce. Cette heureuse innovation montrait tout l'intérêt que les pouvoirs publics commençaient à prendre au développement des banques populaires.

L'organisation de la Caisse centrale n'était cependant pas apte à remplir le triple rôle que ses statuts lui attribuaient. Si le commissaire du gouvernement représente l'Etat, le conseil d'administration la fonction bancaire, l'assemblée générale des actionnaires, les intérêts pécuniaires de la société, aucun organe n'était prévu pour remplir la tâche de loin la plus importante : *contrôler les banques populaires, et défendre l'organisme syndical dans son ensemble.*

Aussi, dès la création de la Caisse centrale, un organe syndical indépendant se constitua et tint chaque année une réunion dite réunion plénière des banques populaires, mais le même défaut qui avait causé la disparition de l'Union syndicale apparaissait : cet organe syndical ne valait que par la discipline et la compréhension de ses usagers, ce qui limitait singulièrement son champ d'action.

§ 4. *La loi du 27 décembre 1923.*

L'objet de cette loi était de faire bénéficier les artisans et les sociétés créées entre eux, du crédit organisé par la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés ouvrières de production et de crédit.

Contrairement à la loi du 24 octobre 1919, les banques populaires ne furent pas chargées exclusivement de son application puisque les Unions de sociétés coopératives étaient également habilitées à distribuer ce crédit; néanmoins, en raison de leur structure déjà solide et du nombre de leurs guichets, elles se substituèrent pratiquement aux Unions de sociétés coopératives, qui étaient à créer.

La loi du 27 décembre 1923 institue en dehors du fonds de dotation du Crédit populaire, un fonds de dotation artisanale alimenté par une somme de 2 millions, et un prélèvement du tiers du produit disponible de la redevance sup-

plémentaire précédemment attribuée à la Banque nationale française du commerce extérieure. Ces fonds qui, en 1938, se sont élevés à 40.000.000 francs servent à octroyer des avances, soit aux sociétés artisanales, soit aux artisans, à un taux moyen de 4-4 1/2 % pour une durée maximum de dix ans pour les sociétés et de cinq ans pour les individus.

La diffusion de cette loi, excellente dans son principe, était néanmoins freinée par l'étroitesse de la réglementation et la longueur des formalités.

Pour bénéficier d'une avance, l'artisan devait être à la fois :

- Membre d'un syndicat professionnel.
- Membre d'une coopérative artisanale.
- Membre d'une société de caution mutuelle.

Sa demande est adressée à l'Union des coopératives intéressée qui, après avoir donné son avis, le transmet à la banque populaire laquelle prend une décision. Si le prêt est octroyé, aucune somme liquide n'est remise à l'artisan : la banque paie les factures de ses achats et travaux.

Pour chaque règlement l'artisan souscrit à son ordre des effets qu'il demande à la Société de caution mutuelle d'avaliser. C'est là que joue la garantie coopérative.

Section II. — La période de 1923 à 1929.

Cette époque voit se poursuivre le développement des banques populaires qui dépasse toutes les prévisions.

Le nombre des banques populaires qui, en 1923, était de 84 avec 189 guichets passe en 1926 à 97 avec 362 guichets pour atteindre, en 1929, le chiffre de 102 banques avec 530 guichets.

Corrélativement, le capital versé qui était de 35 millions en 1923 atteignait 120 millions, tandis que le chiffre global des opérations passait de 10 à 80 milliards.

La prospérité des banques populaires, pendant cette période, résulta d'abord des conditions économiques générales.

Les banques populaires se sont trouvées créées juste à

point pour profiter de la vague de prospérité qui gagna la plupart des pays de 1919 à 1930.

L'énormité des dommages à réparer et des besoins à satisfaire, entraîna une surcapitalisation à outrance des entreprises, — on vit des banques tripler leur capital en moins d'un an, — et un important accroissement de la productivité.

Cette ambiance couronnée par l'euphorie due à une victoire trop chèrement gagnée allait, pendant plus de dix ans, dominer le développement de notre économie, auquel les banques populaires ont, pour leur part, largement coopéré.

En outre, l'Etat a efficacement aidé leurs débuts par la loi du 24 octobre 1919 qui constitua pour les banques populaires un monopole de droit, par la loi du 27 décembre 1923 qui fut, elle, un monopole de fait.

Le fonctionnement de la Caisse centrale, dès l'année 1921, accrut aussi la cohésion et le rendement des banques populaires.

Cependant une ombre subsistait dans ce tableau satisfaisant : les sociétés de caution mutuelle, considérées par le législateur comme la base sur laquelle se développeraient les banques populaires, continuaient à rester complètement ignorées.

Il résulta de cette situation des conséquences d'autant plus graves que les facteurs de prospérité des banques populaires étaient essentiellement passagers.

Sans société de caution mutuelle, il n'y avait plus de mutualisme possible ; la banque populaire devenait une banque ordinaire ou peu s'en faut, et ne pouvait plus compter sur la stabilité des dépôts et le courant d'affaires continuels apportés par les membres des sociétés de caution mutuelle. Cette absence, à la base, de clientèle déterminée et sélectionnée, n'était pas fort gênante à une époque où les clients étaient à la recherche des banques, mais elle le devint dès 1930. La plupart des banques populaires ont agi d'ailleurs comme si elles avaient prévu ce dénouement, et préférèrent accepter n'importe quelle clientèle plutôt que de fermer leurs guichets ou même restreindre leurs opéra-

tions, la première de ces méthodes entraînant d'ailleurs fatalement la plus néfaste de ces deux éventualités à plus ou moins brève échéance.

Pourtant les banques populaires avaient une belle occasion de profiter de cette période de prospérité pour asseoir leur organisation financière, et accroître leurs réserves.

De plus, en l'absence de toute société de caution mutuelle, leur gestion devait être encore plus prudente que celle d'une banque ordinaire.

Il n'en fut rien : la plupart des dirigeants de ces établissements, banquiers improvisés, qui souvent d'ailleurs avaient été nommés par les préfets, comme s'il se fût agi d'un fonctionnaire quelconque, se signalèrent par une gestion déplorable. Ils ne surent ou ne voulurent pas comprendre que crédit personnel ne signifiait pas crédit sans garantie ou très mal garanti, et qu'il y avait les plus grands inconvénients à laisser les comptes d'avance à court terme se transformer en comptes à moyen et à long terme, c'est-à-dire en compte de commandite, même avec des clients de bonne moralité et, *a fortiori*, avec les autres. Le laisser-aller et l'indulgente camaraderie qui a tendance à régner entre administrateurs, directeurs et clients d'une coopérative n'était peut-être pas non plus étranger à cet état de choses.

Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour prévoir les résultats de telles méthodes :

— Insuffisances de la loi de 1917, moralité médiocre de dirigeants qui sacrifient tout au gain immédiat et n'ont que de très vagues connaissances techniques, début de la crise économique générale, autant de facteurs qui contribuèrent à rendre déplorable, malgré leur hypertrophie, la situation des banques populaires en cette année 1929, qui clôt le premier stade de leur évolution.

On était fondé à conclure qu'en somme, elles se retrouvaient, à peu de chose près, dans la même situation qu'en 1917. Il n'avait été tenu aucun compte des résultats de l'expérience précédente. Le législateur et la plupart des dirigeants des banques populaires n'avaient rien oublié ni

rien appris. Ceux-là même qui auraient pu enrayer le désastre n'avaient pas les moyens de faire prévaloir leurs directives.

Aussi l'intervention de l'Etat devint inévitable, et le ministre des Finances d'alors, M. Henry Chéron, demanda à une commission présidée par le conseiller d'Etat Maringer, de lui soumettre un projet en vue de résoudre ce problème.

CHAPITRE III

LES BANQUES POPULAIRES DE 1929 A 1940

Section I. — La loi du 24 juillet 1929.

§ 1. *Les origines.*

L'exposé des motifs du projet de la Commission Maringer mentionne que :

« Les banques populaires ont montré, par leur développement subit et leur essor rapide, qu'elles répondaient à un réel besoin de la clientèle urbaine.

« En effet, l'institution du crédit populaire en France groupe, à l'heure actuelle, 102 banques populaires, la plupart départementales, comptant ensemble 530 guichets. Le nombre des sociétaires adhérents à ces diverses banques dépasse le chiffre de 51.000.

« Suivant l'esprit de la loi du 13 mars 1917, les banques populaires, indépendantes les unes des autres et n'ayant aucun lien de droit entre elles, constituent des établissements distincts.

« Néanmoins, les banques populaires qui sont régies par la même loi, qui poursuivent le même objet, qui s'adressent à une clientèle identique, à défaut de solidarité effective, se trouvent reliées entre elles par un lien moral qui leur fait une obligation de se préoccuper de celles qui se trouveraient momentanément dans une situation difficile. »

En conséquence la commission préconisait la création d'une chambre syndicale des banques populaires destinée à

veiller au bon fonctionnement et au développement de cette institution.

Ce projet a trouvé sa sanction dans la loi du 24 juillet 1929.

§ 2. *Analyse.*

La réorganisation du Crédit populaire, tel est le but essentiel et primordial que le législateur de 1929 a voulu atteindre en consacrant juridiquement la solidarité de fait entre les banques populaires, par la création d'un organisme corporatif¹, qui, représentant l'institution tout entière a pour mission principale de coordonner, par une politique d'ensemble, l'activité de chacune des banques, afin d'assurer à la fois leur sécurité et leur développement.

Cette idée maîtresse, qui se trouve complétée par les autres dispositions de la loi du 24 juillet 1929, découle nettement de l'article 3, qui stipule :

« Les attributions générales de la Chambre syndicale sont :

» 1^o De représenter collectivement les banques populaires pour faire valoir leurs droits et leurs intérêts communs;

» 2^o D'exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion de chaque banque populaire;

» 3^o De prendre toutes mesures nécessaires au bon fonctionnement du crédit populaire, etc.

» Elle pourra, en outre, décider la radiation d'une banque existante de la liste des banques affiliées à la Chambre syndicale.

» 4^o D'administrer le fonds commun des banques populaires ».

Il résulte de l'article précité que le législateur a entendu, tout d'abord, attribuer à la Chambre syndicale un droit absolu de contrôle sur chacune des banques populaires, en même

1. Cet organisme corporatif appelé par la loi Chambre syndicale des banques populaires, n'est pas une banque, mais une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

temps qu'un droit absolu d'intervention directe dans la gestion de chacune d'elles.

C'est, d'ailleurs, cette même idée qui se trouve renforcée par l'article 10 de la dite loi et par les articles 1^{er} et 7 du décret d'application, qui donnent notamment à la Chambre syndicale le droit :

1^o De fixer la limite et la durée des crédits accordés par chaque banque populaire et de décider de l'attribution des crédits supérieurs à cette limite.

Article 10. — (Le règlement intérieur instituera notamment un Conseil central de crédit, au visa duquel toute banque populaire sera tenue de soumettre toutes les ouvertures de crédit qu'elle se propose de consentir lorsque ces ouvertures, par leur importance ou par leur durée, dépasseront les limites déterminées par la Chambre syndicale pour chacune des banques.)

Article premier du décret. — (Les statuts de chaque banque populaire stipuleront... que les ouvertures de crédit ne pourront être accordées que dans les limites déterminées par la banque et par la Chambre syndicale en exécution des prescriptions du paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du 24 juillet 1929.)

2^o De limiter le volume des engagements et, par là même, l'importance des opérations de chaque banque.

Article 7 du décret. — (En dehors de la prescription visée à l'article 10 de la loi du 24 juillet 1929), le règlement intérieur fixe :

1^o La proportion qui devra exister pour chaque banque entre le montant de son capital social et le montant de ses opérations, compte tenu des réserves constituées.

2^o Les garanties que les banques populaires devront exiger de leurs administrateurs-délégués ou de leurs directeurs.

Ces dispositions, congues en termes impératifs, constituent, pour la Chambre syndicale, une obligation à laquelle elle ne saurait se soustraire sans contrevenir à l'esprit et à la lettre de la loi qui régit sa constitution.

Par ces prérogatives, la Chambre syndicale n'est pas seulement un organisme fédératif représentant l'ensemble de ses adhérents, mais en raison de l'autorité légale dont elle est investie, elle constitue l'organe directeur d'une institution décentralisée à la base, sans qu'il soit pour cela porté atteinte à l'individualité de chacun de ses membres dont la personnalité juridique reste distincte.

En d'autres termes, la Chambre syndicale, clef de voûte du crédit populaire, doit en assurer le développement en même temps que le contrôle.

A cet égard, il est bon de rappeler qu'une des causes principales des difficultés éprouvées par l'ensemble du crédit populaire durant ces dernières années, résidait précisément dans le développement parfois inconsideré de certaines banques qui, poussées par le désir d'accroître le volume de leurs opérations, ont négligé les principes essentiels de sécurité et, par l'importance de leurs immobilisations, ont fait courir un réel danger à l'institution tout entière.

Pour prévenir le retour à de semblables errements et assurer la sécurité du crédit populaire, il appartient donc à la Chambre syndicale, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret et de l'article 10 de la loi, de veiller, par les moyens d'investigation dont elle dispose, à ce que le volume des opérations traitées par chaque banque s'harmonise parfaitement avec leurs possibilités financières.

De cette façon — une liquidité suffisante permettant à chaque banque populaire de faire face par ses propres ressources à ses besoins normaux de trésorerie — la Chambre syndicale pourra conserver par devers elle les disponibilités indispensables à sa mission de soutien et parer, le cas échéant, à l'éventualité de tout événement d'ordre économique ou autre qui aurait pour corollaire un resserrement général du crédit.

C'est d'ailleurs de cette idée essentielle « d'une liquidité d'ensemble » que devra s'inspirer le Conseil syndical et le Conseil central de crédit (prévu par l'article 10 de la loi) pour fixer, et la proportion des engagements de chaque banque et le montant des sommes qui pourront leur être allouées à titre temporaire (art. 7 du décret d'application).

C'est de ce même principe que s'est inspiré le législateur en imposant (art. 12, § 3 du décret d'application) à la Chambre syndicale l'obligation de ne pas affecter à des aides temporaires de trésorerie (indépendamment des fonds visés par les §§ 1, 2 et 4 de l'art. 4 de la loi) plus du tiers du montant des avances consenties par l'Etat sur la part des redevances de la Banque de France affectées aux banques populaires.

Ainsi apparaît nettement la mission de contrôle que la Chambre syndicale est appelée à exercer, par son intervention directe, dans la gestion de chaque banque populaire.

De même, par les avances qu'elle centralise, par le fonds commun qu'elle administre, par les prérogatives qu'elle possède en matière de créations, fusions, et radiations, enfin par l'ensemble de ses attributions, on peut affirmer sans conteste que la Chambre syndicale est bien l'animatrice de l'institution.

Telles sont les attributions de la Chambre syndicale des banques populaires.

*
* *

Par quels organes va-t-elle en assurer maintenant l'exécution ?

Ces organes sont techniques ou financiers ; il s'agit alors de la gestion du fonds commun dont il sera question plus loin.

Les organes techniques sont stables ou mobiles. Le corps de l'inspection de la Chambre syndicale dont les rapports sont directement adressés à la direction générale, constitue l'organe mobile.

L'organe stable de base est constitué par le contrôle sur pièces qui reçoit les documents que les banques populaires sont tenues de lui adresser :

1° *A des dates non déterminées :*

Procès-verbaux des assemblées générales ordinaires, dans le délai d'un mois après la date de la réunion.

Procès-verbaux des réunions des conseils d'administration ou des comités de direction comportant notamment les limites de crédits autorisés aux dites réunions.

2° *Annuellement* :

Bilan définitif.

Balance définitive des comptes généraux.

Compte de profits et pertes avant amortissement.

Projet de répartition des bénéfices d'exploitation (un mois avant l'assemblée).

3° *Trimestriellement* :

Bilan trimestriel.

Balance des comptes généraux.

Etat des engagements et risques en cours.

Comptes de profits et pertes provisoires.

Etat comparatif des comptes contentieux.

4° *Mensuellement* :

Documents statistiques conformes au modèle arrêté par le Conseil syndical.

Indépendamment de cette documentation, le service du contrôle peut demander tous les renseignements ou documents indispensables à l'exercice de sa mission de surveillance; les rapports et notes d'inspection lui sont en outre communiqués.

A la fin de chaque trimestre, les chefs de service chargés du contrôle établissent un rapport sur la situation, l'évolution et le fonctionnement des banques populaires placées sous leur surveillance.

Le service du contrôle veille au maintien pour chaque banque populaire de la proportion entre le montant des investissements et le montant des ressources telle qu'elle a été déterminée par le Conseil syndical.

Il propose au directeur général du Crédit populaire les mesures qui lui paraissent susceptibles d'améliorer le fonctionnement d'une banque populaire ou d'étendre ses moyens d'action, en vue de permettre aux petites et moyen-

nes entreprises de bénéficier des services d'un organisme de crédit populaire.

Le contrôle sur pièces relève du conseil central de crédit pour les ouvertures de crédit dépassant les limites prévues par la Chambre syndicale. Ce conseil comprend de trois à sept membres choisis parmi les membres du conseil syndical à l'issue de l'assemblée générale annuelle. Le commissaire du gouvernement représentant l'Etat et nommé auprès de la Chambre syndicale par le ministre des Finances (art. 10, loi du 24 juillet 1929) assiste aux réunions et par son approbation rend exécutoires toutes les décisions prises par ce conseil.

Au-dessus de cet organisme siège le conseil syndical qui correspond au conseil d'administration de toute société. Un certain nombre de ses membres appartiennent au comité de direction dont les fréquentes réunions permettent de résoudre rapidement les problèmes les plus urgents.

Au point de vue financier, la Chambre syndicale est chargée de la gestion du fonds commun des banques populaires, tel que la loi le détermine.

Constitué par les versements annuels de chaque banque (calculé d'après le montant du capital versé, du bénéfice brut, du bénéfice net) les avances consenties par l'Etat sur la part des redevances de la Banque de France, les sommes que la Chambre syndicale recevrait à titre de fonds de concours et les intérêts de ces divers fonds, son actif après prélèvement des dépenses de fonctionnement de la Chambre syndicale est affecté à l'octroi d'avances aux banques populaires et d'aide temporaire de trésorerie ainsi qu'au remboursement des avances de l'Etat.

La loi du 24 juillet 1929 allait donc permettre, tardivement mais d'une manière néanmoins efficace, de réorganiser les banques populaires et, partant, de leur donner, cette œuvre d'assainissement achevée, un essor durable.

Section II. — La loi du 17 mars 1934.

§ 1. *Origine.*

L'exposé des motifs de cette loi indique que la loi du 24 juillet 1929 a donné, par la création de la Chambre syndicale, les résultats favorables escomptés, mais qu'il convient néanmoins de remédier à certaines insuffisances révélées par l'expérience, pour que soit poursuivie l'œuvre de réorganisation entreprise en 1929 et rendre possible une plus complète application des principes qu'elle consacre.

Pendant ces cinq années en effet où la Chambre syndicale s'était appliquée à un pénible travail de reconstruction, il était apparu que la loi de 1929 ne l'avait pas armé d'un droit de contrôle suffisamment étendu, notamment à l'égard des dirigeants des banques populaires; ainsi les résultats de son action risquaient d'être mis en échec par des directeurs ou administrateurs qui s'obstinaient à occuper des fonctions où ils avaient donné la mesure de leur inaptitude.

De plus, une enquête serrée avait révélé que les besoins financiers des banques populaires de droit français en Alsace-Lorraine s'avéraient beaucoup plus considérables qu'on ne l'avait supposé : il devenait impossible à la Chambre syndicale d'y faire face avec sa dotation primitive.

Enfin, le rôle de la Caisse centrale des banques populaires était mal défini par rapport à la Chambre syndicale.

Le législateur profitait également de cette loi pour introduire, dans le crédit populaire, certaines réformes de détail.

Il chargeait enfin un arrêté ministériel de définir les opérations permises aux banques populaires.

§ 2. *Analyse.*

La loi précise d'abord le rôle exact de l'Etat par rapport aux banques populaires : pour éviter que la clientèle ne vit dans ces banques des organismes d'Etat, ce qu'un certain nombre de banques populaires n'avaient pas tardé à

accréditer complaisamment, il leur fut interdit de faire suivre leur dénomination d'une autre référence que celle qui était faite aux lois des 13 mars 1917, 24 juillet 1929 et à la présente loi.

Par son article 2, la loi appelait la Chambre syndicale à ratifier (ou non) l'élection ou la nomination des administrateurs ou directeurs des banques populaires, ce qui lui permit un choix plus éclairé de dirigeants dont dépend, en grande partie, le bon fonctionnement du crédit populaire. Les administrateurs ne peuvent, en outre, solliciter aucun crédit qui ne soit préalablement autorisé par le conseil central de crédit.

L'article 6 prévoit que les banques populaires sont tenues de verser à la Chambre syndicale leurs excédents de trésorerie non susceptibles d'être immédiatement employés.

Le fonds collectif de soutien des banques populaires d'Alsace-Lorraine de droit français est constitué par une avance à long terme de 50 millions faite par le ministre du Commerce à la Chambre syndicale.

En définitive, c'est d'un renforcement de contrôle que le législateur attend les améliorations désirables. Entre autres avantages résultant de l'accroissement des pouvoirs de l'Etat et de la Chambre syndicale, figure l'unification des méthodes de gestion.

*
* *

Pour permettre de mieux suivre les progrès réalisés en la matière, une loi du 18 mars 1934 transmet au ministre des Finances toutes les attributions du ministre du Commerce relatives au crédit populaire.

Section III. — Arrêté ministériel du 15 juin 1935.

De manière à lever toute incertitude sur la portée exacte à donner à un tel texte, la loi du 17 mars 1934 laissa à un arrêté qui parut le 15 juin 1935, le soin de déterminer les opérations permises aux banques populaires.

En raison de son importance, il est préférable de le reproduire *in extenso*.

Article premier. — Les opérations que les banques populaires peuvent effectuer en application du paragraphe 3 de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917 sont déterminées comme suit :

A. Opérations de crédit avec les commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales :

1° Avances proprement dites :

- a) Avances en compte courant;
- b) Crédits par acceptation et accréditifs;
- c) Avances sur titres et effets;
- d) Crédits garantis par hypothèques, marchandises, nantis-sements, warrants, récépissés, cautions et avals.

2° Escompte de lettres de change et billets à ordre et encaissement d'effets de commerce sur la France et l'étranger.

3° Cautions et avals.

B. Opérations que les banques populaires peuvent faire aussi bien avec les commerçants qu'avec les non-commerçants :

1° Dépôts de fonds :

- a) Dépôts de fonds à vue;
- b) Dépôts de fonds à échéance fixe, et à la condition que l'intéressé soit titulaire d'un compte courant ou d'un compte de dépôt, les opérations de guichet et sur titres et coupons et les opérations de bourses suivantes :

2° Opérations de guichet :

- a) Délivrance de chèques;
- b) Virements;
- c) Opérations de caisse diverses;
- d) Lettres de crédit;
- e) Envois de fonds.

3° Titres et coupons :

- a) Conservation de titres;
- b) Location de coffres-forts;
- c) Paiement de coupons échus et de titres amortis;
- d) Opérations diverses visant la régularisation, le recouponnement et l'échéance des titres.

4° Opérations de bourse, au comptant exclusivement.

C. (Complété par l'arrêté ministériel du 4 août 1937).

Les banques populaires peuvent participer au placement des

valeurs d'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat, des obligations des colonies, pays de protectorat, départements et communes, des obligations foncières, communales et maritimes du Crédit foncier, sous réserve que les dites banques ne fassent pas partie d'un syndicat d'émission.

En outre, les banques populaires sont autorisées à recueillir les souscriptions de leur clientèle aux emprunts émis dans le public par les Chambres de commerce.

Art. 2. — Les dispositions prévues au présent arrêté entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1935.

Ainsi sont impérativement limitées les opérations que peuvent traiter les banques populaires; si l'une d'entre elles transgressait ces dispositions, elle se verrait infliger par l'administration de l'Enregistrement de lourdes amendes souvent assorties d'autres pénalités fiscales. Cette rigoureuse réglementation trouve, en effet, sa contre-partie dans les exonérations d'impôts accordées aux banques populaires par le législateur.

Section IV. — La loi du 13 août 1936.

§ 1. *Origine.*

Cette loi, complétée par le décret d'application du 21 décembre 1936, a pour but l'assainissement définitif des banques populaires que l'heureuse action de la Chambre syndicale avait déjà partiellement réalisé, et la constitution d'un fonds collectif de garantie, successeur du fonds commun de la loi de 1929, géré par le conseil central de crédit de la Chambre syndicale.

§ 2. *Analyse.*

A cet effet, la loi institue en premier lieu, un nouveau mode de remboursement des avances anciennes consenties aux banques populaires en vertu des lois du 13 mars 1917, du 24 juillet 1929 et du 17 mars 1934. Ces avances, sous certaines réserves, seront prises en charge par la Chambre syndicale qui en deviendra seule comptable vis-à-vis du

Trésor public et qui affectera à leur amortissement, d'une part, une somme annuelle de Fr. 2.000.000 déjà prélevée à cet effet sur les redevances de la Banque de France ; d'autre part, une contribution égale à 10 % des bénéfices nets réalisés par chaque banque populaire. Le Trésor public récupérera chaque année une somme supérieure à celle qu'il encaisse aujourd'hui. Il va de soi, d'ailleurs, que les modalités antérieures de remboursement des avances resteraient applicables aux établissements qui, pour quelque cause que ce soit, perdraient dans l'avenir leur titre de banque populaire.

La loi prévoit, en second lieu, l'octroi à la Chambre syndicale d'une avance nouvelle de Fr. : 200.000.000 qui lui permettra de rembourser intégralement l'emprunt de Fr. : 100.000.000 contracté en 1936 auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de doter les banques déficientes de moyens qui assureront le rétablissement de l'équilibre des bilans, enfin d'alimenter un fonds collectif de garantie qui sera constitué à la Caisse centrale des banques populaires et qui aura pour but, concurremment avec les réserves de chaque banque, de faire face à d'éventuels et toujours possibles accidents de gestion. Les banques contribueront elles-mêmes à l'alimentation de ce fonds, au moyen d'un versement égal à 5 % de leurs bénéfices annuels.

Cette avance sera progressivement remboursée chaque année au moyen de la partie des redevances de la Banque de France affectée par la loi au crédit populaire et au moyen d'un second prélèvement de 10 % exercé sur les profits nets des banques populaires qui auront bénéficié des dispositions de la loi.

Ces banques seront d'ailleurs associées, sur leurs ressources personnelles, à l'œuvre d'assainissement. Elles devront, à concurrence de 50 % au maximum, réduire leur capital social et la Chambre syndicale souscrira, au nom de la Caisse centrale des banques populaires, des actions nouvelles qui rétabliront le capital à son niveau antérieur. Aucun crédit ne sera mis directement à la disposition des banques réorganisées : la Chambre syndicale versera les fonds à la Caisse centrale, et ceux-ci ne pourront être débloqués que

d'accord avec le conseil central de crédit et avec le commissaire du gouvernement.

Les autres articles de la loi présentent, eux aussi, une certaine importance. Ils tendent, notamment, à unifier l'action des organismes centraux du Crédit populaire, Chambre syndicale et Caisse centrale, en prévoyant que le président de la Chambre syndicale, dont la nomination doit être agréée par le ministre des Finances, sera de droit président du conseil d'administration de la Caisse centrale. De même, le commissaire du gouvernement représentera les intérêts de l'Etat, tant auprès de la Chambre syndicale que de la Caisse centrale des banques populaires et pourra dorénavant user du concours des trésoriers-payeurs généraux au siège de chaque banque populaire de province pour l'exercice de son contrôle. Cette loi appelle enfin les directeurs des succursales de la Banque de France à siéger avec voix consultative au conseil d'administration des banques populaires de leur circonscription.

La loi du 13 août 1936 clôt les initiatives du législateur en la matière.

Il ne s'agira plus désormais de réorganiser ou d'assainir, mais de développer le crédit populaire en permettant à son activité de s'exercer suivant de nouvelles formes.

Section V. — Loi du 19 août 1936. Aide temporaire aux entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

En application de la loi du 19 août 1936, les banques populaires ont distribué, pour un montant de 1.084.000.000 de francs, des avances temporaires aux entreprises industrielles, commerciales et agricoles, dont l'application des nouvelles lois sociales venait resserrer la trésorerie.

Elles ont procédé, par la suite, à la récupération des avances atteignant jusqu'à 50.000 francs, et ont apporté au service des prestations en nature un concours très appréciable en vue du recouvrement des prêts supérieurs à 50.000 francs et inférieurs ou égaux à 200.000 francs. A la date du

31 décembre 1938 la plus grande partie des prêts a été complètement remboursée : le total des avances dont le recouvrement a été confié aux banques populaires s'élevait à 244.000.000 de francs répartis entre 11.229 dossiers d'emprunteurs. Sur cette somme, les banques populaires ont encaissé et reversé au Trésor près de 220.000.000 de francs ; des accords à plus longs termes ont été réalisés pour le solde.

Section VI. — L'organisation du crédit à moyen terme.

La distribution du crédit à moyen terme écartée par le législateur de 1917 a été réalisée par la loi de finances du 31 décembre 1937 autorisant le ministre des Finances à passer une convention avec le Crédit national hôtelier, lui-même banque populaire, devenue la Caisse centrale de crédit hôtelier commercial et industriel qui fonctionnera comme institution de crédit à moyen terme du crédit populaire.

Cet accord comble une lacune qui portait préjudice à un grand nombre de petites et moyennes entreprises, qui ont besoin de crédits à bon marché échelonnés sur un certain temps pour des achats de matériel, des améliorations de locaux commerciaux ou industriels, la création d'entreprises nouvelles, etc...

Les banques populaires sont, dans ce domaine, les correspondantes exclusives de la Caisse centrale de crédit hôtelier commercial et industriel ; elles donnent leur avis sur les demandes, qui, examinées à la Chambre syndicale, sont accordées ou refusées par le Comité spécial d'attributions de la Caisse centrale de crédit hôtelier commercial et industriel. Les prêts à moyen terme accordés dans ces conditions sont d'un montant maximum de 150.000 francs amortissables en dix ans ; le taux d'intérêt est de 6,80 %, mais peut être réduit grâce à des bonifications accordées par arrêté du ministre des Finances. Plus de 20 millions de crédits à moyen terme ont été ainsi octroyés depuis la mise

en vigueur de cet accord à 250 entreprises dont l'enquête avait démontré la rentabilité. Des demandes sont en cours d'examen pour un même montant.

Section VII. — Le crédit artisanal.

Créé par la loi du 27 décembre 1923 précédemment analysée, la distribution du crédit artisanal a été heureusement améliorée par les décrets du 17 juin 1938, 27 juillet 1939 et 21 mars 1941, qui confient à un nouvel organisme, la Caisse centrale de crédit coopératif, la distribution du crédit aux sociétés artisanales tandis qu'à l'égard des artisans isolés cette fonction appartient aux banques populaires.

Un double rôle est, à cet égard, dévolu aux banques populaires et à leur Chambre syndicale; d'une part les banques populaires, par l'intermédiaire de la Chambre syndicale, entrent en liaison avec la Caisse centrale de crédit coopératif, d'autre part, elles distribuent directement les crédits aux artisans isolés.

*
* * *

La Chambre syndicale et la Caisse centrale de crédit coopératif ont passé entre elles une convention basée sur les modalités suivantes :

— Les banques populaires et leur caisse centrale représentée par la Chambre syndicale deviennent les intermédiaires exclusifs de la Caisse centrale de crédit coopératif pour toutes les opérations de prêts que celle-ci consentira aux sociétés coopératives artisanales et aux groupements coopératifs d'artisans.

— Pour le financement des prêts, la Caisse centrale de crédit coopératif versera les fonds correspondants à la Caisse centrale des banques populaires qui en créditera immédiatement la banque populaire chargée de la réalisation effective du prêt.

— Les banques populaires veilleront à ce que les garan-

ties proposées soient régulièrement prises et suivront l'exécution des autres conditions éventuellement fixées.

— Les effets d'amortissement souscrits par les sociétés coopératives ou les groupements coopératifs d'artisans, lors de la délivrance des fonds, sont transmis à la Caisse centrale de crédit coopératif.

— La durée des avances sera, dans chaque cas, fixée par le conseil d'administration de la Caisse centrale de crédit coopératif : elle sera au maximum de cinq ans pour les avances à moyen terme et de quinze ans pour les avances à long terme¹.

— Les banques seront chargées du recouvrement des effets d'amortissement souscrits par les sociétés emprunteuses.

*
* * *

Le décret d'application du 21 mars 1941, relatif à la distribution du crédit artisanal individuel, prévoit la suppression des unions agréées de coopératives qui n'avaient d'ailleurs jamais fait preuve d'une grande activité, et confie aux chambres de métiers le soin de transmettre les dossiers des artisans aux banques populaires sans autre intermédiaire.

Le financement des avances est assuré par la Chambre syndicale des banques populaires, qui est appelée à gérer le tiers du fonds de dotation artisanale institué par la loi du 27 décembre 1923. En outre, un comité spécial du crédit artisanal, dans lequel les organisations artisanales seront représentées, siège auprès de la Chambre syndicale des banques populaires et donne son avis sur les demandes d'avances supplémentaires qu'elle est amenée à présenter.

Ce comité peut également, tenant compte de l'utilité économique de la demande de l'artisan et de ses qualités techniques et professionnelles, accorder des prêts que les banques populaires ont rejetés. Il détermine, dans ce cas,

1. La C. C. C. C. accorde également des avances à court terme, dites de démarrage. On remarquera que le montant de ces avances, quelle que soit leur durée, n'est pas limité par le décret.

le montant de la caution du fonds collectif de garantie qu'il décide de délivrer.

Les artisans isolés peuvent bénéficier de prêts à court terme de 15.000 francs au plus pour une durée de dix-huit mois et de prêts à moyen terme de 40.000 francs maximum pour une durée de sept ans. L'intérêt de ces prêts varie entre 3 et 5 %.

Au moment où la rénovation de l'artisanat est devenu un facteur indispensable de la prospérité nationale, il est permis d'espérer de ces réformes, les plus heureux résultats.

CHAPITRE IV

ROLE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

Les deux fonctions de contrôle et d'extension confiées à la Chambre syndicale par le législateur ont été exercées à l'intérieur de l'institution même, par un travail préalable de réorganisation et d'assainissement, et à l'extérieur, par un ensemble de mesures destinées à défendre le crédit populaire et à favoriser son développement. On étudiera enfin, dans une troisième section, les résultats d'ensemble obtenus pendant dix années (1929-1940) d'incessante activité.

Section I. — Réorganisation et assainissement des banques populaires.

A cet égard, l'intervention de la Chambre syndicale s'est manifestée dans l'organisation administrative et financière des banques populaires.

§ 1. Refonte de l'administration des banques populaires.

Il eût été vain de vouloir mener à bien une tâche d'une telle envergure si la plus grande partie du personnel de direction n'était remplacée. A cet égard, la loi du 24 juillet 1929 manquait de précision, mais dès le vote de la loi du 17 mars 1934 qui augmentait ses pouvoirs, principalement sur le personnel, la Chambre syndicale procéda à une vaste

épuration. Sur quatre-vingt treize¹ directeurs de banques populaires, soixante-dix furent révoqués, sans préjudice des poursuites et des condamnations en justice pour ceux qui s'étaient rendus coupables de malversations; vingt-cinq conseils d'administration furent entièrement remaniés en faisant appel au concours de personnalités nouvelles.

En même temps le nombre des banques populaires fut ramené de 102 à 58, chiffre actuel. Dans ce total ne sont compris : ni la Caisse centrale des banques populaires, ni les banques populaires d'Alsace-Lorraine qui méritent une mention spéciale.

*
* * *

L'intervention de la Chambre syndicale a permis à la Caisse centrale de jouer à l'égard des banques populaires un double rôle : la Caisse centrale est d'abord la chambre de compensation des banques populaires de France; c'est là une fonction qu'elle assumait depuis sa création en 1921; en outre, elle est chargée, sous l'autorité de la direction générale du crédit populaire de France, représentée par la Chambre syndicale, de toutes les opérations financières qui intéressent les banques populaires.

Admise depuis le 1^{er} mars 1941 à la Chambre de compensation des banquiers de Paris, elle s'y est immédiatement classée quatorzième sur quarante-quatre par le volume de ses échanges. De plus, elle centralise les souscriptions aux placements de valeurs d'Etat ou assimilées, reçoit obligatoirement les excédents de trésorerie des banques populaires, remplit enfin le rôle d'agent comptable mandataire de la Chambre syndicale pour toutes les opérations qui comportent un mouvement de fonds.

La Caisse centrale des banques populaires constitue l'organe régulateur dont la collaboration financière permet le développement harmonieux de toute l'institution.

1. Le nombre total des banques populaires en 1929 était de 102 au total, soit 93 banques françaises et 9 banques d'Alsace-Lorraine de droit français qui firent l'objet d'une réforme particulière.

*
* *

Les banques populaires d'Alsace-Lorraine sont d'anciennes « Gewerbebanken » allemandes qui optèrent pour la législation française en 1922. Elles ne manquèrent pas de causer les pires déboires.

Leur situation à la fin de la précédente guerre était singulièrement mauvaise. Elles étaient d'abord mal dirigées par un personnel d'une inaptitude notoire : le directeur de la Banque populaire générale de Strasbourg était épicier, celui d'Altkirch garde champêtre, celui de Colmar coiffeur etc... Aussi la plus grande partie des disponibilités de ces banques était « gelée » en commandites dont le dénouement s'avéra généralement désastreux. Elles eurent également à subir de lourdes pertes en raison de la dépréciation du mark allemand consécutive à l'issue de la grande guerre. Enfin de nouvelles banques françaises s'installèrent, et leur firent une dure concurrence.

Aussi ces banques auraient dû être liquidées en 1920; pour des raisons politiques on n'en fit rien et on rendit même facultative (art. 1^{er} du décret du 28 juin 1922) leur adhésion à la législation française, ce qui favorisait l'autonomisme latent des banques qui ne l'adoptaient pas. Neuf banques populaires sur quatorze devinrent néanmoins banques populaires de droit français.

Dès sa création, la Chambre syndicale procéda à certaines réformes. La Banque populaire d'Altkirch absorba en 1932 celles de Masevaux, Thann et Dannemarie. La Banque populaire de Mulhouse absorba celle de Saint-Louis en 1933.

Mais des inspections détaillées révélèrent que le montant des pertes était beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait soupçonné. Aussi la loi du 17 mars 1934 accorda à la Chambre syndicale un crédit de 50 millions pour constituer un fonds collectif de soutien qui lui permit de continuer, avec des moyens renforcés, sa politique d'assainissement.

En 1934 la Banque populaire de Münster fut absorbée par celle de Colmar et, en 1935, celle de Cernay par Alt-

kirch. Après le vote de la loi du 13 août 1936, une réforme d'ensemble clôtura l'assainissement du Crédit populaire d'Alsace-Lorraine.

La réunion de toutes les banques populaires d'Alsace forma la Banque populaire d'Alsace avec Strasbourg pour siège. Seules restaient autonomes les banques populaires de Guebwiller et de Bischwiller.

En 1938, la Banque populaire de Metz s'unit à celle de Nancy pour former la Banque commerciale et industrielle de l'Est de la France.

Ces profondes réformes provoquèrent des révocations d'administrateurs et de directeurs correspondantes, ce qui n'alla pas sans créer de nombreux incidents, vu le caractère particulariste des intéressés aggravé en outre par un esprit de routine acquis sous une législation qui s'inspirait de mobiles tout à fait différents de ceux de la législation française.

Malgré ce climat hostile, la gestion de ces banques accusait, dès 1938, une encourageante amélioration dont on pourrait commencer à recueillir les premiers résultats, n'était l'issue fatale de la guerre 1939-40.

*
* *

La Chambre syndicale a également institué un statut du personnel de direction, ainsi qu'un régime de prévoyance. Aucun directeur ne peut être nommé sans un stage préalable qui permet de s'assurer de ses qualités morales et de ses capacités techniques. Un directeur de banque populaire remplit, en effet, des fonctions autrement importantes et délicates que celles du directeur de l'agence d'un établissement de crédit, simple porte-parole des instructions de son siège. Il doit, en plus d'une culture générale et technique étendues, connaître à fond la région où il travaille, s'il veut octroyer à bon escient des crédits personnels, forme de crédit d'un maniement des plus délicats, mais qui constitue une des raisons d'être du crédit populaire.

D'autres dispositions ont tendu à unifier les méthodes de travail et de gestion des banques populaires.

Dans ce but, la Chambre syndicale a étudié les différents systèmes d'organisation bancaire préconisés tant en France qu'à l'étranger par les centres de technique bancaire, et a confié à ses inspecteurs de nombreuses missions spéciales, ayant pour but la normalisation des services. L'usage des bilans-types, le contrôle collectif des recouvreurs, l'unification des conditions d'encaissement, la centralisation de renseignements commerciaux sont autant de réformes destinées à accroître le rendement des banques populaires.

Dans un autre domaine, la Chambre syndicale s'est employée, tout en respectant l'autonomie de chaque banque, à renforcer la cohésion de l'ensemble en préconisant l'usage d'une dénomination commune : Caisse d'escompte et de crédit de la région de... Formulée par de nombreuses banques, cette initiative a été rendue nécessaire pour éviter que se produisent dans l'opinion publique des confusions sans fondement, mais à tous égards regrettables.

Les banques qui le préfèrent peuvent, d'ailleurs, conserver leur ancienne dénomination.

§ 2. Réforme de l'organisation financière.

Reconstituer les moyens d'action des banques populaires, surveiller attentivement les emplois, telle fut, à cet égard, la double tâche à laquelle s'attacha la Chambre syndicale.

La situation financière de chaque banque populaire fit d'abord l'objet d'un examen minutieux, ce qui permit de les classer en quatre catégories :

Première catégorie.

Banque dont la situation peut être considérée comme équilibrée, et dont l'exploitation est bénéficiaire.

32 banques.

Deuxième catégorie.

Banque en voie de redressement, et dont l'exploitation suffisamment bénéficiaire permet d'envisager l'assainissement progressif.

27 banques.

Troisième catégorie.

Banque dont le redressement ne peut s'effectuer que très lentement en raison d'une exploitation insuffisamment bénéficiaire.

18 banques.

Quatrième catégorie.

Banque dont la situation appelle des remèdes immédiats, et dont l'excédent de passif a tendance à s'accroître en raison du déficit permanent de leur exploitation.

16 banques.

Le résultat de cet examen montrait qu'un problème aussi complexe devait comporter d'abord autant de solutions individuelles qu'il y avait de cas particuliers à résoudre, et en second lieu une solution collective basée sur la sécurité et la défense de l'institution tout entière.

La situation des banques de la première catégorie, à tous égards satisfaisante, n'appelle aucune remarque particulière.

Les banques de la deuxième et de la troisième catégories, dont le déficit d'exploitation est passager, sont réorganisées par une politique combinée d'avances à long terme ou de crédits garantis et à courte échéance.

Les banques de la quatrième catégorie, dont la situation était irrémédiablement compromise, furent appelées à disparaître, soit par voie de fusion avec des organismes plus sains, soit par liquidation pure et simple.

A l'expérience, il fut révélé que 11 banques de la troisième catégorie étaient dans une situation dont la précarité justifiait le déclassement dans la quatrième catégorie.

Le résultat de ces opérations fut :

— La réorganisation de 41 banques ;

— La liquidation de 22 banques ;

— La fusion de 12 banques ;

ce qui ramenait le nombre des banques populaires de 93 à 58, chiffre actuel. On a examiné, par ailleurs, ce qu'il était advenu des banques populaires d'Alsace-Lorraine.

*
* *

Mener à bien une telle entreprise exigeait d'importants capitaux frais, tant pour « colmater » les banques en difficultés par des avances de trésorerie que pour leur faire des avances à long terme, participer aux augmentations de capital des banques réorganisées, etc... L'avance de 45 millions faite à la Chambre syndicale par la loi du 24 juillet 1929 et celle de 50 millions relative au fonds collectif de soutien des banques populaires d'Alsace-Lorraine, furent si rapidement utilisées que la Chambre syndicale fit deux emprunts respectivement de 60 et de 100 millions à la Caisse des dépôts et consignations en 1935 et 1936, qu'une avance de 200 millions accordée par la loi du 13 août 1936 servit en partie à rembourser.

*
* *

Une fois les banques populaires dotées de moyens d'action suffisants, il devenait indispensable de surveiller strictement leurs emplois, de manière à éviter de retomber dans les erreurs passées. Ce fut l'œuvre du corps de l'inspection qui procéda à environ 1.500 contrôles et du Conseil central de crédit dont l'examen porta sur plus de 30.000 dossiers.

L'inspecteur, non seulement examine les dossiers d'es-compte ou d'ouvertures de crédits à la banque, mais il se rend sur place estimer si l'évaluation de l'actif du bilan des clients est faite correctement, si les garanties sont sagement appréciées, etc. A plusieurs reprises, l'inspecteur a pris lui-même la direction de la banque en raison de la carence que les dirigeants manifestaient en face de la gra-

vité de la situation ; si cette éventualité est devenue très rare par suite des changements de personnel, l'inspecteur peut néanmoins être appelé à rester en fonctions fort longtemps auprès de la banque pour mieux surveiller son évolution. Le fait s'est notamment produit pour les banques d'Alsace-Lorraine qui ne furent définitivement réorganisées qu'en 1938.

Indépendamment des vérifications de l'inspection, la surveillance des banques populaires incombe au Conseil central de crédit, émanation du Conseil syndical. Cet organisme autorise l'octroi des crédits supérieurs, pour chaque banque, à une limite déterminée, et de tous ceux qui sont consentis aux administrateurs quelle que soit leur importance. La sévérité de cet examen amène le Conseil central de crédit à rejeter une proportion qui varie du quart au cinquième des crédits demandés, et lui permet de coordonner la répartition des capitaux et la division des risques au mieux des intérêts de l'institution tout entière.

On pourrait concevoir qu'en régime d'économie dirigée le rôle du Conseil central de crédit soit notablement élargi : ne se contentant plus d'être l'organe passif qui se borne à autoriser ou à refuser des crédits, il pourrait orienter les investissements, tant sur le plan régional, que dans les différentes branches d'activité suivant des directives conformes aux intérêts économiques de la nation.

Section II. — Développement des banques populaires.

En plus de son rôle purement technique que nous venons d'examiner, la Chambre syndicale s'est attachée à défendre l'institution dont elle avait la charge, et à promouvoir son développement dans le cadre tracé par le législateur.

§ 1. Domaine législatif.

A cet égard, la Chambre syndicale a eu pour but de provoquer d'heureuses réformes et d'empêcher des mesures néfastes au développement des organismes qu'elle a pour mission de protéger.

Par l'intermédiaire du commissaire du gouvernement, elle a pris l'initiative de demander le vote de lois destinées à lui permettre de poursuivre plus efficacement son action. C'est ainsi que les lois du 17 mars 1934 et du 13 août 1936 furent votées sur la demande de la Chambre syndicale. Ce fut elle aussi qui obtint le vote de la loi du 31 décembre 1937 concernant l'organisation du crédit à moyen terme. Elle a pris part également à la réforme de l'artisanat qui vient d'être récemment achevée.

Par ailleurs, l'attitude de bienveillante compréhension dont les inspecteurs des finances et les fonctionnaires du département du Trésor font preuve à l'égard de la Chambre syndicale n'ont pas manqué d'influer favorablement sur la suite donnée à ses projets. Il en est de même des fonctionnaires du ministère de la Production industrielle et du Travail auprès desquels la Chambre syndicale rencontre le meilleur accueil lors de l'octroi des crédits sociaux.

§ 2. *Les relations interbancaires.*

Représentant l'institution tout entière, la Chambre syndicale a été amenée à entrer en relations suivies avec la Banque de France et, en particulier, avec la direction générale de l'escompte dont les conseils et l'appui se sont révélés précieux. La loi du 13 août 1936 est venue resserrer ces liens en appelant les directeurs des succursales de la Banque de France à siéger avec voix consultative au conseil d'administration des banques de leur circonscription. Cette efficace collaboration a été vivement appréciée par de nombreuses banques populaires.

*
* *

Pendant fort longtemps, les relations de la Chambre syndicale et des banques populaires avec les établissements de crédit furent réduites au minimum. Avant l'existence de la Chambre syndicale et pendant la période de prospérité (1919-1929), les établissements de crédit voyaient sans déplaisir les banques populaires absorber le résidu de leur clientèle. Depuis la crise, les affaires les plus intéressantes

ont disparu, et les grandes banques ont alors considéré que l'activité de la Chambre syndicale leur portait ombrage dans la conquête des classes moyennes de producteurs qu'elles avaient l'intention d'effectuer.

Depuis déjà longtemps, néanmoins, la Chambre syndicale collabore avec les grandes banques au sein du Comité permanent d'organisation bancaire. Ce comité a pour but de simplifier les travaux matériels effectués par les banques. Il est divisé en sections : caisse et mouvement de fonds, recouvrements, portefeuille, titres, etc., qui étudient les moyens d'uniformiser les imprimés, les dispositifs comptables, les fiches de renseignements, les effets d'acceptation, les droits de garde des titres, etc. Des résultats tangibles ont déjà été obtenus, notamment dans la normalisation du format des imprimés : lettre de change et chèques. Une des sections de ce comité s'occupe spécialement de l'étude des statistiques bancaires et de l'établissement des prix de revient.

Grâce à des conférences périodiques tenues sous les auspices de la Chambre syndicale, les directeurs généraux des banques populaires peuvent appliquer à leurs établissements les solutions élaborées par le Comité permanent d'organisation bancaire, et confronter leurs initiatives.

En outre, l'admission récente de la Caisse centrale des banques populaires à la Chambre de compensation des banquiers de Paris, admission qu'elle demandait depuis plus de quinze ans, permet de supposer que les relations des établissements de crédit avec les banques populaires commencent à évoluer favorablement.

Il est souhaitable enfin que la Chambre syndicale puisse représenter efficacement les intérêts du Crédit populaire au Comité provisoire d'organisation professionnelle des banques, institué en vertu de la loi du 16 août 1940. Comme la composition de ce comité ne permet pas présentement au Crédit populaire d'exprimer son avis sur des problèmes qui, pourtant, l'intéressent au premier chef, les assemblées générales du crédit populaire ont adressé récemment au chef de l'Etat le vœu que :

« Le Crédit populaire ne soit pas tenu à l'écart des pro-

jets ayant pour objet le redressement économique et financier du pays, projets à la réalisation desquels il souhaite pouvoir apporter son concours le plus entier. »

*
* *

Les banques populaires et leur Chambre syndicale entretiennent, avec les banques d'affaires, de cordiales relations. Sans aller comme la Dresdner Bank en Allemagne, jusqu'à s'inféoder des banques populaires, la Banque de Paris et des Pays-Bas s'est efforcée de se concilier les plus importantes d'entre elles. Elle leur a consenti des découverts de quelques jours, des encours de réescompte; elle leur a confié le recouvrement des effets. Lorsqu'elles n'étaient pas encore admises à cautionner les concessionnaires de marchés auprès des administrations publiques, la Banque de Paris et des Pays-Bas se substituait à elles. Les aidant, elle a pu nourrir son portefeuille, et faire travailler sa trésorerie.

*
* *

Il existe, depuis de longues années, certaines affinités entre les banques populaires et les banques régionales et locales, sans doute parce que les unes et les autres partagent sur bien des points les mêmes préoccupations et les mêmes conceptions. Ces deux sortes d'établissements basés sur le principe de la décentralisation du crédit constituent : l'un un « secteur libre » et l'autre un « secteur contrôlé » qui se complètent et s'adaptent parfaitement aux besoins régionaux. Moins que tout autre, le Crédit populaire ne saurait ignorer la contribution efficace que les banques régionales et locales continuent d'apporter au développement de notre économie.

§ 3. *L'opinion publique.*

Pendant les premières années de son activité et même jusqu'en 1938, la Chambre syndicale a dû défendre les banques populaires contre des attaques nombreuses,

injustes et répétées, émanant de concurrents mécontents, d'administrateurs ou de directeurs révoqués, de journalistes suspects, etc.

Ces attaques colportées par des articles de presse, des conversations insidieuses, ont donné lieu plusieurs fois à des actions en justice. La politique s'en mêlant, alors que la Chambre syndicale rattachée d'ailleurs à un ministère technique, s'en est toujours soigneusement écartée, on voyait les démarcheurs des grands établissements de crédit insinuer, profitant de la similitude de leurs adresses, que le journal l'*Humanité* et la Chambre syndicale des banques populaires avaient, rue Montmartre, le même siège social. D'autres effrayèrent la clientèle, rurale notamment, facile à circonvenir, en lui disant : « C'est les banques à Blum ! » (*sic*). L'inanité de ces propos n'avait d'égale que leur malfaisance, car les foules sont toujours prêtes à s'émouvoir. Aussi l'assemblée générale du Crédit populaire réunie le 25 juin 1935 :

« Considérant qu'une campagne systématique de dénigrement est menée par des banques concurrentes utilisant, dans la presse, des documents d'ordre administratif et particulièrement un rapport de la Cour des comptes, rédigé par cette dernière en 1928 ;

« Considérant que ce rapport, et ceux rédigés par le même organisme pour les exercices suivants, ne se trouvent pas dans le commerce, mais peuvent être consultés à Paris à la Bibliothèque nationale, ainsi qu'aux bibliothèques de l'Arsenal et Sainte-Geneviève, ainsi qu'il résulte de communications officielles du ministère des Finances ;

« Considérant, en outre, que divers journaux ont récemment assimilé les banques populaires à la Banque des coopératives, actuellement en liquidation judiciaire ;

« Considérant que les établissements de crédit laissent leurs démarcheurs publier divers renseignements tendancieux, affirmant notamment que la Chambre syndicale des banques populaires a son siège rue Montmartre, dans les locaux d'un journal communiste ; que le conseil d'administration de la Caisse centrale et de la Chambre syndicale sont affiliés à un parti politique, etc. ;

« Considérant, en outre, que le silence observé par les administrations de l'Etat, par la Chambre syndicale et par la Caisse centrale des banques populaires est nuisible au développement de l'institution du crédit populaire et que ce silence est interprété par les concurrents malveillants comme un aveu ;

« Considérant qu'une publicité contrôlée et bien rédigée pourrait, sans soulever aucune polémique, rendre les plus grands services à l'institution ;

« Considérant, enfin, que les banques populaires, au lieu de disperser leurs efforts de publicité dans des journaux locaux, pourraient participer à un fonds commun que la Chambre syndicale utiliserait au mieux pour l'information de tous les grands journaux français ;

« Emettent le vœu qu'une publicité rédactionnelle soit effectuée par la Chambre syndicale au nom de toutes les banques populaires, précisant ce que sont les banques populaires, comment elles fonctionnent, qu'elles sont politiquement indépendantes, et que leur gestion peut donner confiance aux déposants. »

Aussi, dès cette époque, la Chambre syndicale, en vue de donner la réplique, de faire mieux connaître le crédit populaire et de mettre en évidence les avantages incontestables qu'il présente, organisa à Paris et en province de nombreuses conférences. La Confédération générale des classes moyennes du commerce et l'industrie a, de son côté, diffusé par la voie de la presse, toute une série de publications et d'exposés. En 1938 une vingtaine de radio-diffusions ont permis de souligner les résultats obtenus par le Crédit populaire.

Toucher directement l'opinion publique est devenu actuellement une nécessité d'autant plus impérieuse que le régime représentatif a disparu. La Chambre syndicale continue à s'y employer activement par tous les moyens qui sont en son pouvoir.

Section III. — Les résultats obtenus.

On peut les résumer ainsi : sécurité et rendement. La sécurité repose, tant sur les textes législatifs que sur le contrôle exercé sur les banques populaires dont la Chambre syndicale a en outre assuré, par son impulsion, le développement.

§ 1. *Les réglementations légales.*

De nombreux textes législatifs limitent l'activité des banques populaires ainsi que la rémunération de leurs capitaux, et organisent leur contrôle par les pouvoirs publics.

1° Il leur est interdit d'effectuer aucune opération de bourse à terme tant pour leur compte que pour celui de tiers, de participer à un syndicat d'émission, de faire des opérations sur titres avec une clientèle autre que celle de leurs déposants.

Leur capital représenté par des parts nominatives et non par des actions ne doit pas recevoir un intérêt supérieur à 6 %. Chaque banque populaire doit prélever le vingtième de ses bénéfices nets en faveur du fonds collectif de garantie géré par la Chambre syndicale. Le solde des bénéfices doit être réparti entre les clients sous forme de ristourne suivant les principes coopératifs.

2° Le ministre des Finances est représenté en permanence auprès de la Chambre syndicale par un commissaire du gouvernement assisté d'un commissaire-adjoint. Tous les documents concernant l'activité des banques populaires sont communiqués à ce haut fonctionnaire qui peut prescrire de faire procéder à toutes les vérifications par lui jugées utiles. Il assiste à toutes les réunions des assemblées des banques populaires de la région parisienne, ainsi que des organismes centraux et peut se faire représenter par les trésoriers payeurs généraux auprès des banques populaires de province.

Son approbation rend exécutoires toutes les décisions du

Conseil central de crédit qui concernent les crédits consentis aux administrateurs et la disposition du fonds collectif de garantie.

Les inspecteurs de la Chambre syndicale, recrutés par voie de concours, ne peuvent être révoqués sans son assentiment.

Les frais résultant de ce contrôle ne sont pas supportés par l'Etat, mais par la Chambre syndicale, qui paie les traitements des fonctionnaires affectés à la surveillance du Crédit populaire.

3° Depuis la loi du 24 juillet 1929, l'inspection générale des finances exerce sur le Crédit populaire un contrôle périodique dont l'action permet de maintenir les banques populaires dans le cadre tracé par le législateur.

§ 2. *Action des organismes centraux.*

Grâce à leur intervention financière, la liquidité de l'ensemble des banques populaires peut être évaluée à 95 %.

Cette politique a permis de répondre, sans recourir à la mobilisation des découverts en cours, aux retraits considérables qui furent effectués en septembre 1938, lors de la première menace de conflit armé.

Ces retraits atteignèrent quatre cent millions, mais la reconstitution rapide des comptes créditeurs, dès le mois suivant, montra que la confiance de la clientèle ne s'était pas démentie.

En outre la constitution d'un fonds collectif de garantie constitué à la Caisse centrale et dont seul le Conseil central de crédit peut dispenser, permet de parer aux aléas toujours possibles; cependant, alimenté seulement par un prélèvement de 5 % sur les bénéfices nets des banques populaires, il ne pourra intervenir utilement qu'au bout de plusieurs années.

§ 3. *Développement de l'activité des banques populaires.*

1° *Leurs moyens d'action.*

Ils proviennent principalement des comptes créditeurs de la clientèle qui s'élevaient, au 31 décembre 1938¹ à 1.341.252.000 francs contre 1.103.000 au 31 décembre 1937. Ces capitaux d'emprunt sont constitués à concurrence des trois quarts par les comptes de commerçants ou d'industriels qui bénéficient souvent de facilités d'es-compte. Dans des proportions sensiblement égales, les dépôts à vue et les bons de caisse ou dépôts à préavis totalisent environ 25 % de l'ensemble des capitaux empruntés. Ces avoirs appartiennent généralement à de petits épargnants et varient de 3.500 francs pour les dépôts à vue, à 8.000 francs pour les dépôts à préavis.

L'origine des capitaux d'emprunt est donc essentiellement commerciale; ainsi le veut l'accroissement de cette activité due, soit à la hausse des prix depuis 1936 et à l'augmentation du volume de la circulation fiduciaire, soit au développement particulier de certaines branches d'entreprises.

Le nombre des déposants et des clients créditeurs s'établit à 148.500 alors que la moyenne des soldes reste inférieure à 9.500 francs. En outre 125.000 comptes qui représentent 85 % des ressources à vue présentent des soldes inférieurs à 10.000 francs.

*
* * *

Les ressources propres comprenant le capital et les réserves de chaque banque populaire se sont élevées à la même date à 194 millions.

Le capital social souscrit par environ 50.000 sociétaires

1. Les chiffres cités seront ceux de l'exercice 1938 que, bien souvent, l'on comparera à ceux de l'exercice 1937. En raison du récent conflit, la comptabilité de certaines banques n'a pu être comprise dans l'exercice 1939, dont pour cette raison nous n'utilisons pas les données.

s'élève à 138 millions, tandis que les réserves atteignent 56 millions.

Par suite des regroupements effectués par les organismes centraux, le montant du capital social a été ramené de 159 millions en 1936 au chiffre actuel, ce qui a permis de corriger l'exagération commise par des souscriptions excessives au cours des années antérieures.

En outre, le reclassement des parts sociales a été amélioré par la progression du nombre des sociétaires, la souscription moyenne de chaque sociétaire étant restée stationnaire à 2.700 francs environ. Le capital social, très morcelé, est surtout souscrit par les producteurs indépendants qui désirent participer aux avantages du crédit coopératif dans leur région.

*
* *

Si l'on considère l'ensemble des comptes créditeurs et des ressources propres qui s'élève à 1.535.000.000, on constate que ces fonds représentent un montant quatre fois supérieur au chiffre des avances consenties par l'Etat. En outre, les possibilités de réescompte à la Banque de France et les capitaux dont dispose en permanence la Caisse centrale des banques populaires permettent d'estimer à plus de deux milliards l'ensemble des moyens d'action dont dispose le Crédit populaire.

2^o *Les investissements.*

Au développement des ressources des banques populaires a correspondu une augmentation importante de leur activité générale qui ressortira de l'analyse des éléments suivants.

Les immobilisations ont été ramenées de 89.237.000 francs à 83.952.000 au 31 décembre 1938. Cette diminution résulte essentiellement des amortissements directs qui ont été pratiqués sur les installations et le mobilier. Les immeubles que possèdent les banques populaires figurent dans cette somme pour 51.350.000 francs.

*
* *

L'activité commerciale est avant tout représentée par l'escompte et l'encaissement des effets de commerce des entreprises de petite et moyenne importance.

Les autorisations accordées à la clientèle pour l'escompte de papier exclusivement commercial atteignent 1.290.000 contre 1.085.000 au 31 décembre 1937.

Le nombre des bénéficiaires est en progression constante alors que la moyenne des autorisations s'établit à environ 65.000 francs par client. Les crédits autorisés ont été utilisés à concurrence de 70 % pour 79 % des bénéficiaires, de sorte que les risques en cours se sont élevés à 900.000.000 francs contre 760.000.000 pour l'exercice précédent, accusant une augmentation de 21 %.

Les progrès enregistrés dans le montant des effets escomptés permettent également de constater l'élargissement considérable des facilités d'escompte offertes par les banques populaires à leur clientèle : le total des effets escomptés passe de 6.408.000 à 7.371.000, soit une augmentation de 16 % tandis que, corrélativement, le montant des tirages commerciaux s'élève de 6.101.000 à 6.251.000.

La moyenne des effets remis à l'escompte est de 1.170 francs en 1938 contre 1.030 francs en 1937.

Il résulte du rapprochement de ces deux chiffres que le mouvement ascensionnel des prix n'intervient que pour une faible part dans cette progression.

L'escompte du papier de crédit est passé de 65.381.000 à 73.047.000 en 1938. Ces chiffres comprennent les formes variées de crédit de campagne qui sont mises à la disposition de la clientèle.

En consultant les tableaux annexés à la fin de l'ouvrage on constatera l'extrême division qui caractérise le concours apporté par les banques populaires aux entreprises industrielles et commerciales.

Les effets pris à l'encaissement par les banques populaires représentent un montant total de 5.915.000 contre 5.270.000 en 1937.

Cette progression de 13 % se retrouve d'ailleurs approximativement dans le nombre des effets qui s'établit à 4.314.000 contre 4.026.000.

En résumé, le montant total des effets entrés en portefeuille escompte et encaissement représente 13.326.000.000 francs pour 10.565.000 effets, ce qui donne une moyenne générale de 1.261 francs par effet.

*
* *

Les comptes débiteurs ont subi une compression de 14 % qui les a ramenés de 416.209.000 francs à 357.692.000; en même temps le nombre des bénéficiaires réduit de 23.300 à 20.600, fait ressortir à 17.000 francs la moyenne individuelle des crédits en compte courant.

Dans l'ensemble 97 % des clients bénéficient d'autorisations de crédit inférieures à 50.000 francs tandis que 15.600 d'entre eux sont débiteurs de sommes inférieures à 10.000 francs.

*
* *

Les engagements par caution accusent une augmentation de 81 % passant de 26.600.000 à 31.300.000. Le développement de ce mode d'intervention bancaire est dû en partie aux relations que les banques populaires entretiennent avec certains organismes du secteur public tels que la Caisse nationale des marchés de l'Etat.

3° *Diffusion des emprunts d'Etat.*

Les banques populaires n'apportent leur concours qu'à la diffusion des fonds d'Etat ou assimilés : leur clientèle de petits épargnants constitue la majeure partie des souscripteurs d'emprunts publics, conserve en portefeuille les titres souscrits et ne s'intéresse que modérément aux arbitrages et autres opérations de bourse.

Le montant total des titres placés en 1938 s'est élevé à 253 millions tandis que les opérations de bourse et les coupons encaissés atteignaient respectivement les chiffres de 766 et de 182 millions. En outre, 45 millions de billets de la Loterie nationale ont été placés parmi la clientèle.

L'ensemble de ces résultats apparaît modeste si on les compare notamment au volume des opérations commerciales; aussi ne représentent-ils que 7% environ de l'ensemble des profits bruts.

4^o *La distribution des crédits sociaux.*

A plusieurs reprises, les Pouvoirs Publics ont confié aux banques populaires la répartition de certains concours financiers, soit d'une manière exceptionnelle, soit d'une façon permanente. Ce sont les crédits sociaux qui ont été étudiés et dont on rappellera simplement les applications.

Loi du 24 octobre 1919 sur l'octroi de crédits aux démobilisés.

Loi du 27 décembre 1923 sur le développement de l'artisanat.

Loi du 19 août 1936 : aide temporaire aux entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

Loi du 31 décembre 1937 sur l'organisation du crédit à moyen terme.

Décrets du 29 juillet 1939 et du 21 mars 1941 sur la réforme de l'artisanat.

5^o *Aspects originaux de l'exploitation des banques populaires.*

Si le nombre et la répartition de ses guichets permettent au Crédit populaire d'apporter un concours efficace à l'activité des producteurs, le problème de son exploitation ne manque pas d'être d'une solution délicate, puisqu'il supporte, comparativement à la plupart des banques, des frais d'exploitation élevés alors qu'il pratique les conditions les moins onéreuses.

Les profits.

Une des caractéristiques les plus remarquables des banques populaires est constituée par la modération des taux d'intérêts et des commissions appliqués à la clientèle. Il en est de même lors de la distribution des crédits sociaux,

dont la rémunération fixée par les textes eux-mêmes est destinée à couvrir les dépenses engagées ou à constituer une prime proportionnelle aux risques courus.

Si les entrepreneurs ne peuvent fournir des sûretés réelles, leurs qualités morales et professionnelles peuvent être prises en considération et assorties de garanties personnelles dont les avals et les cautions forment le type le plus courant. Les clients peuvent aussi constituer leurs propres garanties par des économies qui leur permettront d'obtenir ensuite de plus larges facilités. Les risques supplémentaires impliqués par le crédit personnel, sont atténués par le soin que mettent les banques populaires à suivre attentivement leur clientèle.

Les intérêts perçus par les comptes créditeurs sont fixés par les organismes centraux du Crédit populaire à un taux aussi élevé que le permet la situation du marché monétaire.

L'application de l'ensemble de ces principes ne permet de réaliser que de modestes bénéfices. On constate, en effet, qu'au cours de l'année 1938, si les profits bruts se sont élevés à 12.000.000 ils ont été absorbés à concurrence de 92 % par les frais généraux et les frais divers (rémunération des comptes créditeurs, réescompte, etc.).

Le bénéfice net ne représente donc que 8 % des profits bruts, proportion qu'il ne semble pas possible d'abaisser davantage.

Les frais généraux.

Ils apparaissent relativement lourds tant en raison de la décentralisation de l'institution tout entière que de la multiplicité des opérations traitées, peu rémunératrices dans l'ensemble.

En outre, l'établissement des contrats collectifs a rendu nécessaire l'augmentation des salaires du personnel qui a été particulièrement sensible au cours de l'exercice 1938. De nouvelles économies résultant de la fusion ou de la liquidation de plusieurs banques n'ont pas permis de compenser cette aggravation de charges puisque, dans ce seul exercice, l'ensemble des frais généraux s'est accru de 12 %.

Les avantages consentis aux banques populaires par l'Etat.

Des observations précédentes, découle la nécessité pour l'Etat de faire au crédit populaire des avantages particuliers.

Ces avantages consistent d'abord dans les exonérations fiscales suivantes :

— Droit de timbre de dimension au lieu de droit de timbre proportionnel sur les certificats de parts sociales non négociables des banques populaires (art. 8 et 10 de la loi du 13 mars 1917).

— Impôt de la patente (loi du 13 mars 1917, art. 8).

— Impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales (loi du 7 août 1920, art. 4) et, *ipso facto*, taxe à la production, taxe spéciale sur le chiffre d'affaires, taxe sur les transactions et taxe d'apprentissage.

— Impôt cédulaire sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements pour les opérations passives effectuées par la banque¹.

Ces avantages ne constituent que la contre-partie des réductions de profits auxquelles sont assujetties les banques populaires, tant en raison des textes législatifs que des catégories sociales qui constituent leur clientèle.

Ces exonérations revêtent d'ailleurs une importance tout à fait minime si l'on veut bien considérer d'abord que le Crédit populaire, par ses initiatives, crée et développe la « matière imposable », puis, collabore au placement des valeurs de l'Etat ou garanties par lui.

Leur maintien, enfin, s'avère nécessaire si l'on considère que, depuis le 31 décembre 1936, le Crédit populaire ne reçoit plus aucune avance de l'Etat. A cette date, le montant de ce concours, trop souvent grossi, s'élevait à 446 millions².

1. Une décision du ministre des Finances du 2 avril 1925, a étendu cette dispense aux banques populaires par analogie avec les organismes du crédit agricole qui en bénéficient en vertu de la loi du 5 août 1920.

2. Cette somme comprend les 307 millions de crédits ouverts par les lois de 1917, 1929, 1934 et 1936 auxquels s'ajoutent la portions des redevances de la Banque de France que l'Etat a affecté au crédit populaire : les 5/6 de

Sur ce montant, 27 millions étaient remboursés au 31 décembre 1939, de sorte que la dette totale du Crédit populaire envers l'Etat s'élève actuellement à 419 millions. Ainsi la Chambre syndicale poursuit méthodiquement le remboursement des avances temporaires que l'Etat consentit aux banques populaires en vue de faciliter leurs premiers pas.

Si l'on compare, en outre, ces fonds avec ceux dont bénéficie le Crédit agricole auquel l'Etat accorde un concours qui s'élève à environ 3 milliards par an pour des buts similaires, on admettra aisément que le Crédit populaire n'a pas été particulièrement favorisé dans la répartition de ces avances et, qu'en toute hypothèse, il a utilisé les sommes dont il disposait au mieux des intérêts que le législateur lui avait confiés.

*
* *

Tels sont les résultats encourageants que la Chambre syndicale est parvenue à obtenir après quelques années de gestion. Le compte d'exploitation de chaque banque est bien équilibré, la liquidité est partout assurée, les banques populaires se développent harmonieusement. Néanmoins cette évolution déjà limitée par les dispositions légales que nous avons étudiées, est encore freinée par la pénurie de moyens d'action et, principalement, par le montant trop minime des réserves dont la constitution, en outre, ne manquera pas d'être forcément lente, tant en raison des augmentations continues de frais généraux que des conditions dont les banques populaires font bénéficier leur clientèle. Elles disposent ainsi comme moyen d'action presque exclusif des dépôts de cette clientèle, dépôts dont il est souvent difficile de prévoir la tenue dans les circonstances actuelles.

cette redevance sont attribués au crédit agricole. Les 2/12 restants échoient, après prélèvement de 2 millions en faveur du crédit hôtelier, au crédit populaire et au crédit artisanal; en 1938, ce 1/12 représentait 6 millions et demi et sert uniquement, depuis la loi du 13 août 1936, à l'amortissement des avances de l'Etat au crédit populaire.

On doit donc, dans ces conditions, s'efforcer d'éviter toutes les mesures susceptibles de compromettre le fonctionnement du Crédit populaire et lui faciliter, par contre, l'accomplissement d'une tâche souvent ardue.

QUATRIÈME PARTIE

L'avenir des Banques populaires

Depuis que les pouvoirs publics ont pris la direction de notre économie nationale, leur initiative en matière bancaire tendit d'abord à organiser cette profession dans le cadre corporatif, comme d'ailleurs toute profession suivant des modalités qu'une loi publiera bientôt. En outre, l'Etat a des raisons particulières de s'intéresser aux banques, que de récentes mesures ont singulièrement favorisées. Ainsi, en vue de réduire le montant de la circulation fiduciaire, la loi du 22 octobre 1940 rend obligatoire le paiement par chèques ou virements de toutes sommes supérieures à 3.000 francs. Une autre loi du 28 février 1941 concernant la forme au porteur des titres oblige le propriétaire qui veut conserver cette forme, à déposer ses titres dans une banque agréée; or, les banques qui le seront, percevront, à cette occasion des droits de garde ainsi que tous les frais accessoires qui en découlent : recouppement, renouvellement, etc., et bénéficieront d'une clientèle accrue lors de l'émission suivante¹. La pratique du chèque certifié instauré par la loi du 28 février 1941 provoquera à son tour l'accroissement des dépôts.

Il est juste, qu'en contre-partie des avantages considérables qui leur sont consentis, l'Etat se réserve un certain droit de contrôle sur les banques, auxquelles il délègue ainsi une parcelle de ses pouvoirs.

1. A cet égard, une autre solution serait actuellement envisagée : aucune Banque ne serait agréée, et à l'instar du système allemand des Kassensvereine, une Caisse centrale de dépôts et de virements de titres, organisme d'Etat fonctionnant à Paris, centraliserait *obligatoirement* toutes les actions achetées en Bourse que les propriétaires voudraient conserver sous la forme au porteur : les titres seraient classés par société et les porteurs payés par virements du montant de leur coupons, de sorte que la circulation des espèces s'effectuerait uniquement par un jeu d'écritures entraînant une simplification des travaux matériels et une compression de la circulation fiduciaire. En outre, lors de l'ouverture d'une succession, les dissimulations deviendraient impossibles. Malgré ces avantages indiscutables, on reste sceptique sur le succès d'un projet qui ne tient pas plus compte de la psychologie des épargnants que des intérêts les plus légitimes de l'ensemble des établissements bancaires.

Les banques populaires sont à cet égard singulièrement plus évoluées que les établissements privés, de sorte que leurs perspectives d'avenir n'en apparaissent que plus intéressantes.

A cet égard on peut avancer trois hypothèses :

Le statu quo : sous l'égide de la Chambre syndicale les banques populaires continuent de se développer dans leur cadre actuel, développement que certaines réformes de détail sont néanmoins susceptibles d'améliorer.

La disparition complète décidée soit par une loi obtenue par surprise, soit plutôt par des voies détournées et moins ostensibles.

La fusion des divers établissements publics et semi-publics de crédit en un seul organisme coiffé par le Crédit populaire.

CHAPITRE PREMIER

LE STATU QUO

Les lois de 1917, 1929, 1934, 1936 et 1937, malgré leurs inévitables défauts déjà signalés dans cette étude, sont issues de cet « empirisme organisateur » que Charles Maurras préfère avec raison aux constructions idéologiques *a priori*. Mais maintenant qu'une expérience de vingt-cinq ans permet « de faire le point » cette législation gagnerait à être codifiée sous une forme plus cohérente, plus précise et mieux adaptée aux besoins actuels du crédit populaire. Plusieurs réformes qui n'enlèveraient pas aux banques populaires leurs caractères actuels pourraient y être incorporées utilement.

Section I. — Assouplissement des sanctions à l'égard des banques populaires.

Une expérience de dix ans a montré les imperfections du système de sanctions que les lois mettent à la disposition de la Chambre syndicale.

La principale sanction consiste dans la radiation de la liste des banques affiliées à la Chambre syndicale entraînant, *ipso facto*, l'abandon du statut privilégié des banques populaires et notamment l'obligation de rembourser immédiatement les avances de l'Etat (loi du 24 juillet 1929, art. 2). Or, les banques qui auraient le plus tendance à « partir en dissidence » sont celles justement dont la prospérité permet de faire face aisément à ces exigences. La radiation s'avère donc, en ce cas, inefficace.

En toute hypothèse, c'est d'ailleurs une sanction trop

lourde pour être équitablement proportionnée à la gravité de l'infraction commise.

Une autre sanction consiste dans le retrait d'agrément de la Chambre syndicale à l'égard des présidents, vice-présidents, directeurs généraux et directeurs en fonctions (loi du 17 mars 1934, art. 2). C'est là une peine très sévère qui n'est généralement applicable qu'à la dernière extrémité. Pratiquement, en raison de leur rigidité, la Chambre syndicale ne peut se servir des pouvoirs que lui confère la loi qu'avec la plus grande discrétion; elle préfère agir à l'amiable, par voie de négociations et par persuasion. C'est pourquoi la souplesse de cette action devrait être accompagnée d'un système de sanctions mieux approprié au rôle joué par la Chambre syndicale.

En effet, l'autonomie dont jouissent les banques populaires est encore généralement excessive. Sans doute, une certaine décentralisation, dont la portée sera précisée par la suite, est-elle nécessaire pour permettre une heureuse distribution du crédit, mais elle ne doit pas empêcher le développement de l'ensemble du crédit populaire. Or, actuellement, une banque populaire peut s'élever contre les directives justifiées de la Chambre syndicale, sans que celle-ci puisse lui appliquer, en dehors de la radiation et du retrait d'agrément dont nous avons montré les inconvénients, les sanctions nécessaires. Cependant, la Chambre syndicale est responsable devant les Pouvoirs Publics de l'avenir de l'institution tout entière; en outre, les banques privées ont accentué le resserrement des liens qui les unissent en vue de s'organiser dans le cadre de la profession. Ainsi, il est devenu plus indispensable que jamais de fournir à la Chambre syndicale tous les moyens nécessaires, qui lui font encore défaut, pour imposer ses directives et une méthode unique de travail et de développement à l'ensemble des banques populaires.

Section II.

La mise en valeur de notre Empire colonial, si souvent prônée par une abondante littérature, implique l'extension aux colonies et protectorats du champ d'action de la Chambre syndicale.

Dans nos possessions d'outre-mer, la création et le fonctionnement des banques populaires sont encore laissés à l'initiative des individus et des groupements de producteurs qui gagneraient à bénéficier de l'expérience acquise par la Chambre syndicale dans ce domaine. Nos classes moyennes de producteurs coloniaux ont, en effet, à vaincre des difficultés plus grandes que dans la métropole pour obtenir des crédits à bon marché; l'isolement dû aux grandes distances, l'apathie naturelle de la main-d'œuvre, la présence indésirable d'usuriers, juifs pour la plupart, qui pressurent la population, etc.

Néanmoins de nombreuses banques populaires créées souvent depuis fort longtemps fonctionnent avec succès dans nos possessions d'outre-mer.

On se rappelle que l'année 1864 vit la fondation du Crédit mutuel d'Alger.

Dès la fin de la Grande Guerre, des banques populaires furent créées en octobre 1922 à Bône, en juin 1923 à Bougie, en 1924 à Alger. Puis en 1928 et 1929 naquirent les banques populaires d'El Affroun, de la Mitidja à Boufarik, le Crédit hôtelier algérien, les banques populaires de Philippeville et de Mascara, d'Oran et de Constantine. Depuis 1936, ces banques sont réunies en une fédération, embryon de Chambre syndicale d'outre-mer, qui les représente collectivement et fait valoir leurs droits et intérêts communs.

Au Maroc, le Crédit populaire se manifesta par la création de banques à Casablanca, Fez, Meknès, Oudja et Rabat.

En Tunisie, la Banque populaire française de Tunis existe depuis de longues années.

Le crédit populaire est également installé à la Guadeloupe.

Mais pour nombreux qu'ils soient, l'importance de ces établissements, par ailleurs fort arbitrairement répartis, est loin de correspondre aux possibilités de développement offertes par notre Empire colonial : il n'existe aucune banque populaire en Afrique Occidentale Française, à Madagascar, en Indochine, qui sont cependant des régions où prospèrent les producteurs indépendants et les artisans.

Ainsi l'Afrique Occidentale Française et singulièrement Dakar, ville qui sur une population de 80.000 habitants, compte plus de 4.000 producteurs indépendants, verront en raison de la construction et du trafic du Transsaharien s'accroître les transactions commerciales, ainsi que la production agricole.

Déjà la Société générale et la Banque nationale pour le commerce et l'industrie ont ouvert récemment une agence à Dakar. A leur tour, d'autres grandes banques privées suivront, sans doute, cet exemple.

Or, la Chambre syndicale pourrait, elle aussi, en procédant à des enquêtes auprès des groupements industriels et commerciaux, provoquer les initiatives, et susciter la création de nouveaux établissements de crédit populaire. L'ignorance même des répercussions des événements actuels sur nos possessions d'outre-mer ne saurait justifier l'insuffisance manifeste que, depuis toujours, l'on a pu constater dans ce domaine.

Section III. — Développement des sociétés de caution mutuelle.

Il a été précédemment constaté que le développement des sociétés de caution mutuelle n'avait pas répondu aux espoirs du législateur, mais, en présence des résultats favorables acquis à l'étranger et notamment en Suisse et en Belgique par cette sorte de société, une opinion plus favorable semble se manifester dans notre pays.

Aussi la législation française révisée, d'après les principes suivants, pourrait utilement encourager de nouvelles initiatives individuelles.

I. Choix des membres.

Tout sociétaire étant par hypothèse un futur emprunteur, il convient d'exiger, dès son admission, les mêmes sûretés qui lui seront demandées lorsqu'il deviendra emprunteur; chaque membre doit donc présenter toutes les garanties de moralité et d'honorabilité désirables. Cette nécessité s'impose d'autant plus que les fondateurs et les premiers sociétaires constitueront le noyau de la future société, lui donneront son impulsion et son orientation, et contribueront efficacement à affermir sa surface par l'apport de leur situation personnelle.

Mais une telle sélection ne saurait être envisagée si elle constituait un obstacle au recrutement.

II. Responsabilité des sociétaires.

La clause de responsabilité illimitée des sociétaires, couramment usitée jusqu'à maintenant, doit être éliminée, car elle donne naissance à un cercle vicieux : les sociétés de caution mutuelle ne se développent pas en raison de cette clause de responsabilité illimitée que leur faible surface rend nécessaire. Comme la responsabilité limitée au montant des parts souscrites serait trop faible, car la valeur des parts varie entre 50 et 200 francs, on pourrait la limiter, dans les statuts, à un certain multiple de la valeur de ces parts. Connaissant d'une façon précise le montant maximum de leurs engagements, les futurs sociétaires hésiteront d'autant moins à se grouper que leur responsabilité leur apparaîtra plus faible, et sera en toute hypothèse strictement limitée.

III. Les sociétés de caution mutuelle et la profession organisée.

A chaque profession doit correspondre une société de caution mutuelle; ce parallélisme facilitera la sélection des membres et le développement de la société; on évitera néanmoins la constitution d'un petit nombre de sociétés

de caution mutuelle d'une importance excessive, ainsi que leur multiplicité à l'intérieur d'une même profession dont les spécialités offrent de multiples subdivisions. Il est d'ailleurs à prévoir que si les corporations de métiers sont organisées, les sociétés de caution mutuelle n'auront plus de raison d'être, chaque producteur étant directement cautionné par la corporation à laquelle il appartient. Ainsi disparaîtront les sociétés de caution mutuelle, après avoir joué sous l'égide du crédit populaire le rôle éminent de précurseurs.

IV. *Rapports entre les banques populaires et les sociétés de caution mutuelle.*

Malgré que les banques populaires fonctionnent principalement dans l'intérêt des membres des sociétés de caution mutuelle, il n'en reste pas moins indispensable que chacun de ces organismes conserve une pleine indépendance.

D'abord la société de caution mutuelle n'est nullement obligée de s'adresser à une banque populaire, et peut entrer en relations avec n'importe quelle banque. En outre, la répartition judicieuse des crédits exige que l'autonomie de l'organisme dispensateur reste complet; on évitera à cet égard que les sociétés de caution mutuelle se transforment en banques professionnelles à l'intérieur des professions organisées.

Dans l'ensemble la liaison de ces deux organismes permettra non de subordonner l'organisation bancaire aux fluctuations économiques, mais de réduire les risques du banquier et de stimuler les initiatives individuelles.

*
* * *

Tels sont les principes essentiels qui guident la Chambre syndicale dans la constitution des sociétés de caution mutuelle récemment créées, et qui sont au nombre d'une trentaine dans les différentes branches de commerce et d'industrie.

Sans doute cette forme d'organisation n'a-t-elle connu jusqu'ici qu'un assez faible développement, mais à la faveur

de l'expérience acquise, les sociétés de caution mutuelle devraient connaître progressivement un nouvel essor.

Section IV.

De nombreux organismes publics, ou d'utilité publique, ne peuvent déposer leurs fonds dans les banques populaires parce qu'une législation exagérément étroite leur interdit de faire des dépôts ailleurs qu'à la succursale de la Banque de France ou à la Trésorerie générale de leur département ou à une caisse publique quelconque.

Ces dispositions visent notamment :

- Les notaires.
- Les caisses régionales et locales de crédit agricole; les coopératives agricoles.
- Les caisses d'assurances sociales.
- Les caisses de compensation d'allocations familiales.
- Les caisses de compensation de congés payés créées en application de la loi du 20 juin 1936.
- Les sociétés de secours mutuel.
- Les sociétés de crédit immobilier.

Leur abrogation a fait l'objet de nombreux vœux présentés par les assemblées générales annuelles du Crédit populaire qui, jusqu'à maintenant n'ont pas reçu satisfaction.

Concernant les notaires, le Garde des Sceaux a justifié ainsi son attitude dans une lettre au président de la Chambre syndicale lue à l'assemblée générale du 27 juin 1936.

L'Assemblée précédente avait en effet émis le vœu « que les banques populaires soient au même titre que les organismes similaires de crédit agricole, comprises par M. le Garde des Sceaux, parmi les caisses autorisées à recevoir les fonds des notaires ».

Le Garde des Sceaux répondit :

« Sans méconnaître les garanties qui s'attachent aux établissements de banques populaires, j'ai l'honneur de vous faire remarquer que la circulaire adressée le 24 décembre 1930 par mon prédécesseur, n'a eu d'autre objet que de rappeler les notaires à une fidèle observation du

principe qui leur interdit de déposer les fonds qu'ils détiennent en dehors du cas et des conditions prévus par l'article 2 du décret du 30 janvier 1890, ainsi que des précédentes instructions qui avaient apporté quelques exceptions à ce principe, en faveur de certains établissements limitativement énumérés.

» C'est à dessein que dans ces instructions, la Chancellerie s'est abstenue de toute innovation et, depuis lors, elle a régulièrement écarté toutes les demandes tendant à une extension à d'autres établissements des autorisations confirmées par la circulaire susvisée.

» Il ne paraît pas que les circonstances présentes justifient un changement d'attitude et je ne puis, dans ces conditions, que vous exprimer mon vif regret de ne pouvoir, pour des raisons de principe dont l'intérêt ne saurait vous échapper, donner une suite favorable au vœu dont vous m'avez saisi. »

La raison de principe indiscutable en l'état actuel de la législation, est que les caisses de crédit agricole sont des établissements publics. Cependant le premier projet comportant la création des banques populaires avait réclamé pour ces nouveaux organismes une structure analogue à celle du crédit agricole mutuel, et c'est seulement en vue d'aboutir promptement que le Sénat consentit à abandonner les modifications qu'il avait introduites dans le projet voté, par la Chambre des députés.

*
* *

Deux autres vœux ayant pour objet de recevoir sous forme de dépôts les disponibilités des caisses d'assurances sociales et de crédit immobilier, firent l'objet de la part du ministre du Travail d'un refus d'autant plus catégorique que certains décrets-lois modifiant le régime des assurances sociales ont restreint les investissements des disponibilités de ces caisses.

Un autre vœu tendant à autoriser les banques populaires à ouvrir des comptes de dépôts de fonds aux caisses régionales de crédit agricole et aux coopératives agricoles n'a pas eu plus de succès. Voici l'exposé de ses motifs qui méritent

d'être cités parce qu'ils font saisir sur le vif le cloisonnement étroit et néfaste favorisé par une législation singulière entre des institutions qui remplissent les fonctions analogues.

« Considérant, que l'application de la loi du 15 août 1936 créant l'Office national interprofessionnel du blé, détermine des mouvements de fonds importants qui demandent, dans de nombreux cas, l'intervention d'établissements bancaires opérant en qualité de correspondants des caisses régionales de crédit agricole.

« Qu'en raison de leur caractère officiel les banques populaires qui disposent sur l'ensemble du territoire de six cent vingt et un guichets, sont particulièrement désignées pour remplir ce rôle partout où il en est besoin.

« Que, d'autre part, parmi la clientèle des banques populaires se trouvent déjà, en nombre important, des déposants dont l'activité est soumise aux réglementations contenues dans la susdite loi du 15 août 1936 et que de nombreux minotiers ou négociants en grains utilisent déjà les services de crédit populaire.

« Qu'une interprétation restrictive des textes régissant l'emploi des fonds des caisses régionales de crédit agricole et des coopératives agricoles ainsi que les relations bancaires de ces dernières, en mettant les banques populaires en état d'infériorité par rapport à des établissements privés qui reçoivent les fonds de certains organismes de crédit agricole et assurent leurs paiements, porte un préjudice matériel et moral incontestable à l'institution entière du crédit populaire.

« L'Assemblée générale des banques populaires de France,

« Emet le vœu : etc...

*
* *

Il ressort de cette analyse que les arguments opposés aux demandes des banques populaires sont tirés du poussieux fatras d'un arsenal juridique désuet.

En outre, la clientèle de ces banques est sinon semblable,

du moins apparentée à celle des organismes dont il s'agit : clientèle de classes moyennes de producteurs et d'artisans en faveur de laquelle fonctionnent les établissements de crédit populaire, dont l'administration est souvent assurée par des personnalités locales ou régionales occupant des fonctions identiques dans de nombreux organismes d'intérêt social.

Il serait oiseux enfin d'insister sur la sécurité présentée par les banques populaires, qui a précédemment fait l'objet d'une analyse détaillée.

Quelques légères modifications dans les textes actuels pourraient donc permettre aux banques populaires de renforcer notablement leurs moyens d'action dans l'intérêt commun.

Section V.

La forme des lois concernant le crédit populaire devrait être étudiée de plus près en fonction de la psychologie des classes sociales auxquelles elles s'appliquent.

Il y aurait notamment intérêt à éviter les appellations de « petit et moyen industriel, petit et moyen commerçant ». Ces locutions issues d'une phraséologie sottement démocratique sont disgracieuses autant qu'imprécises. Elles irritent en outre inutilement l'amour-propre d'un grand nombre de Français qui tiennent d'autant plus à une certaine considération qu'ils se sont élevés avec plus de peine au-dessus du prolétariat. Or cette considération, le législateur paraît la leur marchander en les traitant de « petits et de moyens » qui sont les synonymes, qu'on le veuille ou non, d'humbles et de médiocres. Si par contre l'expression « classes moyennes » a fait fortune, c'est parce qu'elle comprend un certain nombre de riches bourgeois auxquels « les petits et les moyens » ont l'illusion de s'apparenter en s'enrôlant sous le même drapeau, ce qui satisfait, à la fois, leur intérêt et leur vanité.

La dénomination « banque populaire » appelle la même critique : De nombreux clients « moyens » ne veulent pas devenir les usagers des banques populaires parce que ce nom

sonne désagréablement à leurs oreilles et abaisse parfois leur standing commercial par rapport à leurs concurrents, tandis que l'ouverture d'un compte au Crédit Lyonnais ou à la Société Générale produit des effets exactement inverses.

Cette tendance basée sur une dénomination qui aurait pu également laisser supposer un certain voisinage politique, absolument inexistant d'ailleurs, n'a pas échappé à la Chambre syndicale, mais, par contre, elle ne semble pas avoir touché les sphères ministérielles...

Ne pourrait-on donc pas remplacer l'expression « petit et moyen » industriel ou commerçant par celle de producteur indépendant ou autonome et la dénomination « banque populaire » par celle de caisse régionale de dépôt et de crédit ?

Section VI.

Il serait souhaitable d'apporter une modification à la loi du 13 août 1936 qui prévoit que les prélèvements sur les redevances de la Banque de France attribués au crédit populaire sont entièrement affectés au remboursement des avances de l'Etat. Or le crédit populaire dispose principalement comme moyen d'action des dépôts de sa clientèle, dont le comportement est parfois difficile à prévoir dans les circonstances actuelles. Comme d'autre part le rythme de rotation des capitaux ne saurait être accéléré, il conviendrait, pour pallier cette insuffisance de moyens d'action, de prévoir que les prélèvements sur les redevances de la Banque de France ne soient plus attribués entièrement au remboursement des avances de l'Etat. Une certaine quotité de ces fonds concourrait ainsi à l'alimentation du fonds collectif de garantie à peine naissant. Cette mesure, sans impliquer aucunement l'abandon total ou définitif d'une dette, dont l'amortissement reprendrait ultérieurement, autoriserait la création rapide d'une réserve commune destinée à accroître encore la sécurité des banques populaires et à leur fournir de nouveaux moyens d'actions.

Section VII

La situation actuelle des banques locales mérite également d'attirer l'attention. On sait que, au nombre de 2.000 il y a une cinquantaine d'années, elles sont actuellement une centaine.

La survie de certaines d'entre elles n'est due qu'à leur intimité avec les banques d'affaires parisiennes. Beaucoup d'autres sont devenues banques populaires... à leur corps défendant. Cette méthode, dans l'intérêt de la collectivité, devrait être généralisée et les banques locales survivantes devraient être absorbées par le crédit populaire. Celui-ci aurait plus à gagner à l'adjonction actuelle d'organismes encore sains, qu'à la reprise éventuelle dans un avenir indéterminé d'établissements moribonds. Quant aux banquiers eux-mêmes, malgré le dur sacrifice de leur indépendance totale, ils auraient intérêt à une intégration amiable dans un système décentralisé plutôt qu'à une absorption par les grands établissements de crédit. Dans le premier cas ils seraient associés, dans l'autre digérés.

*
* *

Telles sont les quelques réformes dont l'application permettrait de mettre au service des producteurs indépendants un instrument aussi parfait que possible dans le cadre de la législation actuelle.

CHAPITRE II

LA DISPARITION

Le développement des banques populaires n'a pas été sans leur susciter de nombreux ennemis. C'est la loi naturelle subie par tout organisme qui grandit et s'accroît forcément plus ou moins au détriment de ses concurrents. Or, parmi les plus notables de ces derniers, se trouvent les établissements de crédit.

Leur principal grief c'est la concurrence « éhontée » (*sic*) que leur font les banques populaires.

Or il se trouve que les banques populaires ont été créées justement parce que les établissements de crédit ne s'intéressaient pas aux classes moyennes de producteurs et ont préféré pendant dix ans (1919-1930) profiter des remplois fructueux présentés par les grosses affaires françaises et étrangères. Tel est parfaitement leur droit, puisque ce sont des sociétés privées libres de disposer de leurs capitaux comme bon leur semble : elles sont néanmoins mal venues de se plaindre d'une situation, que seule leur attitude a engendrée.

Seulement, depuis 1931 il y a eu la crise : faillites des affaires les moins solides, mise en veilleuse des autres, autant de motifs qui ont poussé les établissements de crédit, faisant flèche de tout bois, à « s'intéresser » aux classes moyennes qu'ils ne connaissaient jusque-là que pour les avoir copieusement rangonnées en bourse. C'était là une pauvre référence... Pendant ce temps, les banques populaires travaillaient et parvenaient à s'acquérir, dans cette nombreuse et intéressante catégorie de Français, des relations durables.

Ce succès est dû, avant tout, aux meilleures conditions

d'escompte faites par les banques populaires : 6 à 7 % au lieu de 12 à 15 %¹ qu'un producteur indépendant doit compter payer dans un établissement de crédit.

En outre, les établissements de crédit qui disposent de milliards, distribuent leurs crédits avec une parcimonie croissante. Ne se contentant pas de refuser les crédits, ces banques refusent même les avances sur titres : cette politique n'est pas nouvelle et les événements de l'entre-deux guerres et d'après-guerre n'ont fait que l'aggraver. Si l'on examine les bilans des quatre « grands » on constate qu'en 1913 le poste « caisse et banque » représentait 7 % du montant total de l'actif alors qu'en 1938 il en représente 18 %. Parallèlement à cette augmentation, la diminution du poste « avances garanties » passe de 15 % à 3 % et celle du poste « comptes débiteurs » de 23 à 20 % de l'actif. Au passif, le poste « comptes créditeurs » passe de 70 à 87 %. Ces chiffres suffiraient à démontrer, s'il en était encore besoin, que les établissements de crédit ne s'intéressent que tout à fait secondairement à l'escompte et aux ouvertures de crédit ; ils considèrent ces deux branches d'activité comme un paravent commode pour couvrir leurs opérations sur titres et singulièrement la création de syndicats d'émission ou à la hausse ; ils préfèrent « faire des titres », des arbitrages et acheter des bons du trésor². Depuis vingt ans, ces banques n'ont rien accompli pour l'extension de nos forces économiques métropolitaines et coloniales, pour l'agriculture, l'artisanat, le tourisme, le développement provincial. Si les fiers aventuriers de jadis, auxquels l'on doit ces établissements pouvaient constater la réelle faiblesse intellectuelle et tech-

1. Et souvent beaucoup plus. Voir plus loin, notre étude détaillée.

2. Il est vrai que la politique financière de l'Etat a malheureusement facilité cette évolution. Un bon du Trésor à six mois rapporte annuellement 2,25 % et se mobilise très aisément. Comme la Banque de dépôts ne rémunère à 0,50 % environ, que les dépôts d'une certaine importance, l'opération lui rapporte un bénéfice minimum de 1,75 % sans risques ni frais. Ce bénéfice est pratiquement bien plus considérable, si l'on tient compte des dépôts de la clientèle auxquels il n'est alloué aucun intérêt. Il ne faut pas attribuer à une autre cause le gonflement anormal du portefeuille des cinq grandes banques françaises (toutes, sauf la B. N. C. I. dont une partie de la comptabilité a été détruite par la guerre), qui du 31 décembre 1937 au 31 décembre 1940, est passé de 19,5 à 49,5 milliards.

nique de leurs successeurs, ils seraient les premiers à admettre que l'économie moderne exige une distribution nouvelle du crédit, un sens renouvelé du risque et des affaires, bref une révolution, et que l'établissement de crédit tel qu'il fonctionne depuis vingt ans ne répond plus à ces nécessités, auxquelles les banques populaires tâchent de pallier de leur mieux.

Ce qui aggrave le débat, c'est l'idée que les établissements de crédit se font des banques populaires; ils consentent à ce que ces organismes absorbent le résidu de leur clientèle en période de prospérité, mais quand la crise est venue, ils voudraient avoir le champ libre pour rechercher parmi la clientèle des banques populaires de nouvelles sources de profit.

Cette insoutenable théorie équivaldrait à la disparition complète des banques populaires, qui, à tous égards, et notamment aux points de vue social et financier, serait une irréparable perte.

*
* *

Socialement, cela signifie la ruine de la classe moyenne, dont l'importance numérique est, chez nous, considérable.

Or le sort de cette classe, si nécessaire à l'équilibre social du pays et à la production nationale, se trouve aujourd'hui gravement compromis : la crise précédant les hostilités avait amenuisé les trésoreries sur lesquelles pesa lourdement l'incidence des lois sociales de 1936. La guerre n'a fait qu'aggraver une situation déjà mauvaise : souvent le petit patron ou l'artisan est prisonnier, son entreprise est fermée, tandis que la firme importante peut recruter de nouveaux agents, et continuer son exploitation.

En outre, au point de vue financier, les grandes banques font au producteur indépendant des conditions draconiennes. Une heureuse décision du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances a abaissé récemment le taux de l'escompte de la Banque de France à 1,75 %, mais comme ce taux a varié longtemps entre 2,5 et 3,5 %, ce sont ces derniers chiffres qui serviront de base à l'examen du « cas concret » suivant.

En admettant le retour d'une certaine prospérité, le producteur indépendant aura à traiter deux sortes d'affaires :

a) Des ordres de grandes maisons à exécuter à des prix très tirés mais qu'il acceptera, d'abord parce que ces commandes lui assureront, sinon un bénéfice, du moins un amortissement appréciable de ses frais généraux, ensuite parce que, pour ses débuts, le fait de courir un risque minime de ne pas être payé est pour lui d'une importance capitale;

b) Des ordres moins importants, mais notés à des conditions plus avantageuses, de maisons offrant une surface financière moins considérable.

Le mariage convenablement dosé de ces deux branches d'activité devrait donc assurer aux producteurs indépendants tous les éléments nécessaires à la bonne marche de leurs entreprises.

Ce serait exact s'ils disposaient d'un organisme qui leur dispense judicieusement, mais largement du crédit, car, si le producteur indépendant paye en général ses marchandises au comptant et ses ouvriers à la semaine, voyons comment il sera payé, lui, des marchandises qu'il vend.

S'il s'agit de commandes de grosses firmes, on lui proposera le règlement soit par chèque net à 90 jours, soit par chèque à 30 jours, avec un escompte de 2 %, mais il ne lui sera pas permis de tirer traite. Les grosses maisons industrielles ou commerciales, financièrement les mieux placées pour aider le producteur qui travaille pour elles avec une marge bénéficiaire presque inexistante, interdisent toutes dispositions sur leur caisse¹.

Dans le premier cas, le producteur indépendant devra donc immobiliser ses capitaux pendant plus de trois mois, ou consentir par le jeu de l'escompte de 2 % pour règlement à 30 jours, au paiement d'une lourde dîme que lui impose un fonds de roulement insuffisant.

1. Un décret du 2 mai 1938 a rendu obligatoire l'acceptation des traites lorsque, bien entendu, leur montant correspond à la livraison faite ou au service rendu; néanmoins, il s'agit d'une simple décision légale rendue aisément inopérante par les arguments persuasifs à souhait que leur puissance financière permet aux grandes firmes d'employer.

S'il s'agit maintenant de commandes de maisons moins importantes et qui consentent à délivrer des acceptations lorsque la marchandise leur a été livrée, et qu'elle est reconnue conforme par eux, dans quelle situation va se trouver le producteur indépendant? Il va chercher à escompter son papier et c'est alors que son calvaire va commencer. Il va le proposer à de grands établissements de crédit, qui vont lui faire comprendre que les signatures de ses tirés ne sont pas à leur convenance, que les effets sont, selon le cas, ou trop peu importants, ou trop nombreux. La vérité n'est pas dans ces faux-fuyants, elle réside dans le fait qu'utilisant la majeure partie de ses disponibilités à l'escompte ou au réescompte du papier de grosses entreprises, le banquier préfère, ayant moins de travail et par conséquent moins de frais généraux, escompter du papier de cinq, six chiffres et plus à du papier de 1.000 francs et souvent moins. Cependant, supposons-le admis à l'escompte :

Les conditions vont d'abord être de 3 ou 4 % au-dessus du taux officiel de la Banque de France, soit, selon le cas, de 6 ou de 7 %.

A ces conditions s'ajoute une commission trimestrielle de 0,5 % qui est comptée sur chaque remise. Si le papier est à 90 jours d'échéance, le supplément n'est que de 2 % l'an, mais s'il n'est qu'à 30 jours, le supplément est de 6 %.

Ensuite, vient s'ajouter une commission d'immobilisation, appliquée :

a) Si les traites ont plus de 90 jours d'échéance, même pour une seule journée;

b) Si les signatures données à l'escompte ne sont pas acceptées par la Banque de France au réescompte.

Comme dans le cas précédent, cette commission est appliquée sur la totalité du bordereau même si un seul effet est à 92 jours; la charge qui en résulte est de 2 %.

C'est alors seulement que viennent s'ajouter les commissions de broche, le change, le remboursement de la taxe du chiffre d'affaires, le port de lettres, etc... qui oscillent selon la composition du bordereau entre 0,5 % et 1 %.

Nous arrivons ainsi à 11 ou 12 % environ. Cela ne suffit pas. On expose au producteur indépendant que son papier

comporte des risques importants d'impayés et que la banque ne peut lui assurer son escompte qu'en retenant sur chaque bordereau la somme de 10 % du montant de la remise. Mais cette somme étant prélevée après décompte des frais et sur le principal du bordereau, c'est donc de l'argent ayant coûté au producteur indépendant 11 % ou 12 % qui va être viré à un compte spécial où il sera improductif.

Les capitaux touchés effectivement lui coûteront donc :
 $12 \% + \text{Fr. } 1,20 \% = 13,20 \%$.

Maintenant va jouer le jeu des valeurs. Autre finesse qui ne constitue pas le plus petit profit du banquier.

Quand le producteur indépendant porte à la banque le samedi matin ses traites ou ses chèques et prend de l'argent sur cette remise, on le crédite avec une valeur en compte, différée de deux ou trois jours, mais par contre on le débite de son prélèvement valeur de la veille et quelquefois de l'avant-veille, s'il fait, sans avoir prévenu à l'avance, un prélèvement supérieur à un montant déterminé. Il sera donc, par ce jeu d'écritures, perpétuellement débiteur et payera de ce fait des intérêts débiteurs au taux de 6 % l'an sur des sommes pour lesquelles il aura payé déjà : francs 13,20 %, plus une commission de 1 % sur la somme la plus élevée dont il aura été débiteur au cours du trimestre.

La commission de francs 0,25 % sur le côté du compte qui aura eu le plus gros mouvement de capitaux achèvera d'arrondir les agios à près de 15 %.

Il y a lieu de faire observer que le client qui a déjà remboursé au banquier la taxe sur le chiffre d'affaires et le port de lettre, se verra ensuite débité des frais de fiche de renseignements, payera les frais de retour des impayés ou réclamés, et qu'enfin, mais on aura peine à le croire, lorsque le banquier demandera au producteur indépendant d'examiner sa comptabilité dans le seul but de se rassurer sur le risque qu'il peut courir, une note de débit des frais d'examen de sa comptabilité lui sera adressée.

Pratiquement il devra donc, sans esquisser le moindre geste de mécontentement, payer près de 20 % l'an les services du banquier, ou alors c'en est fait de son compte

d'escompte et, par voie de conséquence, de son entreprise.

*
* * *

Coincé socialement entre les grandes firmes qui le laissent à peine vivre, et le prolétariat qui lui est hostile et voit en lui un ennemi pour la seule raison qu'il est patron, le producteur indépendant est en outre pressuré par les grandes banques privées.

Or, le Maréchal Pétain lui-même a précisé qu'un des buts du nouvel Etat français serait de « libérer l'économie de ses entraves actuelles » et de mettre « la monnaie au service de l'économie » (Message à la Nation française du 10 octobre 1940).

Ainsi, l'intérêt national exige que les établissements de crédit, solidaires qu'ils le veuillent ou non de l'ancienne forme dite « libérale » de l'économie, soient rendus inaptes à leurs vaines besognes spéculatives, et qu'ils soient, par contre, ramenés à leur stricte et élémentaire fonction bancaire : escompte et encaissement d'effets de commerce, paiement de coupons, garde de titres. Un emploi aussi limité de leurs services rend inutile le maintien de leur chiffre actuel : une demi-douzaine qui, pour la plupart, ne fonctionnent qu'en vertu de la « vitesse acquise » et sont abusivement multipliés par le nombre de leurs succursales. Aussi s'impose la réduction de leur nombre et de leur importance, cependant que de nouveaux moyens d'action pourraient être mis à la disposition des banques populaires qui ne disposent pas encore de capitaux suffisants pour satisfaire les besoins de l'ensemble des producteurs français de la métropole et d'outre-mer.

CHAPITRE III

LA FUSION

Section I. — Position du problème.

Depuis un siècle, l'initiative des particuliers ou des pouvoirs publics a suscité la création de nombreux établissements destinés soit à favoriser l'épargne, soit à distribuer le crédit aux classes laborieuses, soit à fonctionner dans l'intérêt d'une certaine catégorie de citoyens. Constitués souvent depuis fort longtemps, ces organismes, à la création desquels l'Etat a souvent contribué dans une large mesure, ne se sont pas adaptés aux conditions actuelles de notre économie, qu'une réforme d'une certaine ampleur, et dont nous indiquons ci-dessous les grandes lignes, leur permettrait au contraire de revivifier. Cette réforme consisterait dans la fusion en une seule institution, appelée Caisse nationale de dépôt et de crédit, des divers établissements publics, semi-publics et même privés d'intérêt public suivants :

La Caisse des dépôts et consignations (en partie).

Les Caisses d'épargne privées et postales.

Les sept genres de crédit pouvant se dire populaires :

Le Crédit agricole (1893).

Le Crédit maritime (1906).

Le Crédit aux coopératives de production (1915).

Le Crédit des banques populaires (1917).

Le Crédit hôtelier (1923).

Le Crédit artisanal (1923).

Le Crédit aux coopératives de consommation (1927).

Le Crédit national (1919).

La Banque nationale française du commerce extérieur (1919).

Le Crédit colonial (1935).

La Caisse des dépôts et consignations.

Créée en 1816, en vue de recevoir les sommes consignées par les débiteurs, cette caisse a peu à peu étendu son activité : elle forme actuellement un agglomérat d'organismes divers plus ou moins autonomes, caisses d'amortissements, instituts d'assurances, caisse de dépôts, etc. Etant admis qu'une distinction essentielle doit être établie entre les services de consignations et d'amortissements, d'une part, et les services bancaires de la Caisse de dépôts, d'autre part, la caisse actuelle serait scindée en deux parties : l'une comprenant les services bancaires et leurs dépôts serait absorbée par la Caisse nationale de dépôt et de crédit, l'autre continuerait à mener une existence indépendante sous le nom de Caisse d'amortissements et de consignations. Au 31 décembre 1937 les dépôts divers de la Caisse des dépôts et consignations atteignaient 2 milliards 867 millions et les dépôts des Caisses d'épargne 62.806 millions.

Les caisses d'épargne.

Les caisses d'épargne privées sont nées soit de l'initiative des particuliers, soit sous l'influence des municipalités. La Caisse d'épargne de Paris, une des plus anciennes, remonte à 1825. Depuis cette date, cette institution n'a cessé de se développer : au 31 décembre 1937, il existait 560 caisses locales dont le total des dépôts atteignait 37.461 millions. Une loi de 1882 a constitué la Caisse nationale d'épargne au moyen des bureaux de poste. Cet établissement public concurrence les caisses d'épargnes privées, mais ses dépôts sont moins élevés, car les intérêts qu'elle sert sont plus faibles : au 31 décembre 1937, le total des dépôts dans les caisses d'épargne postales s'élevait à 25.345 millions.

Les crédits populaires.

Les sept crédits dits populaires ont été créés de 1893 à 1930 pour répondre aux besoins de certaines catégories de producteurs, et présentent des caractères similaires à ceux du crédit aux banques populaires proprement dit, précédemment étudié.

Le Crédit national.

Le Crédit national a été fondé en 1919, au capital de 100 millions, pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre. Cette institution aurait normalement dû disparaître après avoir atteint le but en vue duquel elle avait été fondée; mais de nouvelles tâches lui furent confiées par les pouvoirs publics : le Crédit national devint un établissement public principalement spécialisé dans l'octroi de crédits à moyen et à long terme, qu'il traite uniquement avec d'importantes entreprises.

La Banque nationale française du commerce extérieur

Cet établissement a été créé en 1919 au capital de 100 millions, réduits ensuite à 75, pour favoriser le développement de notre commerce d'importation et d'exportation. Son conseil d'administration rassemble la plupart des dirigeants des établissements de crédit qui veillent à ce que son développement ne porte pas ombrage à leurs banques. L'Etat a fait à la B. N. F. C. E. une avance sans intérêt de 25 millions et n'est représenté auprès du conseil d'administration que par deux commissaires du gouvernement¹, dont les pouvoirs sont pratiquement fort réduits en raison des puissants intérêts auxquels ils ont à faire face.

Le Crédit colonial.

Le Crédit colonial fondé en 1935, au capital de 20 millions, est une émanation du Crédit national. Il pratique le même genre d'opérations.

1. L'un représente le ministre des Finances, l'autre le ministre du Commerce.

*
* *

Plusieurs raisons ont été invoquées pour justifier cette prolifération vraiment anormale.

On a prétendu d'abord, en recherchant la constitution d'organismes de crédit spécialisé, les intégrer plus intimement aux milieux dans lesquels ils doivent opérer. C'est le principe de la banque professionnelle. On invoque également au bénéfice du crédit spécialisé, la technicité; n'ayant comme clients exclusifs, ou à peu près, qu'une certaine catégorie de producteurs, la banque peut se pénétrer de la technique du métier et en connaître à fond toutes les finesses.

Mais la valeur de ces arguments est extrêmement contestable. Le principe de la banque professionnelle ne pourrait être sérieusement soutenu que dans une économie absolument étatisée, comme l'est, par exemple, l'économie soviétique. Dans ce cas, c'est même le seul possible. En Russie, le système bancaire est beaucoup plus simple, sur le papier du moins, que dans les pays capitalistes. Le commerce de banque est le monopole de la Gosbank ou banque d'Etat, qui, dans le cadre du plan quinquennal, ouvre des crédits aux banques publiques professionnelles au nombre de cinq ou six: la Prombank pour le commerce et l'industrie, la Vsekokbank pour les coopératives, la Tsekombank pour le bâtiment, etc. Les banques financent ainsi directement leur branche de production, en acquittant les traites que les entreprises tirent sur elles dans la limite des crédits qui leur sont affectés. Il importe de remarquer que ces traites diffèrent essentiellement de l'effet de commerce d'un pays capitaliste puisque, tirées par une entreprise d'Etat ou contrôlée par l'Etat, sur les banques d'Etat, elles valent argent comptant : les risques sont inconnus, donc les garanties inutiles. Mais, à moins que notre pays n'adopte cette forme d'économie, ce qui semble douteux, le principe de la banque professionnelle est indéfendable en France.

L'argument de la technicité n'est guère défendable lui non plus. Même spécialisée, une banque s'adresse à une certaine variété de commerce et d'industrie dont il lui est indis-

pensable de connaître la technique et la clientèle; une variété de plus ou de moins, dans ces conditions, ne constitue pas un changement bien considérable et, ce faisant, on évite le résultat qu'atteindrait une compagnie d'assurance-incendie qui ne traiterait qu'avec des commerçants de produits inflammables, tandis qu'au contraire, l'unité de banque assure la division maximum des risques.

*
* *

Pratiquement, d'ailleurs, la création de tous ces organismes n'est pas due à ces considérations doctrinales. Elle résulte simplement des réclamations des intéressés auxquelles les Pouvoirs Publics ont peu à peu donné satisfaction sans se soucier d'un quelconque plan d'ensemble. Cette méthode était au début parfaitement admissible, mais maintenant, qu'avec le recul du temps, le comportement de ces organismes peut être étudié plus aisément, il apparaît opportun de les grouper en un tout harmonieux de manière à en obtenir un meilleur rendement. En effet, leur fonctionnement ne laisse pas que d'être défectueux à plusieurs égards.

*
* *

Il existe entre ces divers établissements un manque de « synchronisation » certain entre le recueil des dépôts et l'investissement des emplois. Des établissements tels que les Caisses d'épargne et la Caisse des Dépôts ne jouent qu'un rôle passif puisqu'ils ne font que collecter les dépôts et empêchent par l'importance des fonds qu'ils recueillent d'autres établissements de trouver les moyens d'actions nécessaires aux besoins des industriels, des commerçants et des artisans.

Ainsi cette division a pour résultat de disperser les efforts, et de faire que certains établissements, même à l'intérieur du crédit dit populaire, possèdent des fonds inemployés, alors que d'autres ne peuvent satisfaire les demandes qui leur sont présentées.

Les attributions trop voisines de ces différents organismes donnent également lieu à de multiples inconvénients : tantôt l'une de ces institutions empiète sur les attributions d'une autre de ses consœurs ; bien plus, il lui arrive parfois d'avoir le même objet : la création des caisses d'épargne postales bien après celle des caisses privées est typique ; tantôt l'ensemble de ces organismes empiète sur les attributions des banques privées, qui coïncées d'un côté par la Banque de France dont la clientèle particulière revêt une certaine importance¹ et, de l'autre, par les différents établissements semi-publics de crédit n'ont pas manqué de protester avec raison contre une telle organisation.

La surveillance de ces établissements est enfin rendue difficile par la dispersion des administrations dont ils relèvent. Si un certain nombre d'entre eux fonctionnent sous le contrôle du ministère des Finances, le Crédit maritime dépend du ministère de la Marine, le Crédit agricole du ministère de l'Agriculture et le Crédit à l'artisanat, aux sociétés coopératives de production ou de consommation, du ministère du Travail.

Ces défauts n'avaient pas échappé au législateur dans l'esprit duquel l'organisation actuelle du crédit en France revêtait un caractère provisoire....

Section II.

La Caisse nationale de dépôt et de crédit.

En vue d'éviter ces inconvénients et de permettre la distribution de crédit sur une large surface, avec des fonds importants, un nouvel organisme : la Caisse nationale de dépôt et de crédit absorberait les divers organismes précédents, et traiterait toutes les opérations dans lesquelles ils étaient auparavant spécialisés.

1. Dès le début du xx^e siècle et principalement sous l'action de M. le Gouverneur Pallain et de M. Robineau, Directeur général de l'Escompte, la Banque de France se mit à démarcher activement la clientèle privée.

Organisation administrative.

L'organisation administrative de cette nouvelle institution sera dominée par le souci de mettre au point un compromis satisfaisant entre une excessive centralisation et une trop large autonomie. C'est pourquoi la meilleure formule semble être celle de la centralisation par région appliquée ainsi.

A la base, les organismes d'exploitation consisteront en autant de banques que de régions économiques, c'est-à-dire seront pour la France métropolitaine au nombre d'une quinzaine. Leur petit nombre sera compensé par un réseau très dense d'agences et de bureaux que chaque banque obtiendra facilement, puisqu'elle s'installera dans les locaux des anciens organismes dont elle acquerra la clientèle. Ces banques appelées caisses régionales de dépôt et de crédit relèveront directement de la Caisse nationale de dépôt et de crédit qui constituera l'organisme de direction et dont elles calqueront d'ailleurs l'organisation intérieure que l'on peut imaginer ainsi.

Partant du principe précédemment démontré qu'en matière de banque, il n'y a pas de crédit spécialisé d'après la nature de la clientèle, mais seulement trois techniques nettement différentes suivant qu'il s'agit de prêt à court moyen ou long terme, la Caisse nationale comprendra les trois départements précités dans lesquels seront fondus, suivant leur mode d'activité précédent les anciens organismes absorbés, tandis qu'un compartiment « Artisanat » fonctionnera à l'intérieur de chacun de ces trois départements. Ainsi l'ancien Crédit national sera inséré dans le département long terme, le Crédit populaire proprement dit formera la base du département court terme, etc. Une juxtaposition précise est sans intérêt, et d'ailleurs impossible à réaliser, parce que la plupart de ces établissements se livrent à plusieurs sortes d'opérations : le Crédit agricole et les banques populaires font à la fois du court terme et du moyen terme, le Crédit national et colonial du long terme et du moyen terme, etc. Ce qu'il

faut avant tout, c'est faire table rase du passé, de manière à fournir aux futurs établissements un vaste champ d'action et des possibilités de rentabilité certaines.

Quant aux organismes qui ne se livraient pas aux opérations de crédit, comme les caisses d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations, leurs dépôts seront affectés en tenant compte de leur échéance aux trois compartiments : court, moyen et long terme.

A la tête de la Caisse nationale de dépôt et de crédit serait placé un gouverneur qui, présenté par le conseil d'administration à l'agrément du ministre des Finances, ferait chaque année un rapport au chef de l'Etat.

En plus de la France métropolitaine, le champ d'action de cet établissement comprendrait les colonies et protectorats. Sa fonction sera de contrôler les caisses régionales et d'en assurer le développement.

A cet effet, il disposerait des pouvoirs nécessaires pour imposer à toute l'institution, l'unité de vues et d'action désirable. Pour faciliter son démarrage, on pourrait envisager, au début du moins, l'octroi d'exemptions fiscales dont bénéficieraient également les caisses régionales.

Section II. — Organisation financière.

Elle reflètera, dans ses grandes lignes, l'organisation administrative. Le capital de chaque caisse régionale sera souscrit à concurrence d'un tiers par l'Etat représenté par la caisse nationale, un tiers par les groupements privés d'intérêt général, tels que les chambres de commerce, et un tiers par les particuliers.

Le montant total de ce capital varierait pour chaque caisse de 50 à 80 millions suivant la région.

Le capital de la caisse nationale sera souscrit à concurrence des deux tiers par l'Etat, et du tiers restant par les particuliers ou les groupements privés d'intérêt général.

Tous ces capitaux seront représentés par des actions cessibles et négociables, dont le montant total s'élèvera à environ un milliard.

Les sommes dues à l'Etat par les précédents organismes absorbés seraient prises en compte par la Caisse nationale qui en assurerait le remboursement par les premiers bénéficiaires du nouvel établissement.

En dehors des capitaux propres, les principaux moyens d'action des caisses régionales seront constitués par les dépôts dont le total avoisinerait plusieurs dizaines de milliards. Ces dépôts seront : soit investis sur place, soit, s'ils ne peuvent être employés immédiatement, dirigés sur la caisse nationale qui en assurera la gestion.

Les départements long terme et moyen terme de la Caisse nationale, émettront des obligations et des bons comme le fait actuellement le Crédit foncier.

Chaque caisse régionale se livrera à toutes les opérations bancaires usuelles tant commerciales que capitalistes. Comme pour les banques populaires actuelles, certaines limitations pourront être envisagées dans l'intérêt des déposants.

Section III. — Avantages de cette solution.

§ 1.

A cet égard, le principal avantage consisterait dans la remise au point d'un mécanisme bancaire qu'une évolution de quelques cinquante ans avait quelque peu dérégulé.

A l'Etat est restitué son rôle véritable en matière bancaire ; il contrôle le crédit et en favorise le développement dans un sens déterminé par l'intérêt national, mais sans exercer lui-même le rôle de banquier ou même de collecteur de dépôts. L'Etat ne sera plus à la fois juge et partie ; il ne sera que juge.

A la Banque de France seront interdites les opérations directes d'escompte avec la clientèle, ce qui d'ailleurs, d'après le rapport de M. Luche, au VI^e Congrès international de science et de technique bancaire en 1937, ne saurait l'affecter beaucoup¹. Néanmoins, en compensation, les

1. ...« Je ne crains pas d'affirmer, dès à présent, que la Banque de France ne fait pas une concurrence redoutable aux banques privées.

» Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les chiffres du développe-

Trésoreries générales et les recettes des finances seront supprimées et la Banque de France assurera directement contre paiement d'une redevance de l'Etat les services financiers du Trésor. La tolérance abusive de placer des valeurs d'Etat et assimilées sera retirée aux percepteurs et aux P. T. T. tandis que cette dernière administration se verra priée de supprimer son service de chèques postaux. Ainsi les griefs légitimes des grandes banques privées qui, si elles savent s'adapter aux nouvelles conditions économiques, auront un rôle important à jouer, seront apaisés et leur champ d'action élargi par le haut.

Le même décalage se produira pour la clientèle de la Caisse nationale de dépôt et de crédit qui verra affluer à ses guichets toute la classe moyenne des producteurs et des épargnants et jouira à leur égard d'un monopole de fait qui ne sera tempéré que par la concurrence des grandes banques privées, et notamment des grands établissements de crédit. Ces nouvelles conditions d'existence justifieront-elles le nombre et l'importance actuelle de ces banques ? C'est peu probable, malgré l'élargissement de leur champ d'action. Il conviendrait, dans cette hypothèse, de prévoir l'absorption de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie

ment de son portefeuille avec celui de l'ensemble des banques françaises.

» On sera frappé de la faible part qui revient à l'Institut d'émission sur l'ensemble des escomptes. En 1914, le portefeuille de la Banque de France s'élevait à 1.600 millions, soit une équivalence de plus de 11 milliards actuels, et sa moyenne s'est établie au cours des cinq dernières années à :

4.112 millions en 1932
3.414 — en 1933
4.377 — en 1934
4.226 — en 1935
6.349 — en 1936

» Ce dernier chiffre est presque inférieur de moitié à ce qu'il aurait pu être si la banque avait seulement maintenu à son portefeuille l'importance qu'il avait avant la guerre.

» Au cours des mêmes années, la moyenne des portefeuilles des seules quatre grandes sociétés de crédit, établie en consultant les douze situations mensuelles de ces établissements, se fixait comme suit :

1932	19.069 millions	5
1933	20.251 —	3
1934	18.080 —	0
1935	17.098 —	9
1936	16.024 —	9

.....

que l'Etat a renflouée¹ et dont il peut être pratiquement le maître, par la Caisse nationale de dépôt et de crédit.

Ainsi le secteur bancaire une fois bien en place, le rendement des organismes qui le composent pourrait être porté au maximum.

§ 2

Ce rendement sera favorisé, tant par une importante concentration des moyens d'action que par une large diffusion des emplois.

Il n'est pas exagéré d'avancer que l'ensemble des moyens d'actions dépasserait 50 milliards. On pourrait estimer d'abord les capitaux propres à environ 1 milliard puis le montant des dépôts multiplierait aisément ce chiffre, tant en raison de la confiance des épargnants que des conditions intéressantes qui pourraient leur être faites.

Pour permettre aux clients d'économiser régulièrement des dépôts, même de peu d'importance, des comptes d'épargne seront institués, à l'instar des banques populaires allemandes.

Quant aux dépôts à vue, ils seront rémunérés à des conditions aussi avantageuses que le permettra la situation du marché monétaire, mais ne pourront sans doute pas recevoir des intérêts aussi élevés que ceux que les caisses de crédit agricole accordaient récemment encore à leur clientèle aux frais des contribuables, soit 3 % à vue...

On espère d'ailleurs que ce taux a été abaissé notablement depuis que le taux de l'escompte a été ramené à 1,75 %.

*
* * *

La diffusion des emplois serait, d'autre part, aussi large que possible. D'abord la densité du réseau d'agences et de bureaux de chaque banque rendrait très étroit le contact avec la clientèle. A cet égard, il faudrait arriver à ce que

1. Ce renflouement opéré par le Cabinet Tardieu, en 1929, a coûté au Trésor 2.075 millions, dont 300 millions seulement ont été remboursés au 31 décembre 1936.

dans chaque chef-lieu de canton ces caisses régionales aient, si le besoin s'en faisait sentir, un bureau permanent qui traiterait toutes les opérations d'escompte et de crédit. Ainsi serait assurée la rentabilité des caisses régionales; les capitaux qu'elles investiraient seront octroyés à des taux suffisamment bas pour encourager la clientèle, mais assez élevés pour amortir les frais généraux et constituer des réserves. Ces capitaux serviraient, en tout cas, à financer des entreprises agricoles industrielles et commerciales, et non plus à couvrir de stériles emprunts d'Etat.

Pour éviter la tendance au moindre effort de dirigeants qui préféreraient investir les capitaux dont ils ont la charge, en fonds d'Etat au lieu d'en faire bénéficier le commerce et l'industrie, chaque établissement serait obligé de consacrer au secteur privé les capitaux dont il dispose à concurrence de 60, 70 ou 80 % suivant le cas, au moyen d'une échelle mobile variable avec l'époque et la région. La même disposition serait appliquée à la Caisse nationale par le ministre de l'Economie nationale auquel il n'appartiendrait évidemment plus de gérer les finances publiques.

Si, par ailleurs, d'importantes marges bénéficiaires se manifestaient, d'intéressantes possibilités fiscales pourraient être exercées par l'Etat. Il est enfin à peine besoin de souligner que la sécurité offerte par les caisses régionales serait considérable en raison de l'extrême division des risques en cours.

§ 3.

Cette réforme présenterait même des avantages sur le plan social. Elle entraînerait une importante réduction de personnel d'exécution dont l'activité pourrait être orientée vers des travaux plus utiles à la communauté que les travaux de bureau, plus sains, et mieux rémunérés. La fameuse parabole de Saint-Simon continue à être exacte et force nous est d'admettre, aujourd'hui plus que jamais, que ceux qui ne travaillent ni à la terre, ni à l'atelier, ni à l'usine sont des parasites dont on doit réduire le nombre au minimum.

Section IV. — Analyse.

Ce projet de réforme ne s'inspire nullement de vues *a priori*, à tendances étatistes, puisque l'Etat n'aurait la majorité que dans l'organisme de direction et de contrôle, alors qu'il ne détiendrait que le tiers du capital des organismes d'exploitation. Ainsi « l'autorité viendrait d'en haut et la confiance d'en bas ». Si, d'ailleurs, la gestion de l'ensemble s'avérait favorable, l'Etat pourrait progressivement retirer sa tutelle.

Inspirée au contraire par des nécessités pratiques, cette réforme est à la portée d'une simple décision gouvernementale puisque, en droit ou en fait, l'Etat est le maître de chacun des organismes intéressés.

Section V. — Objections.

I. *L'Etat.*

Il est certain que, pour en arriver là, l'Etat doit avoir opéré lui-même sa propre révolution, et considérer notamment que l'émission d'un emprunt est un non-sens économique et financier. Le devoir de l'Etat est de développer la matière imposable en facilitant la prospérité économique, et non d'absorber pour des besoins budgétaires des sommes énormes qui font ensuite défaut aux producteurs. On ne saurait aborder ici le vaste problème de la politique financière de l'Etat; on peut néanmoins admettre, qu'en principe, il est préférable que des fonds déterminés soient affectés au financement du commerce et de l'industrie plutôt qu'à la souscription d'une rente. En outre, il est fort probable que la constitution d'un organisme semi-public unique diminuera considérablement l'importance du concours financier de l'Etat.

Les autres adversaires seront évidemment les bénéficiaires de ces agréables sinécures : on les croit sans peine, mais il s'agit de savoir si l'on veut ou non faire œuvre utile dans l'intérêt national.

II. *La rentabilité.*

Certains pourront également poser le problème de la rentabilité des futurs organismes : il ne semble pas que cette objection ait une grande valeur, car tant par l'accroissement de leur champ d'action que par la réduction des frais généraux entraînés par la fusion, la rentabilité des nouveaux organismes semble largement assurée.

Prenons par exemple l'hypothèse de la fusion du Crédit agricole et du Crédit populaire proprement dit :

Si l'on envisage comparativement les opérations faites par le Crédit agricole et par les banques populaires, soit à l'aide de leurs capitaux, soit à l'aide des avances de l'Etat ou des fonds des déposants, on observe une marche toute différente suivant les organismes. Les avances de l'Etat constituent le facteur essentiel de l'activité du crédit agricole, tandis que pour une banque populaire ce sont les fonds des déposants qui jouent le principal rôle. Nous ne nous embarrasserons point de chiffres, mais nous trouvons la preuve de ces affirmations dans les rapports annuels au président de la République.

Ces constatations font apparaître nettement l'utilité pour les deux organismes de se joindre pour se compléter, le crédit agricole recueillant les fonds de dépôts dans les milieux d'épargnants des campagnes tandis que la banque populaire en assure le emploi dans les opérations de commerce.

Si le crédit agricole n'a pas recherché jusqu'à ce jour, avec beaucoup d'activité, les fonds de dépôt, c'est précisément parce qu'il n'en avait pas l'emploi. Il trouvait dans les avances de l'Etat, même pour les prêts à court terme, des ressources suffisantes. Cette dominance des avances dans le crédit agricole conduit à un régime administratif assez étroit, moins élastique, en tout cas, que dans les banques populaires. Celles-ci doivent chercher leur prospérité dans leur développement normal, dans l'augmentation de leurs dépôts à vue ou à échéances fixes et dans le grossissement de leur capital. Les avances de l'Etat qui sont des plus précieuses pour implanter l'institution au début, perdent

peu à peu de leur importance et l'on peut dire qu'une banque populaire qui, après deux ou trois ans d'existence, ne sent pas déjà la possibilité de vivre, dans un proche avenir, par ses propres moyens, est dans une voie mauvaise.

Il n'en découle pas que cette aide devra être retirée dès que la prospérité naîtra, car, dans tout commerce raisonnablement conduit et surtout dans le commerce de banque, il faut au moins vingt ans pour implanter une maison.

Le Crédit agricole ne peut satisfaire à tous les besoins de la campagne en matière de crédit à court terme, et tel de ses clients dont la profession principale est la culture aurait besoin du crédit commercial pour un petit commerce ou une petite industrie artisanale. Il trouvera bien des possibilités dans la législation du crédit agricole, mais des facilités plus grandes dans la banque populaire, plus de souplesse surtout dans l'attribution de ces crédits. La banque populaire apportera, en outre, aux petits artisans, des facilités de prêts à moyen et à court terme.

Depuis la loi de finances du 31 décembre 1937, les banques populaires servent d'intermédiaire entre le crédit hôtelier et les auberges ou hôtels qui veulent apporter des améliorations à leurs installations et, par là même, favoriser le tourisme. L'agriculteur sera le premier bénéficiaire de l'intensification du tourisme qui en résultera, car il verra augmenter une clientèle dont il est le principal fournisseur.

*
* *

D'autres, économistes ou banquiers, préconisent l'unification du crédit populaire, mais sous le signe de la non-rentabilité : les bénéficiaires du crédit populaire, industriels, artisans ou commerçants, ne pourraient appartenir qu'aux catégories les plus modeste de leur profession. Ils justifieraient de cette situation en prouvant qu'ils ne disposent pas d'un capital supérieur à 50.000 francs par exemple, que leur chiffre d'affaires n'a pas dépassé 200.000 francs et leur bénéfice net 30.000 francs. Au delà de ce barème, ils seraient exclus du crédit populaire. Dans ces conditions il serait illusoire de compter sur des bénéfices importants ou même

suffisants pour assurer le fonctionnement d'une institution que l'Etat, par devoir social, devrait subventionner d'une manière habituelle et permanente.

Cette conception, théoriquement très défendable, n'a cependant pas nos préférences.

Admettons, par avance, que les futurs bénéficiaires soient déterminés d'une façon précise ; cela n'ira pas cependant sans présenter de grosses difficultés, qui ne peuvent être résolues qu'en faisant appel à des classifications arbitraires.

Comme les conditions faites à la clientèle seront avantageuses, puisqu'il s'agit par hypothèse de classes laborieuses, tous les producteurs voudront en bénéficier : ils s'arrangeront pour camoufler leurs moyens d'action, dissimuler leur chiffre d'affaires ou leurs bénéfices et ce, d'autant plus aisément, qu'ils ont déjà une certaine habitude de ces opérations déjà pratiquées à l'égard du fisc.

En outre, pourquoi viser à la non-rentabilité, puisque le Crédit populaire, et il le prouve, peut être aisément rentable ? Dans cette hypothèse, l'Etat serait amené à subventionner à fonds perdus une œuvre philanthropique dont le fonctionnement assimilerait la distribution du crédit à une foire d'empoigne, et autoriserait tous les abus.

III. *Incompatibilité du mutualisme et de la coopération avec le nouvel organisme.*

Cet antagonisme montre simplement que le problème du crédit aux classes moyennes peut être résolu sans recourir à des principes qui s'avèrent en France d'une application difficile.

Partant du fait que le tempérament français réfractaire à la coopération et au mutualisme ne sera pas transformé d'individualiste en coopérateur par des règlements ou même des crédits, il importe de transposer les données de ce problème, des hommes sur leurs capitaux. Or dans ce domaine, on constate qu'une importante fraction des classes moyennes, propriétaires, fonctionnaires, professions

libérales, salariés, épargne des capitaux dont l'autre partie aurait besoin pour développer sa production. Ainsi, ce projet permet, par une compensation automatique, d'utiliser l'épargne des uns pour satisfaire les besoins de crédit des autres, sans intervention financière de l'Etat. D'après les chiffres cités (63 milliards pour les seules caisses d'épargne) ces besoins seraient plus que largement satisfaits; alors, mais alors seulement, le solde disponible pourrait être investi en fonds d'Etat.

Section VI. — Rôle du crédit populaire.

Le crédit populaire coifferait la nouvelle organisation, tant à la base, qui comprendrait les banques populaires actuelles, qu'au sommet.

En effet, de tous ces organismes, le crédit populaire constitue la seule institution semi-publique de crédit généralisé.

C'est, aussi, celle qui, sous la direction de la Chambre syndicale a donné les meilleures preuves de sa vitalité.

Enfin, les principes mis en œuvre par le crédit populaire, et les catégories sociales auxquelles il s'intéresse, font de lui l'instrument désigné de cette réforme.

CONCLUSION

L'évolution subie par le Crédit populaire depuis ses origines en a changé presque entièrement la physionomie.

Jusqu'en 1917, l'initiative et les fonds des particuliers présidèrent presque uniquement à la création et au fonctionnement des banques populaires. Faisant preuve d'un robuste optimisme, les dirigeants d'alors considéraient l'intervention de l'Etat comme une entorse aux vrais principes coopératifs.

L'exemple de l'étranger et notamment de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, de la Belgique prouvait que les banques populaires pouvaient atteindre un remarquable degré de prospérité sous l'aide des Pouvoirs Publics. Dans ces pays, en effet, où la population a une tendance notoire à l'association, le Crédit populaire guidé par des chefs de valeur profita d'une ambiance économique favorable à son extension. Au contraire, en France, l'inexistence de ces conditions obligea l'Etat à s'intéresser au Crédit populaire.

Dans cette seconde période (1917-1940), l'absence de société de caution mutuelle réduisit à néant les espoirs fondés sur le développement du mutualisme, tandis que l'intervention de l'Etat altéra fortement la pureté des principes coopératifs. Néanmoins, l'influence du coopératisme se manifesta, mais pas suffisamment pour faire de la banque populaire autre chose qu'une banque ordinaire ou presque, qui recrute une large clientèle en raison de son organisation plus souple et de ses conditions moins onéreuses. Pour intéressant que soit ce résultat, il constitue seulement une première étape qui va être largement dépassée lorsque les fonctions du Crédit populaire pourront s'exercer dans le cadre d'une économie réorganisée. C'est

là qu'il pourra se consacrer utilement à l'établissement de la paix sociale et au développement de l'activité économique.

*
* * *

Le Crédit populaire collabore au même titre que les organismes similaires de l'agriculture, de l'artisanat et de l'hôtellerie au maintien de la paix sociale par la coopération. Nous avons étudié, chemin faisant, les applications les plus courantes des principes qu'il met en œuvre, et qui tendent tous à la suppression du profit illimité et surtout immérité ainsi que du prolétariat : si la banque populaire encourage l'initiative individuelle, elle en limite les conséquences néfastes dans l'intérêt de la communauté; elle remplace dans une proportion aussi large que possible, la valeur du capital par celle de la personne; la rémunération de ce capital est limitée; les bénéfices sont ristournés au prorata des opérations traitées et non plus du capital investi. On conviendra que l'ensemble de ces postulats constitue une anticipation assez originale d'aspirations communautaires dans notre société capitaliste et libérale basée depuis un siècle et demi sur le respect quasi-religieux du profit pur.

Il y a mieux. Ces aspirations communautaires dont les banques populaires peuvent être considérées comme une des premières résultantes dans notre pays, vont agir avec une force accrue par la gravité des circonstances. Lorsque le législateur a créé le crédit populaire, il n'a fait qu'obéir, assez maladroitement d'ailleurs, aux besoins des classes moyennes françaises : celles-ci mises en face de l'éventualité redoutable d'être dévorées par le grand capitalisme, préférèrent dépouiller leur individualisme anarchique et s'unir étroitement en vue du bien commun et non plus du profit personnel de quelques privilégiés, sous la direction d'hommes désintéressés. Mais, actuellement, pour que cette union soit féconde, il faut la diriger, la discipliner, la sanctionner au besoin; il apparaît certain que la coopération ou union librement consentie, préconisée sur le plan professionnel par le Crédit populaire le premier, ne peut plus suffire à cette triple tâche; elle n'a fait, travail d'ailleurs fort utile, que

jeter les bases de la future corporation, organisme autoritaire et coercitif, qui va la remplacer, et encadrer l'individu dans la cité, et dans la profession.

Le Crédit populaire, grâce à sa forme décentralisée, à la discipline de ses banques et à l'habileté de sa politique financière, constitue dès maintenant l'organisme le plus apte à reconstruire l'économie des provinces de France.

Dans ce domaine, il ne borne pas ses fonctions à l'exercice d'une sèche technique bancaire, mais il ambitionne de devenir le conseiller écouté et désintéressé de ses clients isolés ou associés. La banque populaire s'attache, dans ce but, à faire l'éducation bancaire d'une clientèle qui, sur ce chapitre se montre trop souvent d'une ignorance étonnante. C'est là une situation d'autant plus regrettable que l'évolution législative et économique donne aux questions de banque un rôle de plus en plus important dans l'activité de chaque individu. Il conviendrait, à cet égard, que dès l'école primaire et dans les établissements d'enseignement secondaire, on enseignât aux enfants les éléments de la technique bancaire que nul ne saurait ignorer à notre époque : le rôle des banques dans la production industrielle, agricole et artisanale, la lettre de change, le chèque, l'es-compte, le découvert, etc. Sans surcharger des programmes déjà lourds, ces rudiments qui pourraient être incorporés dans une histoire de l'économie nationale complétant le programme d'histoire proprement dit, faciliteraient le rôle éducateur des banques populaires et permettraient à la clientèle de mieux comprendre les avantages qui lui sont offerts.

*
* *

Dans le cadre corporatif, les banques populaires sont les mieux placées pour favoriser la constitution et le développement de groupements de producteurs. On s'imagine à tort que ces réformes vont entraîner la caporalisation de l'individu en amoindrissant sa personnalité et en limitant son profit alors qu'elles tendent au contraire à le protéger et à restaurer une saine notion de profit qu'une évolution

progressive de l'économie libérale avait peu à peu détournée de ses fonctions.

Après un développement considérable de plus d'un siècle dû à des pionniers de première valeur, l'économie française s'est partiellement repliée sur elle-même¹, fonctionnarisée à tel point que la plupart des firmes importantes jouissent d'un monopole de fait, qui, protégé en outre par d'importantes barrières douanières, ne les incite nullement à améliorer leur production. Aussi sommes-nous souvent devancés par l'étranger en maints domaines. Une évolution semblable s'est produite dans les fortunes individuelles industrielles et commerciales qui, par le jeu des successions, ont été transmises de famille en famille, en étouffant chez les descendants tout esprit d'initiative et de responsabilité, à supposer qu'ils en aient jamais eu, et en favorisant au contraire le développement d'un égoïsme jouisseur.

Ce sont ces prétendues élites qu'il convient de renouveler en permettant aux sujets les mieux doués et les plus travailleurs de la masse du peuple d'accéder au patronat.

Telle est la pensée du chef de l'Etat qui demande « de se pénétrer de la doctrine du bien commun au-dessus des intérêts particuliers; de s'instruire des méthodes d'organisation du travail capables à la fois de permettre un meilleur rendement et plus de justice *en donnant à chacun sa chance dans l'entreprise et dans la profession* » (Discours de Saint-Etienne, le 1^{er} mars 1941).

Cette évolution, les banques populaires peuvent y contribuer utilement, accroître ainsi l'activité économique générale et, partant, le bien-être de chaque famille et de chaque individu.

1. D'où la fameuse expression « Secteur abrité ».

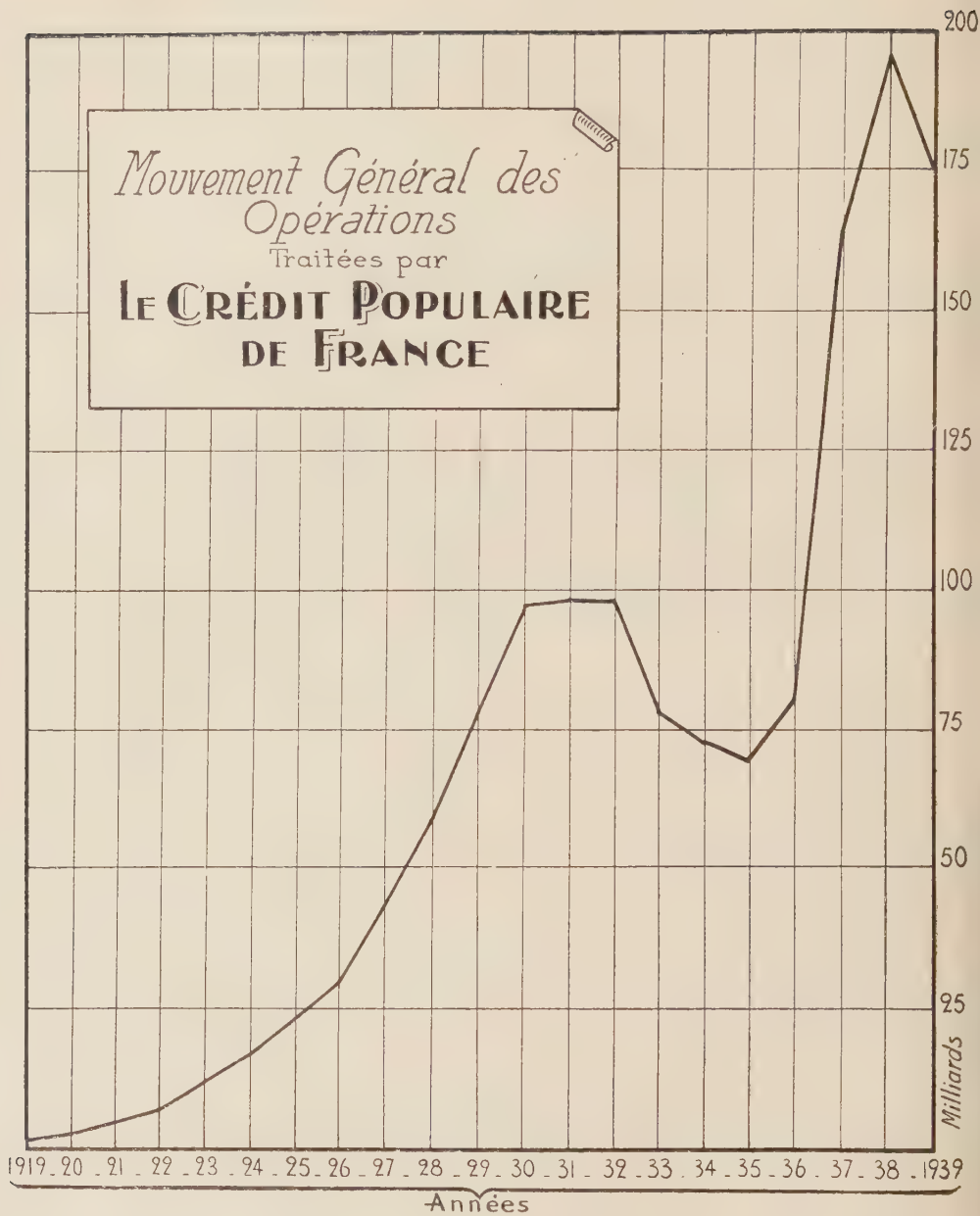
Vu : *Le Président*,
G. PIROU

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT

Vu et permis d'imprimer :
Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions de
Recteur de l'Académie de Paris
MAURAIN

ANNEXES

- Graphique du mouvement général des opérations traitées par le crédit populaire.
 - Tableaux de répartition des concours accordés par le crédit populaire.
 - Liste des banques populaires de la France métropolitaine.
-



Répartition par nature de commerce ou d'industrie des concours accordés par le crédit populaire :

- Annexe I, sous forme d'escompte.
- II, sous forme de prêts.
- III, sous forme de caution.

TABLEAUX ANNEXES

I. Concours des banques populaires aux diverses branches de l'activité nationale

Produits alimentaires :

Producteurs et importateurs	8,8 %	
Conservateurs	1,9 %	
Grossistes et demi-gros	11,7 %	
		22,4 %

Matières premières industrielles :

Produits miniers et carrières	2,4 %	
Métaux	1,7 %	
Pétrole et essences	0,9 %	
Produits végétaux et divers	3,9 %	
Laines, cuirs et poils	2,3 %	
		11,2 %

Produits fabriqués. Industrie :

Métallurgie, mécanique	16,4 %	
Soieries, bois, meubles	6,4 %	
Produits chimiques et pharmaceutiques	3 %	
Papier	1,7 %	
Verrerie, céramique	1,2 %	
Filature, tissage	6,9 %	
Peausseries, chaussures, chapeaux	5,3 %	
Travaux publics	3,6 %	
		44,5 %

Produits fabriqués. Commerce :

Vendeurs de verre et porcelaine	0,6 %	
Produits métallurgiques	1,6 %	
Automobiles, garages	4,2 %	
T. S. F. Appareillage	4,4 %	
Meubles, décoration	1,1 %	
Vendeurs de produits chimiques	2,1 %	
Magasins de vêtements	3 %	
Librairie, édition, reliure	2 %	
Transports, industrie touristique	2,9 %	
Divers		
		21,9 %
		100 %

La comparaison avec la répartition des escomptes au 31 décembre 1937 fait apparaître les différences suivantes :

	1937	1938
Alimentation : producteurs et grossistes	19,9 %	20,5 %
Conserveurs	1,8 %	1,9 %
Métaux : importateurs et produits bruts	1,2 %	1,7 %
Pétroles et essences	1 %	0,9 %
Cuir, laines et poils	1,6 %	2,3 %
Métallurgie, mécanique	13,3 %	16,4 %
Scierie, bois, meubles	6,8 %	6,4 %
Produits chimiques	3,2 %	3 %
Papier	2,5 %	1,7 %
Peausserie, chaussures, chapeaux	6,3 %	5,3 %
Travaux publics	4,7 %	3,6 %
T. S. F. Appareillages	5,3 %	4,4 %
Meubles	1,3 %	1,1 %
Vendeurs de produits chimiques	1,9 %	2,1 %
Librairie, édition	2,6 %	2 %
Transports, tourisme et divers	1,8 %	2,9 %
Automobiles, garages	5 %	4,2 %

L'examen de ces chiffres fait apparaître une extrême division des risques d'escompte, qui constitue sans nul doute un des éléments de sécurité les plus importants.

II. Investissements en prêts individuels.

On retrouve ici le même caractère de division que nous avons signalé au sujet de la répartition des engagements par escompte.

Produits alimentaires :

Producteurs et importateurs	15,5 %	
Conserveurs	1,4 %	
Grossistes et demi-gros	11,3 %	
		28,2 %

Matières premières industrielles :

Produits miniers et carrières	2,5 %	
Métaux	0,6 %	
Pétroles et essences	0,8 %	
Produits végétaux divers	2,2 %	
Laines, cuirs et poils	0,8 %	
		6,9 %

Produits fabriqués. Industrie :

Métallurgie, mécanique	7,8 %	
Scieries, bois, meubles	6,7 %	
Produits chimiques, pharmaceutiques	1,4 %	
Papier	0,4 %	
Verrerie, céramique	2,2 %	
Filature, tissage	4,1 %	
Peausserie, chaussures, chapeaux	2,2 %	
Travaux publics	12,3 %	
		37,1 %

Produits fabriqués. Commerce :

Produits métallurgiques	1,4 %	
Automobiles, garages	5 %	
T. S. F. Appareillage	3,8 %	
Meubles, décoration	1,6 %	
Vendeurs de produits chimiques	1,9 %	
Vendeurs de verre et porcelaine	0,7 %	
Magasins de vêtements	3,4 %	
Librairie, édition, reliure	1,7 %	
Transports, industrie touristique, divers	8,3 %	
		27,8 %
		100 %

La comparaison avec la répartition des découverts au 31 décembre 1937 fait apparaître les différences suivantes :

	1937	1938
Alimentation : producteurs et grossistes	24,5 %	26,8 %
Conservateurs	2,9 %	1,4 %
Métaux : importateurs et produits bruts	0,7 %	0,6 %
Pétroles et essences	0,7 %	0,8 %
Cuir, laines et poils	0,7 %	0,8 %
Métallurgie, mécanique	6,2 %	7,8 %
Scierie, bois, meubles	5,9 %	6,7 %
Produits chimiques	1,4 %	1,4 %
Papier	1,2 %	0,4 %
Peausserie, chaussures, chapeaux	2,5 %	2,2 %
Travaux publics	9,5 %	12,3 %
Automobiles, garages	5,4 %	5 %
T. S. F. Appareillage	3,7 %	3,8 %
Meubles, décoration	1,4 %	1,6 %
Vendeurs de produits chimiques	1,9 %	1,9 %
Librairie, édition	1,9 %	1,7 %
Transports, tourisme et divers	11,7 %	8,3 %

III. Engagements par caution.

La répartition des crédits par caution apparaît quelque peu différente de celle qui a été indiquée pour les autres

crédits, l'industrie du bois, l'industrie métallurgique et les entreprises de travaux publics étant les catégories professionnelles les plus intéressées par cette nature de crédit.

Produits alimentaires :		
Producteurs et importateurs	4,9 %	
Conserveurs	0,1 %	
Grossistes et demi-gros	4,5 %	
		9,5 %
Matières premières industrielles :		
Produits miniers et carrières	3,1 %	
Métaux	—	
Pétroles et essences	1,8 %	
Produits végétaux divers	13,2 %	
Laines, cuirs et poils	0,3 %	
		18,4 %
Produits fabriqués. Industrie :		
Métallurgie, mécanique	14 %	
Scieries, bois, meubles	12 %	
Produits chimiques, pharmaceutiques	0,8 %	
Papier	0,5 %	
Verrerie, céramique	0,7 %	
Filature, tissage	3 %	
Peausserie, chaussures, chapeaux	0,4 %	
Travaux publics	15,2 %	
		46,6 %
Produits fabriqués. Commerce :		
Produits métallurgiques	7 %	
Automobiles, garages	1 %	
T. S. F. Appareillage	1,9 %	
Meubles, décoration	0,5 %	
Vendeurs de produits chimiques	1,9 %	
Vendeurs de verre et porcelaine	0,2 %	
Magasins de vêtements	0,6 %	
Librairie, édition, reliure	0,3 %	
Transports, industrie touristique	12,1 %	
Divers	—	
		25,5 %
		100 %

La comparaison effectuée pour les industries les plus intéressées par le crédit par caution fait apparaître les chiffres suivants :

	1937	1938
	—	—
Produits métallurgiques	14 %	14 %
Scierie, bois, meubles	15 %	12 %
Travaux publics	10,5 %	15,2 %

LISTE ALPHABÉTIQUE DES SIÈGES DES BANQUES POPULAIRES

BANQUES POPULAIRES DE LA REGION PARISIENNE

Caisse centrale des banques populaires.

1, rue Léon Cladel, Paris (2^e). Tél. : Gut. 83-95, 83-96, 83-97.

Montrouge. Banque populaire industrielle et commerciale de la région sud de Paris, 55, avenue Aristide-Briand. Tél. : Alésia 41-80.

Saint-Denis. Banque populaire industrielle et commerciale de la banlieue nord de Paris, 32, boulevard Jules-Guesde. Tél. : Plaine 16-72, 16-73, 16-74.

Vincennes. Banque populaire industrielle et commerciale de la région est de Paris, 5, avenue du Château. Tél. : Daumesnil 35-00, 35-01 et 17-60.

BANQUES POPULAIRE DE LA PROVINCE

Albi. Banque populaire du Tarn et de l'Aveyron, 17, rue de l'Hôtel-de-Ville. Tél. : 2-36.

Angers. Banque populaire d'Anjou-Vendée, 2, rue de l'Auguillerie et 1, rue Montault. Tél. : 42-67.

Auch. Banque populaire du Gers et des Hautes-Pyrénées, 19 rue Gambetta. Tél. : 101.

Auxerre. Banque populaire de l'Yonne, 20 et 22, place du Marché. Tél. : 312.

Avignon. Banque populaire de Vaucluse et de l'arrondissement d'Arles, 6, rue Viala. Tél. : 6-37.

Belfort. Banque populaire du Territoire de Belfort et de l'arrondissement de Lure, 8 bis, faubourg de Montbéliard. Tél. : 5-47 et 5-52.

Besançon. Banque populaire du Doubs et de Gray-Vesoul, 11, rue Morand. Tél. : 33-14 et 33-15.

Béziers. Banque populaire de l'Hérault, place Pepécut et rue Française. Tél. : 9-60.

Bordeaux. Banque populaire de la Gironde, 1, place Gabriel. Tél. : 80-952.

- Bourges.* Banque populaire du Berry, 10 à 16, place de la Barre. Tél. : 2-83.
- Cahors.* Banque populaire du Quercy et de l'Agenais, 1, rue du Maréchal-Joffre. Tél. : 72.
- Carcassonne.* Banque populaire de l'Aude et de l'Ariège, 10, rue de Verdun. Tél. : 8-27.
- Chambéry.* Banque populaire savoisiennne, 7, square de Laysse. Tél. : 5-56.
- Chartres.* Banque populaire industrielle et commerciale d'Eure-et-Loir, 42, rue Noël-Ballay. Tél. : 5-77.
- Cherbourg.* Banque commerciale cherbourgeoise d'escompte et de crédit, 1, rue de l'Alma. Tél. : 2-99.
- Civray.* Banque populaire de Civray, rue Allemant-Guyonnet. Tél. : 36.
- Clermont-Ferrand.* Banque populaire de la XVII^e région économique, Arcades de la Préfecture, boulevard Desaix. Tél. : 40-23.
- Dax.* Banque populaire des Landes et du Pays Basque réunis, 21, rue Saint-Vincent. Tél. : 348.
- Dijon.* Banque populaire de la Côte-d'Or, 34-36 rue des Forges. Tél. : 3-80. (Provisoirement : 4, place Darcy. Même téléphone.)
- Epinal.* Banque populaire des Vosges, 38, rue Léopold-Bourg. Tél. : 28-79.
- Grenoble.* Caisse d'escompte et de crédit de la région dauphinoise, 14 et 16, avenue Félix-Viallet. Tél. : 17-44 et 15-82.
- Lille.* Banque populaire industrielle et commerciale du nord de la France, 41, rue de l'Hôpital-Militaire. Tél. : 278-52 et 278-53.
- Limoges.* Banque populaire du Centre, 32, boulevard Carnot. Tél. : 35-61, 35-62, 35-63.
- Lons-le-Saunier.* Banque populaire du Jura, 38, rue du Commerce. Tél. : 0-65.
- Lorient.* Banque populaire morbihannaise d'escompte et de crédit, 46, rue de la Comédie. Tél. : 0-02 et 5-47.
- Lyon.* Caisse d'escompte et de crédit du Rhône, 12, rue Gentil. Tél. : Franklin 51-81 (2 lignes).
- Mâcon.* Banque populaire de Saône-et-Loire et de l'Ain, 1, rue de Lyon. Tél. : 4-64.
- Marseille.* Banque populaire provençale, 7, rue de la Darse. Tél. : Dragon 42-18.
- Montargis.* Banque populaire du Loiret, 15, rue Neuve-du-Patis. Tél. : 184.
- Montluçon.* Banque populaire de l'Allier, 31, boulevard de Courtais. Tél. : 2-99.
- Nancy.* Banque commerciale et industrielle de l'Est de la France, 57, rue Saint-Jean. Tél. : 63-33.

- Nantes.* Banque nantaise de crédit, 19, rue Racine. Tél. : 123-72.
- Nevers.* Banque populaire de la Nièvre, 15, rue Gambetta. Tél. : 1-34.
- Nice.* Banque populaire des Alpes-Maritimes, 20, boulevard des Italiens. Tél. : 829-04, 829-05.
- Nîmes.* Banque populaire du Gard et des Cévennes, 5, boulevard Amiral-Courbet. Tél. : 28-09.
- Niort.* Banque populaire des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure, 10, avenue Bujault. Tél. : 4-20.
- Oloron-Sainte-Marie.* Banque populaire d'Oloron, 12, place Pomone. Tél. : 74.
- Orléans.* Banque populaire d'Orléans, 1, rue de la Hallebarde et 2 et 4, rue des Carmes. Tél. : 30-32. (Provisoirement : 23, rue des Pastoureaux. Même téléphone.)
- Pau.* Banque populaire de Pau, 8, rue Valérie-Meunier. Tél. : 32-42.
- Périgueux.* Banque populaire de la Dordogne, 23, place Francheville. Tél. : 320.
- Perpignan.* Banque populaire des Pyrénées-Orientales, boulevard Georges-Clemenceau. Tél. : 6-00 et 11-59.
- Provins.* Banque populaire de Provins, 14 et 16, rue Hugues-le-Grand. Tél. : 332.
- Puy (le).* Caisse mutuelle de crédit commercial et industriel, 33, place du Breuil. Tél. : 3-04.
- Rennes.* Banque d'Ille-et-Vilaine d'escompte et de crédit, 1, place de la Trinité. Tél. : 36-17, 36-18.
- Roanne.* Banque populaire de Roanne, 46, rue Jean-Jaurès. Tél. : 29-61.
- Roche-sur-Foron (La).* Société savoisienne de crédit commercial et industriel, avenue Jean-Jaurès. Tél. : 175 et 176.
- Rouen.* Banque commerciale et industrielle de Normandie, 25, rue Jeanne-d'Arc. Tél. : 349-52 et 338-80.
- Saint-Brieuc.* Banque populaire des Côtes-du-Nord et du Finistère, 4, avenue de la Croix-Blanche. Tél. : 0-50, 0-65.
- Saint-Etienne.* Banque populaire de la Loire, 17, rue de la Bourse. Tél. : 59-48 et 59-49.
- Toulon.* Banque populaire du Var, 14, place Puget. Tél. : 23-58.
- Toulouse.* Banque populaire de la Haute-Garonne, 61, boulevard Carnot. Tél. : 206-03.
- Tours.* Banque populaire de Touraine et du Haut-Poitou, 7, place Philippe-Pétain. Tél. : 52-10 et 34-46.
- Troyes.* Banque commerciale de Champagne, 16, place de la Préfecture. Tél. : 40-97.
- Tulle.* Banque populaire de la Corrèze et du Cantal, 2, avenue Victor-Hugo. Tél. : 2-39.
- Versailles.* Banque populaire industrielle et commerciale de Versailles, 15, rue de la Pourvoierie. Tél. : 34-00 et 34-01.

BANQUES POPULAIRES D'ALSACE-LORRAINE

Bischwiller. Banque populaire de Bischwiller, 28, rue Raymond-Poincaré. Tél. : 93.

Guebwiller. Banque populaire de Guebwiller, 61, rue de la République. Tél. : 41.

Strasbourg. Banque populaire d'Alsace, 2 et 4, rue du 22 novembre. Tél. : 259-34, 259-35, 253-93.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES.

- ALBERTINI (P.-M.). — *Le développement des banques populaires en France*, Angers, 1926.
- BAUDIN (L.). — *Le corporatisme*, Paris, 1941.
- BOISDE (R.). — *Commerce et corporations*, Paris, 1941.
- BOUGLÉ et HALÉVY. — *Doctrine de Saint-Simon*, Paris, 1924.
- CHAMLEY (P.). — *Les banques populaires françaises*, Paris, 1938.
- CHARPENAY (G.). — *Les banques régionalistes*, Paris, 1939.
- CLERC (H.). — *Le crédit populaire, sauvegarde des classes moyennes*, Orléans, 1938.
- DAUMAIN (J.). — *Le contrôle de l'Etat sur les banques privées*, Paris, 1937.
- DAUPHIN-MEUMIER (A.). — *La Banque, 1919-1935*, Paris, 1936.
- FERRIER (L.). — *Les banques populaires*, Lyon, 1927.
- FRANÇOIS et HENRI. — *Traité des opérations de banque, change et bourse*, Bruxelles, 1939.
- GAMBERO et PENGLOU. — *Le crédit de banque*, Paris, 1931.
- GUEGAN (G.). — *Les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires*, Lorient, 1922.
- GUÉRIN (Yves). — *Le crédit coopératif commercial*, Paris, 1921.
- LAUFENBURGER (H.). — *Les banques françaises*, Paris, 1941.
- MAY (G.). — *L'assainissement et le contrôle des banques de dépôts*, Paris, 1921.
- REIGNIER (Ed.). — *Les banques populaires*, Alger, 1936.

II. — REVUES ET PÉRIODIQUES.

- VI^e Congrès International de Science et de Technique bancaire :
Rapports et discussions, Paris, 1937.
- Bulletin mensuel du Crédit populaire*, 1919-1929.
- Revue Banque*, 1930-1939.
- Revue Banque et Bourse*, 1937-1939.
- Rapports et comptes rendus des Assemblées générales du Crédit populaire*, 1930-1940.

III. — DOCUMENTS LÉGISLATIFS.

- Etude comparative des institutions de crédit populaire en France et à l'étranger. Rapport de la 2^e sous-commission, Paris, 1911.
Rapport de la Cour des Comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1928-1929, Paris, 1931.
Réponses au questionnaire de la sous-commission du crédit de la Chambre des députés, Paris, 1937.
Travaux de la Semaine parlementaire de la Coopération, du 2 au 9 mars 1938.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. — LE PROBLEME DU CREDIT AUX PRODUCTEURS INDEPENDANTS.....	3
<i>Chapitre premier.</i> — Les données.....	6
<i>Chapitre II.</i> — La solution.....	11
DEUXIEME PARTIE. — HISTOIRE DES BANQUES POPU- LAIRES FRANÇAISES	17
<i>Chapitre premier.</i> — Institutions de crédit populaire en faveur des commerçants et industriels	20
<i>Chapitre II.</i> — Institutions de crédit populaire en faveur des sociétés coopératives et associations ouvrières	24
<i>Chapitre III</i>	27
TROISIEME PARTIE. — EVOLUTION DES BANQUES POPU- LAIRES	31
<i>Chapitre premier.</i> — La loi du 13 mars 1917.....	33
<i>Chapitre II.</i> — Les banques populaires de 1917 à 1929.....	44
<i>Chapitre III.</i> — Les banques populaires de 1929 à 1940	52
<i>Chapitre IV.</i> — Rôle de la Chambre syndicale des banques popu- laires	69
QUATRIEME PARTIE. — L'AVENIR DES BANQUES POPU- LAIRES	93
<i>Chapitre I.</i> — Le <i>statu quo</i>	97
<i>Chapitre II.</i> — La disparition	109
<i>Chapitre III.</i> — La fusion	116
CONCLUSION	133
ANNEXES.....	137

Imprimerie BÈRE, 18, rue du Peugue, Bordeaux — 1941.
